



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 novembre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 5th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12267-55)

After Dark Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf août 1955, constituant en corporation: Bernard Feinstein, Sydney Feinstein, tous deux gérants, de Montréal et Claude Hopwood, agent, de St-Vincent de Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus et vêtements, sous le nom de "After Dark Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1435 rue St-Alexandre, chambre 530, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 12267-55)

After Dark Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1955, incorporating: Bernard Feinstein, Sydney Feinstein, both managers, of Montreal, and Claude Hopwood, agent, of St. Vincent de Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and clothing, under the name of "After Dark Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1435, St. Alexander St., Room 530, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12482-55)

A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, Louis Feigenbaum, avocat, de la cité de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1475 rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12482-55)

A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1955, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of the city of Montreal, Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, of the city of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1475 Mountain Street, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12130-55)

Albert Vallée Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1955, constituant en corporation: Albert Vallée, constructeur, Madeleine Nadeau Vallée, secrétaire, épouse légalement séparée de biens dudit Albert Vallée, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Ville Mont-Royal, et Jacques Rousseau Nadeau, c.a., de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme compagnie de construction en général sous le nom de "Albert Vallée Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1990 Kildare Road, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12130-55)

Albert Vallée Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1955, incorporating: Albert Vallée, builder, Madeleine Nadeau Vallée, secretary, wife legally separate as to property of the said Albert Vallée, and duly authorized by the latter for these present purposes, both of the town of Mount-Royal, and Jacques Rousseau Nadeau, C.A., of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business and to operate as a general building company under the name of "Albert Vallée Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1990 Kildare Road, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12720-55)

Angel China Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Eugène Lamoureux, comptable, Yolande Roy, secrétaire, André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Angel China Café Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12720-55)

Angel China Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Eugène Lamoureux, accountant, Yolande Roy, secretary, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Angel China Café Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 45091-53)

**Association des Filles Canadiennes
Françaises Inc.,
Assemblée Madeleine de Verchères**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Laetitia Lebœuf Richelieu, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Donat Richelieu et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Maria Marcell Marcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Ovide Marcotte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Berthe Simard, ménagère fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les dames et jeunes filles canadiennes françaises dans un but de promouvoir les intérêts généraux des canadiens français, sous le nom de "Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$60,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 123 89-55)

Au Beu qui Rit Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Paul Bédard dit Berval, Denis Drouin, Claude Breitman dit Jean-Claude Deret, Jacques-Louis Lorain, comédiens, et André Roche, journaliste, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de présentations de spectacles, sous le nom de "Au Beu qui Rit Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12501-55)

Aurèle Hudon Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1955, constituant en corporation: Aurèle Hudon, Albert Francœur, industriels, des cités et district judiciaire de Montréal, et Jacques Côté, avocat, des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, objets mobiliers et appareils électriques de tous genres et les accessoires s'y rapportant, sous le nom de "Aurèle Hudon Ltée.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

(A.G. 45091-53)

**Association des Filles Canadiennes
Françaises Inc.,
Assemblée Madeleine de Verchères**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Laetitia Lebœuf Richelieu, housewife, wife contractually separate as to property of Donat Richelieu and duly authorized by him for these present purposes, Maria Marcell Marcotte, housewife, wife contractually separate as to property of Ovide Marcotte and duly authorized by him for these present purposes, Berthe Simard, house-keeper, spinster, all of the city and judicial district of Montreal 1, for the following purposes:

To group together French-Canadian ladies and young girls for the purpose of promoting the general interests of French-Canadians, under the name of "Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$60,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12389-55)

Au Beu qui Rit Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Paul Bédard dit Berval, Denis Drouin, Claude Breitman dit Jean-Claude Deret, Jacques-Louis Lorain, comedians, and André Roche, journalist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate an enterprise dealing in the presentation of shows and spectacles under the name of "Au Beu qui Rit Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12501-55)

Aurèle Hudon Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1955, incorporating: Aurèle Hudon, Albert Francœur, industrialists, of the city and judicial district of Montreal, and Jacques Côté, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in furniture, movable objects and electrical appliances of all kinds and accessories pertaining thereto, under the name of "Aurèle Hudon Ltée.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12423-55)

Better Built Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1955, constituant en corporation: Marcel Drapeau, entrepreneur, Berthe Croft Drapeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Drapeau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, Louis Milonais, entrepreneur, et Madeleine Bouthillier Milonais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Milonais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Laval-des-Rapides, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Better Built Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12423-55)

Better Built Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September 1955, incorporating: Marcel Drapeau, contractor, Berthe Croft Drapeau, housewife, wife common as to property of the said Marcel Drapeau and duly authorized by him for the purposes herein, both of Montreal, Louis Milonais, contractor, and Madeleine Bouthillier Milonais, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis Milonais, and duly authorized by him for the purposes herein, the two latter of Laval-des-Rapides, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a construction company, under the name of "Better Built Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12366-55)

**B. & G. Plâtre Ltée
B. & G. Plastering Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Gilles Bourbonnais, Rolland Giguère, plâtriers, et Thérèse Paradis, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme plâtriers en particulier et constructeurs en général, sous le nom de "B. & G. Plâtre Ltée — B. & G. Plastering Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2140, Des Carrières, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12366-55)

**B. & G. Plâtre Ltée
B. & G. Plastering Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Gilles Bourbonnais, Rolland Giguère, plasterers, and Thérèse Paradis, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as plasterers specially and as builders, generally, under the name of "B. & G. Plâtre Ltée — B. & G. Plastering Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2140 Des Carrières, Montreal, judicial district of Montreal.

The head office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12361-55)

Birer Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de septembre 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, tous deux de Westmount et Joseph R. Hoffman, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12361-55)

Birer Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, Book-keeper, both of Westmount, and Joseph R. Hoffman, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Birer Realty Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12183-55)

Bob Landry Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1955, constituant en corporation: Roger Landry, Romuald Boulianne, tous deux commerçants, et Claude R. Baillargeon, avocat, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de merceries, sous le nom de "Bob Landry Incorporé", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12850-55)

Canadian British Aluminium Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Frank Breadon Common, fils, avocat, Ernest William Mockridge, gérant, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, John Lawrence McCrory, commis en Loi, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Catherine Burton Lunny, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tout commerce se rapportant à la production et au travail de l'aluminium ou du sodium et leurs alliages, à la production, l'utilisation et la vente de l'électricité et de l'énergie électrique, et, en général, exercer le commerce qui consiste à exploiter des mines et agir comme marchands de métaux et minéraux, mineurs, transporteurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Canadian British Aluminium Company Limited", avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce 24e jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12261-55)

Canadian Fabrics Foundation, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To deal in real estate, under the name of "Birer Realty Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12183-55)

Bob Landry Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1955, incorporating: Roger Landry, Romuald Boulianne, both tradesman, and Claude R. Baillargeon, advocate, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in small wares under the name of "Bob Landry Incorporé", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12850-55)

Canadian British Aluminium Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1955, incorporating: Frank Breadon common, junior, advocate, Ernest William Mockridge, manager, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, John Lawrence McCrory, law clerks, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, Cecil Bruce Cooke, secretary, Catherine Burton Lunny, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on any business relating to the production and working of aluminium or sodium and their alloys, the production, use and sale of electricity and electric power, and generally to carry on the business of mining, metal and mineral merchants, miners and carriers and general contractors, under the name of "Canadian British Aluminium Company Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12261-55)

Canadian Fabrics Foundation, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: William John Veitch, vice-président, industriel, Gérald Bruck, président, industriel, tous deux de Westmount, Thomas Norbert Beaupré, Brinley Taylor, tous deux vice-présidents, industriels, de ville Pointe-Claire, Eileen Alice Doyle, secrétaire, Stanley Gowers Cornthwaite, publiciste, Ralph Hood, vice-président, industriel, tous trois de Montréal, Roland Winsor, gérant général, de ville Mont-Royal, tous huit du district judiciaire de Montréal, William Macfarlane Berry, vice-président, industriel, de la ville de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Établir, soutenir et diriger une organisation de promotion des produits textiles fabriqués au Canada, sous le nom de "Canadian Fabrics Foundation, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: William John Veitch, vice-president, industrialist, Gérald Bruck, president, industrialist, both of Westmount, Thomas Norbert Beaupré, Brinley Taylor, both vice-president, industrialists of the town of Pointe-Claire, Eileen Alice Doyle, Secretary, Stanley Gowers Cornthwaite, publicist, Ralph Hood, vice-president industrialist, all three of Montréal, Roland Winsor, general manager of the Town of Mount Royal, all eight in the judicial district of Montreal, William Macfarlane Berry, vice-president, industrialist, of the town of Châteauguay, in the judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To establish, maintain, and conduct an organization for the promotion of textile products made in Canada; under the name of "Canadian Fabrics Foundation, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
410049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12247-55)

Canedil Construction Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats, de ville Mont-Royal et John Ciaccia, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction en général, sous le nom de "Canedil Construction Co. Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3005 chemin Picquet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12247-55)

Canedil Construction Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, advocates, of the town of Mount Royal, and John Ciaccia, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Canedil Construction Co. Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3005 Picquet Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12391-55)

C.-E. Lavigne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Charles-Émile Lavigne, courtier d'assurance, Philippe Lavigne, vendeur d'assurance, Agnès Décoste, épouse séparée de biens dudit Charles-Émile Lavigne, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent vendeur d'assurance de toute nature pour toutes Compagnies d'Assurance reconnues, sous le nom de "C.-E. Lavigne Limitée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 1,750 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 12391-55)

C.-E. Lavigne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: Charles-Émile Lavigne, insurance broker, Philippe Lavigne, insurance salesman, Agnès Décoste, wife separate as to property of the said Charles Émile Lavigne, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agent and salesman, dealing in insurance of every nature and kind for any recognized Insurance Company, under the name of "C.-E. Lavigne Limitée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, and 1,750 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12451-55)

Château Ste-Rose Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Paul Trudeau, avocat de Ville Mont-Royal, Adolphe Prévost, Mario Laurier, avocats, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Château Ste-Rose Limitée", avec un capital total de \$450,000, divisé en 3,000 actions communes de \$100 chacune, et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12382-55)

Chez Julienne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Fred Dermer, Nathan Dermer de Montréal, et Irène Shier, d'Outremont, tous marchands, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom "Chez Julienne Ltée", avec un capital-actions de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12671-55)

Compagnie Québec-Autobus

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1955, constituant en corporation: Joseph-Napoléon Sicard, directeur général, Melbourne T. Bancroft, contrôleur, et Henri F. Béique, ingénieur professionnel, tous de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter et administrer une entreprise de transport, par autobus, dans la province de Québec, sous le nom de "Compagnie Québec-Autobus", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12451-55)

Château Ste-Rose Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, incorporating: Paul Trudeau, advocate of the city of Mount Royal, Adolphe Prévost, Mario Laurier, advocates, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keeper, under the name of "Château Ste-Rose Limitée", with a total capital stock of \$450,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12382-55)

Chez Julienne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: Fred Dermer, Nathan Dermer, of Montreal, and Irwin Shier, of Outremont, all marchants, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments, under the name of "Chez Julienne Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12671-55)

Compagnie Québec-Autobus

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, incorporating Joseph-Napoléon Sicard, general director, Melbourne T. Bancroft, comptroller, and Henri F. Béique, professional engineer, all of Sillery, judicial district of Québec, for the following purposes:

To possess, operate and administer a transportation enterprises by autobus in the Province of Québec, under the name of "Compagnie Québec-Autobus", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12254-55)

**Contracteurs Rouyn Limitée
Rouyn Contractors Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1955, constituant en corporation: Pierre Alphonse Bureau, manufacturier, Peter John Cuddihy, étudiant, Gilberte Lalonde, sténographe, fille majeure, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faires affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Contracteurs Rouyn Limitée — Rouyn Contractors Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12254-55)

**Contracteurs Rouyn Limitée
Rouyn Contractors Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September 1955, incorporating: Pierre Alphonse Bureau, manufacturer, Peter John Cuddihy, student, Gilberte Lalonde, stenographer, fille majeure, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Contracteurs Rouyn Limitée — Rouyn Contractors Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12234-55)

**Coteau Lumber & Woodworking
Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: David Lack, avocat, de Montréal, Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire et Baruch Pollack, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois de construction, bois de charpente, contreplaqués et bois de toutes sortes, sous le nom de "Coteau Lumber & Woodworking Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12234-55)

**Coteau Lumber & Woodworking
Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: David Lack, advocate, of Montreal, Pearl Auerbach, secretary, unmarried, and Baruch Pollack, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, timber and plywood and wood of every kind, under the name of "Coteau Lumber & Woodworking Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11966-55)

"Dard" Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1955, constituant en corporation: Lucien Paradis, Albert-Eugène Jean, commis, Maurice Parent, dessinateur, tous d'Arvida, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dard" Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 800 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11966-55)

"Dard" Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1955, incorporating: Lucien Paradis, Albert-Eugène Jean, clerk, Maurice Parent, designer, all of Arvida, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of real estate under the name of "Dard" Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 800 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day, of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12353-55)

Deley Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1955, constituant en corporation: Paul Mecteau, vendeur, Camil Noël, c.r., avocat, Claude Rioux, avocat, et Françoise Lemay, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "Deley Construction Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12353-55)

Deley Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, incorporating: Paul Mecteau, salesman, Camil Noël, Q.C., advocate, Claude Rioux, advocate, and Françoise Lemay, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractor and builder under the name of "Deley Construction Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12487-55)

Des Ormeaux Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jacob Wexler, William Bobby, vendeurs d'automobiles, Moses Hyman Myerson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et exploiter un garage de réparations et un poste de service, sous le nom de "Des Ormeaux Automobile Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049

C. E. CANTIN.

(A.G. 12487-55)

Des Ormeaux Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Jacob Wexler, William Bobby, automobile dealers, Moses Hyman Myerson, lawyer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and to conduct garage repairs and service station, under the name of "Des Ormeaux Automobile Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each, and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41049-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12370-55)

D. & F. Auto Electric Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: Normand Grimard, Gérald Ryan, avocats, de Noranda, et Graziella Guillemette, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles et de parties et pièces s'y rapportant, sous le nom de "D. & F. Auto Electric Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12370-55)

D. & F. Auto Electric Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Normand Grimard, Gérald Ryan, advocates, of Noranda, and Graziella Guillemette, secretary, of full age, of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles and parts and pieces pertaining thereto under the name of "D. & F. Auto Electric Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12335-55)

Dominion Box Makers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1955, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, avocats, et Myrto Brasseur, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de boîtes et contenants, sous le nom de "Dominion Box Makers Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 988, rue Galt, Verdun district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12335-55)

Dominion Box Makers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, incorporating: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, advocates, and Myrto Brasseur, secretary, of full age, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business of boxes and containers, under the name of "Dominion Box Makers Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 988 Galt Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12216-55)

Eastern Die Casting Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Claude Melançon, avocat, Lucienne Méryneau et Marguerite Vigneault, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de matrices, sous le nom de "Eastern Die Casting Inc", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12216-55)

Eastern Die Casting Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Claude Melançon, advocate, Lucienne Méryneau and Marguerite Vigneault, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in the manufacture of dies, under the name of "Eastern Die Casting Inc", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12741-55)

**Entreprises Pontiac Inc.
Pontiac Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1955, constituant en corporation: Pierre Dussault, courtier, de Hull, Joseph Dussault, cultivateur, de Low, tous deux du district judiciaire de Hull, Michael L. Cahill, commerçant, de Chapeau, district judiciaire de Pontiac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois en général, sous le nom de "Entreprise Pontiac Inc. — Pontiac Enterprises Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 75,000 actions communes de \$1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chapeau, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12741-55)

**Entreprises Pontiac Inc.
Pontiac Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1955, incorporating: Pierre Dussault, broker, of Hull, Joseph Dussault, farmer, of Low, both of the judicial district of Hull, Michael L. Cahill, dealer, of Chapeau, judicial district of Pontiac, for the following purposes:

To carry on the business of and generally deal in wood under the name of "Entreprises Pontiac Inc. — Pontiac Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 75,000 common shares of \$1 each and into 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chapeau, judicial district of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12371-55)

Fashion Textile Printers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, Melvin Leonard Rothman, avocats, de Westmount, Brahm Eisenstat, Henry Nevard, étudiants, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à décolorer, teindre, imprimer des tissus textiles et aucun ou tous autres articles ou tissus, sous le nom de "Fashion Textile Printers Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049

C. E. CANTIN.

(P.G. 12163-55)

Fernand Fortin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Fernand Fortin, entrepreneur en plomberie et chauffage, Gilles Dallaire, comptable agréé, et Rita Nantel, secrétaire, fille majeure, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "Fernand Fortin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(P.G. 12373-55)

Ferronnerie Bergevin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1955, constituant en corporation: René Bergevin, négociant, de St-Bruno, Gérard Lanctôt, marchand, Émilien Désautels, comptable, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Ferronnerie Bergevin Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12371-55)

Fashion Textile Printers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, Melvin Leonard Rothman, advocates, of Westmount, Brahm Eisenstat, Henry Nevard, students, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bleaching, dyeing, printing, textile fabrics, and any or all other articles or materials, under the name of "Fashion Textile Printers Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41049-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 12163-55)

Fernand Fortin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August 1955, incorporating: Fernand Fortin, plumbing and heating contractor, Gilles Dallaire, chartered accountant, and Rita Nantel, secretary, fille majeure, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on generally the operations of contractors and builders, under the name of "Fernand Fortin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(A.G. 12373-55)

Ferronnerie Bergevin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September 1955, incorporating: René Bergevin, trader, of St. Bruno, Gérard Lanctôt, merchant, Émilien Désautels, accountant, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, iron ware and building materials, under the name of "Ferronnerie Bergevin Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12218-55)

**F. X. Ponton Ltée
F. X. Ponton Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Jean E. Badeaux, avocat, Margaret E. Cox et Pauline Frenette, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils, accessoires et équipements à l'usage de l'électricité sous toutes ses formes, sous le nom de "F. X. Ponton Ltée — F. X. Ponton Ltd", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12218-55)

**F. X. Ponton Ltée
F. X. Ponton Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Jean E. Badeaux, advocate, Margaret E. Cox, and Pauline Frenette, stenographers, of full age, in use of their rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in apparatus, accessories and equipment for use with electricity under all its forms, under the name of "F. X. Ponton Ltée — F. X. Ponton Ltd", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12300-55)

**Gamma Ray Surveys (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Gamma Ray Surveys (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12300-55)

**Gamma Ray Surveys (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Monroe Abbey, advocate, of Westmount, Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Gamma Ray Surveys (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), with a capital of \$40,000, divided into 40,000, common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12245-55)

Georges of Deauville Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat, de Laprairie, Lorraine Seguin, secrétaire, célibataire, de Boucherville, tous deux du district judiciaire de Montréal et Lomer Gouin, avocat, de Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, barbiers-manueuvres, masseurs et celui qui consiste à donner des bains de beauté, sous le nom de "Georges of Deauville Ltd", avec un capital actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, 2,000 actions privi-

(A.G. 12245-55)

Georges of Deauville Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Maurice Riel, lawyer, of Laprairie, Lorraine Seguin, secretary, unmarried, of Boucherville, both of the judicial district of Montreal, and Lomer Gouin, lawyer, of Ste. Adèle, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, barbers manicure, body-massage, beauty-baths, under the name of "Georges of Deauville Ltd", with a capital stock divided into 2,000 common shares having no nominal or par value, 2,000 preferred shares Class "A" of the par value of

légées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$5 chacune et 6,000 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12147-55)

Hôtel Plouffe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1955, constituant en corporation: Pierre Cimon, avocat, Ghislaine Choquette, secrétaire, et Joseph E. Gagnon, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Hôtel Plouffe Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12402-55)

Hôtel Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Carrier Fortin, Jean Rouillard, avocats, et Wilfrid-Joseph McGinty, gérant de bureau, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Hôtel Sherbrooke Inc.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9, rue du Dépôt, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12295-55)

Jay Fur Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Donald Oberfeld, commis, Jeanne Comeau, manufacturier, fille majeure, Maurice Dickman, fourreur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Jay Fur Corporation", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

\$5 each and into 6,000 preferred shares Class "B" of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12147-55)

Hôtel Plouffe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Pierre Cimon, advocate, Ghislaine Choquette, secretary, and Joseph E. Gagnon, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on as hotel-keepers under the name of "Hôtel Plouffe Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12402-55)

Hôtel Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Carrier Fortin, Jean Rouillard, advocates, and Wilfrid-Joseph McGinty, office manager, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Sherbrooke Inc.", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9 Dépôt St., Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12295-55)

Jay Fur Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Donald Oberfeld, clerk, Jeanne Comeau, manufacturer, spinster of the full age of majority, Maurice Dickman, furrier, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Jay Fur Corporation", with a capital of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12448-55)

Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Leon Kamay, Leon Wicker, fourreurs, Gregory Charlap, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12298-55)

Lacey's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1955, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzweig, Daniel Morris, avocat, de Montréal, et Manuel Shacter, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des magasins à succursales multiples manufacturer et faire le commerce des marchandises incidentes au susdit commerce, sous le nom de "Lacey's Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12470-55)

La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Chartrain, avocat, Nil Marcoux, gérant d'affaires, Charles Montmigny, agent manufacturiers, Jean Saucier, courtier en assurances, Stan Brock, administrateur de compagnie d'assurances, tous de Sillery, Jacques De Serres, optométriste, Arthur Lagueux, courtier en valeurs de placement, Lorenzo Verret, employé civil, Alphonse Giroux, prêtre, tous quatre de Québec, et Roger Lavoie, employé civil, de New Liverpool, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12448-55)

Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1955, incorporating: Leon Kamay, Leon Wicker, furriers, Gregory Charlap, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12298-55)

Lacey's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzweig, Daniel Morris, advocates, of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of operating chain stores and manufacture and deal in merchandise incidental to the aforesaid business, under the name of "Lacey's Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12470-55)

La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Chartrain, advocate, Nil Marcoux, business manager, Charles Montmigny, manufacturing agent, Jean Saucier, insurance broker, Stan Brock, insurance company executive, all of Sillery, Jacques De Serres, optometrist, Arthur Lagueux, investment broker, Lorenzo Verret, civil servant, Alphonse Giroux, priest, all four of Quebec, and Roger Lavoie, civil servant, of New Liverpool, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Soigner et traiter les malades par tous les moyens possibles en s'intéressant particulièrement à la réadaptation des infirmes, sous le nom de "La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11768-55)

Lady Anne Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Raymonde Doyle, Gloria Williams, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fournitures domestiques et articles, meubles, appareils électriques, vêtements et accessoires sous le nom de "Lady Anne Shops Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6130 boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 11464-55)

**Lafrance Fourrures Inc.
Lafrance Furs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, Damase Brissette, avocats, de Longueuil, et Louis Lamontagne, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fourrures, tissus, vêtements et fournitures, sous le nom de "Lafrance Fourrures Inc.—Lafrance Furs Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12190-55)

L'Auberge du Roc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1955, constituant en corporation: Edgar Ouellet, hôtelier, de Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay, Jean-Claude Mathieu, comptable, et Colette Côté,

To nurse and treat patients by all possible means, and more particularly further the re-adaptation of the disabled, under the name of "La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 11768-55)

Lady Anne Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Harry Blank, advocate, Raymonde Doyle, Gloria Williams, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in household furnishing and articles, furniture, electrical equipment, wearing apparel and accessories, under the name of "Lady Anne Shops Inc.", with a capital of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6130 Monk Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11464-55)

**Lafrance Fourrures Inc.
Lafrance Furs Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: J.-Éloi Gervais, Damase Brissette, advocates, of Longueuil, and Louis Lamontagne, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, fabrics, clothing and furnishings, under the name of "Lafrance Fourrures Inc.—Lafrance Furs Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12190-55)

L'Auberge du Roc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1955, incorporating: Edgar Ouellet, hotel-keeper, of Baie Comeau, judicial district of Saguenay, Jean-Claude Mathieu, accountant, and Colette Côté, secretary, spinster,

secrétaire, célibataire, ces deux derniers des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "L'Auberge du Roc Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12324-55)

**Le Club de Hockey Professionnel
des Trois-Rivières Inc**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1955, constituant en corporation: Colette Lepage, Renée Lajoie, secrétaires, filles majeures, des Trois-Rivières, et Françoise Bourbeau, secrétaire, fille majeure, de Champlain, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter un club de hockey dans la Ligue Professionnelle du Québec, sous le nom de "Le Club de Hockey Professionnel des Trois-Rivières Inc", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Colisée des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12204-55)

Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1955, constituant en corporation: Robert H. Kunzli, agent d'immeubles, de Rosemère, Guy Blanchard, et J.-Léonard Blanchard, ces deux derniers notaires, de Sainte-Thérèse, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12440-55)

**Les Entreprises Simard Entreprises
Cie Ltée, Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1955, constituant en corporation: Antonio Simard, Fridolin Simard et Robert

the latter two of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "L'Auberge du Roc Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12324-55)

**Le Club de Hockey Professionnel
des Trois-Rivières Inc**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August 1955, incorporating: Colette Lepage, Renée Lajoie, secretaries, filles majeures, of Trois-Rivières, and Françoise Bourbeau, secretary, fille majeure, of Champlain, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Operate a hockey club in the Quebec Professional League, under the name of "Le Club de Hockey Professionnel des Trois-Rivières Inc", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Coliseum of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12204-55)

Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1955, incorporating: Robert H. Kunzli, real estate agent, of Rosemère, Guy Blanchard, and J. Léonard Blanchard, the latter two notaries, of Sainte-Thérèse, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of real estate under the name of "Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12440-55)

**Les Entreprises Simard Entreprises
Cie Ltée, Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Antonio Simard, Fridolin Simard and Robert Simard,

Simard, tous industriels, d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Les Entreprises Simard Entreprises Cie Ltée, Co. Ltd.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12237-55)

Les Excavations Drummond Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Roger Gauthier, gérant, Edgar Bonival, opérateur de machines, et Philippe Ouellet, machiniste, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et constructeurs et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Les Excavations Drummond Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12342-55)

**Les Placements Boulevard O'Brien Ltée
Boulevard O'Brien Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1955, constituant en corporation: Aimé Boileau, père, Aimé Boileau, fils, tous deux constructeurs, et Lucille L'Heureux Boileau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aimé Boileau, fils, tous de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction et faire affaires comme courtier en immeubles, sous le nom de "Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12131-55)

Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf août 1955, constituant en corporation: Aaron Lieberman, marchand, Edward Samuel Berger, avocat et Sureka Wasserman, secré-

all industrialists, of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders under the name of "Les Entreprises Simard Entreprises Cie Ltée, Co. Ltd.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 20,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12237-55)

Les Excavations Drummond Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Roger Gauthier, manager, Edgar Bonival, machine operator, and Philippe Ouellet, machinist, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate as general contractor and builders and to carry on business dealing in building materials under the name of "Les Excavations Drummond Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12342-55)

**Les Placements Boulevard O'Brien Ltée
Boulevard O'Brien Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1955, incorporating: Aimé Boileau, father, Aimé Boileau, son, both builders, and Lucille L'Heureux Boileau, housewife, wife separate as to property of the said Aimé Boileau, son, all of Saint-Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company and to operate as a real estate broker, under the name of "Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12131-55)

Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1955, incorporating: Aaron Lieberman, merchant, Edward Samuel Berger, advocate, and Sureka Wasserman, secretary, spins-

taire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bas, sous le nom de "Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12476-55)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Vincent Ferrier Chagnon, employé civil, Bernard Denis, voyageur de commerce, et Joseph-Alexandre Fraser, prêtre, vicaire, tous de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Réunir le public dans un but récréatif et s'occuper de leur formation morale, patriotique, charitable et sportive, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Christ-Roi, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12223-55)

Lux Knitting Mills Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1955, constituant en corporation: Ben Schechter, avocat, Morton Bell, étudiant, et Raymond Lutterman, commis tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires, marchandises tricotées, tissus, sous le nom de "Lux Knitting Mills Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 987 rue Côté, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12417-55)

Lynn Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

ter of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in stockings, under the name of "Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and into 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12476-55)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Vincent Ferrier Chagnon, civil servant, Bernard Denis, commercial traveller, and Joseph Alexandre Fraser, priest vicar, all of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group the public together for recreational purposes and further their moral, patriotic, charitable and sporting formation, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Christ-Roi, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12223-55)

Lux Knitting Mills Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1955, incorporating: Ben Schechter, advocate, Morton Bell, student, and Raymond Lutterman, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, knitted goods, fabrics, under the name of "Lux Knitting Mills Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 987 Côté Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12417-55)

Lynn Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day

sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jessie McWatters, secrétaire, épouse séparée de biens de Vernon Williams McWatters, en vertu des lois d'Ontario, de Verdun, Mortimer Dolman, notaire, et Earl Kimmel, étudiant, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Lynn Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général.

41049

C. E. CANTIN.

(P.G. 12157-55)

Mineral Land Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Ben Bernstein, Conseil en Loi de la Reine, avocat, Georges Martel, vendeur, Joseph-Albert Emond, teneur de livres, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Mineral Land Holdings Corp.", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général.

41049

C. E. CANTIN.

(P.G. 11555-55)

Mitchell Leisure Togs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1955, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, David Kirshblatt, étudiant, tous deux de Montréal et Abel David Selick, courtier de douanes, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Mitchell Leisure Togs Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1955.

L'Assistant-procureur général.

41049

C. E. CANTIN.

(P.G. 12311-55)

Molan Land Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1955, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon W. Weber, avocat, d'Outremont

of September, 1955, incorporating: Jessie McWatters, secretary, wife separate as to property under the laws of Ontario of Vernon William McWatters, of Verdun, Mortimer Dolman, notary, and Earl Kimmel, student, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Lynn Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 12157-55)

Mineral Land Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Ben Bernstein, Queen's Counsel, advocate, Georges Martel, salesman, Joseph-Albert Emond, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Mineral Land Holdings Corp.", with a capital divided into 2,000 common shares of no par value, and into 1,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 11555-55)

Mitchell Leisure Togs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1955, incorporating: Allan Marcus, lawyer, David Kirshblatt, student, both of Montreal, and Abel David Selick, Customs Broker, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Mitchell Leisure Togs Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 12311-55)

Molan Land Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon W. Weber, advocate, of Outremont, and

et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'immeubles et de développement de terrains, sous le nom de "Molan Land Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 10030-55)

Montreal M.G. Car Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Davidson Lawrence Campbell, dépanneur, (Trouble Shooter), de Beaufaire, Bernard Sikko Van Marken, Thomas Matthew McCammon, gérants, Robin Mackay, vendeur, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et John Guy Lecuyer, commis, de St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt, la préservation, la possession et l'opération de voitures M.G. de sport, sous le nom de "Montreal M.G. Car Club, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à 705 avenue Guy, St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12622-55)

Pierre Des Marais, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1955, constituant en corporation: Denise Desroches, secrétaire, fille majeure, Madeleine LeBlanc Legault, secrétaire, veuve de M. Fernand Legault, et Pierre des Marais, II, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeur, graveur et lithographe; agir comme agence de publicité, sous le nom de "Pierre Des Marais, Inc.", avec un capital total de \$110,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 225, rue Roy, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12397-55)

Plomberie Bourg-Joli Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Rose Markis, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate and land development business, under the name of "Molan Land Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10030-55)

Montreal M.G. Car Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Davidson Lawrence Campbell, Trouble Shooter, of Beaufaire, Bernard Sikko Van Marken, Thomas Matthew McCammon, managers, Robin Mackay, salesman, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, and John Guy Lecuyer, clerk, of St. Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To encourage the interest, preservation, ownership and operation of M.G. Sports Cars, under the name of "Montreal M.G. Car Club, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 705 Guy Avenue, St. Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12622-55)

Pierre Des Marais, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September 1955, incorporating: Denise Desroches, secretary, fille majeure, Madeleine LeBlanc Legault, secretary, widow, of Mr. Fernand Legault, and Pierre Des Marais, II, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printer, engraver and lithographer; act as an advertising agency, under the name of "Pierre Des Marais, Inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 225 Roy Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(A.G. 12397-55)

Plomberie Bourg-Joli Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1955, constituant en corporation: Louis-Paul Bergeron, Roger Guertin, plombiers, et Hermas Dubois, comptable, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur plombier, couvreur et ferblantier, sous le nom de "Plomberie Bourg-Joli Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1955, incorporating: Louis-Paul Bergeron, Roger Guertin, plumbers and Hermas Dubois, accountant, all of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of a contracting plumber, roofer and tinsmith, under the name of "Plomberie Bourg-Joli Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12312-55)

Provincial Door Sales Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, J. Serge Gervais, Armand H. Viau, comptables, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de portes et celui de matériaux de construction et accessoires sous le nom de "Provincial Door Sales Ltd", avec un capital de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12312-55)

Provincial Door Sales Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, J. Serge Gervais, Armand H. Viau, accountants, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in doors, building materials and equipment business, under the name of "Provincial Door Sales Ltd", with a capital of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12420-55)

**Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, Graham Gould, tous deux avocats, Audrey Malcolm, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd" (No Personal Liability), avec un capital de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12420-55)

**Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: Pierre Dessaulles, Graham Gould, both advocates, Audrey Malcolm, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd" (No Personal Liability), with a capital of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11992-55)

Quincaillerie Laberge, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1955, constituant en corporation: Adalbert Laberge, commerçant, Paul Laberge, gérant, Maurice Laberge, étudiant, tous de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincaillier, sous le nom de "Quincaillerie Laberge, Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 564 ave Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11992-55)

Quincaillerie Laberge, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1955, incorporating: Adalbert Laberge, dealer, Paul Laberge, manager, Maurice Laberge, student, all of Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a hardware dealer under the name of "Quincaillerie Laberge, Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 564 Royale Ave., Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12219-55)

Radio Laurentides Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1955, constituant en corporation: Jean Lalonde, radiodiffuseur, Juliette Bélanger, sténographe, célibataire, tous deux de Montréal, J.-Alphonse Lalonde, bourgeois, A.-Jacques Fortin, ajusteur d'assurance, et Aldéric Laurendeau, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter dans les limites de la province de Québec une ou plusieurs stations privées de radiodiffusion ou d'irradiation, sous le nom de "Radio Laurentides Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Route Rurale No. 2, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12219-55)

Radio Laurentides Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1955, incorporating: Jean Lalonde, radio broadcaster, Juliette Bélanger, stenographer, of full age, both of Montreal, J. Alphonse Lalonde, gentleman, A. Jacques Fortin, insurance appraiser, and Aldéric Laurendeau, advocate of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and operate within the limits of the Province of Quebec one or more private broadcasting or radio stations under the name of "Radio Laurentides Inc.", with a capital stock divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each and into 2,200 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Rural Route No. 2, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12381-55)

Radio Tevox Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1955, constituant en corporation: Gérard Gaudry, agent d'immeubles, Marcel Gauthier, commerçant, et Joseph-Ovila Boulianne, comptable, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, effets mobiliers et accessoires électriques, d'appareils de télévision et de radio, sous le nom de "Radio Tevox Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 440, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12381-55)

Radio Tevox Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: Gérard Gaudry, real estate agent, Marcel Gauthier, dealer, and Joseph-Ovila Boulianne, accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture, moveable effects and electrical accessories, television and radio apparatus, under the name of "Radio Tevox Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 440, Racine Street, East, Chicoutimi judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12571-55)

Rainu Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1955, constituant en corporation: Guy M. Désaulniers, Théodore Lespérance, avocats, et Françoise Savard, secrétaire, cédulaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur en construction et exercer le commerce de matériaux et accessoires de construction, sous le nom de "Rainu Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12571-55)

Rainu Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1955, incorporating: Guy M. Desaulniers, Théodore Lespérance, advocates, and Françoise Savard, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a building contractor and to deal in building materials and building accessories, under the name of "Rainu Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12432-55)

Rémi Carrier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1955, constituant en corporation: Rémi Carrier, manufacturier, Thérèse Chabot Carrier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rémi Carrier, tous deux de Charlesbourg, et Simon Laverdière, avocat, de Québec, tous deux de Charlesbourg, et Simon Laverdière, avocat, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles et produits en caoutchouc et des dérivés de ce produit, sous le nom de "Rémi Carrier Inc.", avec un capital total de \$50,300, divisé en 253 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 70, Boulevard Henri Bourassa, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12432-55)

Rémi Carrier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1955, incorporating: Rémi Carrier, manufacturer, Thérèse Chabot Carrier, housewife, wife separate as to property of the said Rémi Carrier, both of Charlesbourg, and Simon Laverdière, advocate, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing with articles and products in rubber and in derivatives of this product, under the name of "Rémi Carrier Inc.", with a total capital stock of \$50,300, divided into 253 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 70 Henri Bourassa Boulevard, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12181-55)

Ronald Label Ltée Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize août 1955, constituant en corporation: Yvon Jamin, avocat, Rita Dufresne et Estelle Thérien, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, ateliers de réparations et des portes de service, sous le nom de "Ronald Label Ltée Ltd", avec un capital total de \$250,000, divisé en 25,000 actions communes de \$1 chacune et en 22,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12181-55)

Ronald Label Ltée Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1955, incorporating: Yvon Jamin, advocate, Rita Dufresne and Estelle Thérien, secretary, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate garages, repair shops and service stations under the name of "Ronald Label Ltée Ltd", with a total capital stock of \$250,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and into 22,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41049

Deputy Attorney General.

(P.G. 12176-55)

Roux & Boulanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1955, constituant en corporation: Rosario Vincent, Pierre Comtois, comptables, de Sherbrooke, et Jacques Charland, comptable, de Bromptonville, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'épiceries, d'huiles, de ferronnerie, de quincaillerie, d'outils, de verrerie, de porcelaine, d'ustensiles, de tabac et de bonbon, sous le nom de "Roux & Boulanger Ltée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Garthby, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12176-55)

Roux & Boulanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1955, incorporating: Rosario Vincent, Pierre Comtois, accountants, of Sherbrooke, and Jacques Charland, accountant, of Bromptonville, all of the judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, oils, ironware, hardware, tools, glassware, porcelain, utensils, tobacco and candy, under the name of "Roux & Boulanger Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Garthby, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12052-55)

Roxboro Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1955, constituant en corporation: Roland Robillard, Bernard Reid, avocats, et Marcelle Reid, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bernard Reid et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Roxboro Enterprises Limited", avec un capital divisé en 4,000 actions communes sans saleur au pair et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12052-55)

Roxboro Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1955, incorporating: Rolland Robillard, Bernard Reid, advocates, and Marcelle Reid, secretary, wife contractually separate as to property of the said Bernard Reid and duly authorized by the latter for these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders under the name of "Roxboro Enterprises Limited", with a capital stock divided into 4,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12315-55)

Salons Funéraires Hubert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1955, constituant en corporation: Theodore Shtym, Joseph Adélard Hubert, tous deux marchands, et Sam Lambutsky, contre-maître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Salons Funéraires Hubert Inc.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12315-55)

Salons Funéraires Hubert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, incorporating: Theodore Shtym, Joseph Adélard Hubert, both merchants, and Sam Lambutsky, foreman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as undertakers, under the name of "Salons Funéraires Hubert Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12461-55)

Sidney G. Chick & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1955, constituant en corporation: Sidney G. Chick, courtier, de la ville de Dorval, Roy Thomas Thompson, administrateur, Philippe St-Onge, gérant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de placements en général, sous le nom de "Sidney G. Chick & Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1980 ouest, rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41019 C. E. CANTIN.

(A.G. 12461-55)

Sidney G. Chick & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Sidney G. Chick, broker, of the town of Dorval, Roy Thomas Thompson, executive, Philippe St-Onge, manager, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Sidney G. Chick & Co. Ltd.", with a capital of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12351-55)

Société St. Jean-Baptiste de Normandin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Servant rentier, Charles-Henri Dion, marchand, Paul Turcotte, inspecteur d'écoles, tous trois de Normandin, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts et les droits des canadiens-français, sous le nom de "Société St-Jean-Baptiste de Normandin, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12351-55)

Société St. Jean-Baptiste de Normandin, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September 1955 to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Servant, annuitant, Charles Henri Dion, merchant, Paul Turcotte, school inspector, all three of Normandin, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To promote and uphold the interests and rights of French-Canadians, under the name of "Société St-Jean-Baptiste de Normandin, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Normandin, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41047 Deputy Attorney General.

(P.G. 12350-55)

Star Brush Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Gérard Lacourse, Roger Lemay, vendeurs, et Laurette Dupuis Lemay, épouse séparée de biens dudit Roger Lemay et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits domestiques, alimentaires et culinaires, sous le nom de "Star Brush Ltée — Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12350-55)

Star Brush Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Gérard Lacourse, Roger Lemay, salesmen, and Laurette Dupuis Lemay, wife separate as to property of the said Roger Lemay and duly authorized by the latter for these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in domestic products, foodstuffs and culinary products under the name of "Star Brush Ltée — Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12344-55)

Swift Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1955, constituant en corporation: Irwin Brodie, Irwin Gliserman, avocats, Ted Polisuk, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Swift Construction Company", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 13,150 ouest, Blvd Gouin, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049

C. E. CANTIN.

(A.G. 12344-55)

Swift Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1955, incorporating: Irwin Brodie, Irwin Gliserman, advocates, Ted Polisuk, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as a construction company, under the name of "Swift Construction Company", with a capital of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 13,150 Gouin Blvd. West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(P.G. 12325-55)

Tau Epsilon Phi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Nathaniel Liebman, notaire, Lois D. Liebman, ménagère, épouse séparée de biens de Nathaniel Liebman et dûment autorisée aux fins des présentes, Harry Pinker, avocat, Rose W. Pinker, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Pinker et dûment autorisée aux fins des présentes, et Kenneth Hughes, ingénieur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et maintenir une organisation de fraternité collégiale, sous le nom de "Tau Epsilon Phi Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049

C. E. CANTIN.

(A.G. 12325-55)

Tau Epsilon Phi Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Nathaniel Liebman, notary, Lois D. Liebman, housewife, wife separate as to property of Nathaniel Liebman, and duly authorized hereto, Harry Pinker, advocate, Rose W. Pinker, housewife, wife separate as to property of Harry Pinker, and duly authorized hereto, and Kenneth Hughes, engineer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To set up and maintain a College Fraternal Organization, under the name of "Tau Epsilon Phi Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(P.G. 12385-55)

Texan Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de septembre 1955, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove et Samuel Shriar, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Texan Realty Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41049

C. E. CANTIN.

(A.G. 12385-55)

Texan Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove and Samuel Shriar, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Texan Realty Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(P.G. 12277-55)

The Executive Development Institute

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Stuart Milner Finlayson, John Michael Esdaile, administrateurs, de ville Mont-Royal, Maj. Gén. Alfred Ernest Walford, John Bertram Stirling, John Edwin Main, Walter Mitchell Irvine, administrateurs, Desmond Richard Smith, comptable agréé, de Montréal, Ross Trenholme Clarkson, avocat, de Westmount, Frederic Hatheway Peters, banquier, de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, et John Engel Conner, administrateur, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Organiser et diriger des conférences, cours, forums et autres programmes d'entraînement concernant l'administration commerciale, les affaires financières et les sujets connexes au niveau de l'administration, sous le nom de "The Executive Development Institute".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12277-55)

The Executive Development Institute

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Stuart Milner Finlayson, John Michael Esdaile, executives, of the town of Mount Royal, Maj. Gen. Alfred Ernest Walford, John Bertram Stirling, John Edwin Main, Walter Mitchell, Irvine, Executives, Desmond Richard Smith chartered accountant, of Montreal, Ross Trenholme Clarkson, advocate, of Westmount, Frederic Hatheway Peters, banker, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, and John Engel Conner, executive, of Rosemère, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To provide and conduct lectures, courses, seminars or other training programs in business administration and business affairs and allied subjects at the executive level, under the name of "The Executive Development Institute".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12456-55)

**Thetford Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jacob Abraham Jacobs, bourgeois, de Montréal, Jean Beauregard, avocat, d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Denis Meloche, prospecteur, de Thetford, Mines, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Thetford Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12456-55)

**Thetford Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1955, incorporating: Jacob Abraham Jacobs, gentleman, of Montreal, Jean Beauregard, lawyer, of Outremont, both of the judicial district of Montreal, and Denis Meloche, prospector, of Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Thetford Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 261 St. James St. W., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12251-55)

Tovber Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1955, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de West-

(A.G. 12251-55)

Tovber Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Sy-

mount, Sydney Phillips, avocat et Tessy Frankel, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers d'immeubles, sous le nom de "Tovber Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12464-55)

Town Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1955, constituant en corporation: Leona Green, fille majeure, teneuse de livres, Donald Kujan, avocat, Doris Marshall, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un garage, manufacturer et exercer le commerce de véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Town Service Station Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(P.G. 12340-55)

T.V. Tele-Communication (Drummond) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1955, constituant en corporation: J. Emery Phaneuf, avocat, Adrian Popovici, autrefois avocat au Barreau de Bucarest et maintenant gérant, et Jacqueline Gariépy, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un système communautaire de télévision avec câble co-axial afin de donner un signal amélioré aux téléspectateurs de la région de Drummondville, sous le nom de "T. V. Tele-Communication (Drummond) Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 24,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 48, rue Bédard, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049-o C. E. CANTIN.

dney Phillips, advocate, and Tessy Frankel, stenographer, spinster, of the full age of majority, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of realty brokers, under the name of "Tovber Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12464-55)

Town Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1955, incorporating: Leona Green, spinster, bookkeeper, Donald Kujan, advocate, Doris Marshall, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage and to manufacture and deal in vehicles of all kinds, under the name of "Town Service Station Ltd.", with a capital of \$50,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12340-55)

T.V. Tele-Communication (Drummond) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September 1955, incorporating: J. Emery Phaneuf, advocate, Adrian Popovici, formerly a lawyer of the Bar of Bucarest, presently a manager, and Jacqueline Gariépy, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a community system of television with co-axial cable in order to improve T.V. reception for the spectators in the Region of Drummondville, under the name of "T. V. Tele-Communication (Drummond) Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 24,000, common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 48 Bédard Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41049 Deputy Attorney General.

(P.G. 12318-55)

Westmount Motors Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Louis-Philippe Larivière, C.R., avocat, Jeannette D. Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Roger Beaulieu et Harold LeBroek, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, moteurs, accessoires et pièces, sous le nom de "Westmount Motors Ltd", avec un capital-actions de 2.000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 5402 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41049 C. E. CANTIN.

(A.G. 12318-55)

Westmount Motors Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Louis-Philippe Larivière, Q.C., advocate, Jeannette D. Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Roger Beaulieu, and Harold LeBroek, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motors, accessories and parts, under the name of "Westmount Motors Ltd", with a capital stock of 2,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at 5402 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41049-o Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative**AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.
Le Greffier de l'Assemblée législative,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly**NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY**

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented prior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st., 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.
ANTOINE LEMIEUX,
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature**AVIS PUBLIC**

Avis public est présentement donné que Gendron Beauchemin, ingénieur, résidant en la ville Saint-Laurent; Dame Mimi Beauchemin, épouse d'André Latreille, ingénieur professionnel, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à ville Mont-Royal; Dame Corinne Beauchemin, épouse de Pierre Langlois, comptable, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à Outremont; et Dame Hélène Beauchemin, épouse de Guy-E. Joron, médecin, et celui-ci pour l'autoriser, tous deux résidant à ville Mont-Royal, pétitionneront les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi interprétant le testament olographe de Dame Berthe Beauchemin née Gendron, vérifié le 22 décembre 1952 par la Cour Supérieure de Montréal, et étendant les droits d'administration des exécuteurs.

Montréal, le 7 octobre 1955.
L'Avocat des pétitionnaires,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
40853-41-4-o

Applications to Legislature**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that Gendron Beauchemin, engineer, residing in city of Saint-Laurent; Dame Mimi Beauchemin, wife of André Latreille, civil engineer, and the latter to authorize her, both residing in city of Mount-Royal; Dame Corinne Beauchemin, wife of Pierre Langlois, accountant, and the latter to authorize her, both residing in city of Outremont; and Dame Hélène Beauchemin, wife of Guy-E. Joron, physician, and the latter to authorize her, both residing in city of Mount-Royal, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act construing the olograph will of Dame Berthe Beauchemin née Gendron, verified on the 22nd of December 1952 by the Superior Court of Montreal, and extending the powers of the executors.

Montreal, October 7th, 1955.
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
40853-41-4-o Attorney of petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Reginald Culmer Harvey-Jellie, avocat, du village d'Hudson Heights, district de Vaudreuil, qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, il demandera l'adoption d'une loi, changeant son nom de celui de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey.

Montréal, le 7 octobre 1955.

L'Avocat du Requérent,
40852-41-4-o LOUIS-PHILIPPE GAGNON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Reginald Culmer Harvey-Jellie, advocate, of the village of Hudson Heights, district of Vaudreuil, that at the next Session of the Quebec Legislature, he will apply for the passing of an Act changing his name from that of Reginald Culmer Harvey-Jellie to that of Reginald Culmer Harvey.

Montreal, 7th October, 1955.

LOUIS-PHILIPPE GAGNON,
40852-41-4-o Advocate of Applicant.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Révérend Père Marcel Duguay, missionnaire Oblat de Marie-Immaculée, supérieur du collège classique de Rouyn, domicilié et demeurant à Rouyn, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège de Rouyn" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes gens, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Rouyn, le 11 octobre, 1955.

Les Procureurs du pétitionnaire,
40868-41-4-o CINQ-MARS & LACROIX.

NOTICE

Notice is hereby given that Reverend Father Marcel Duguay, Oblat de Marie-Immaculée, Superior of the classical college of Rouyn, domiciled and residing in Rouyn, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège de Rouyn" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young men, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Rouyn, October 11th, 1955.

CINQ-MARS & LACROIX,
40868-41-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire du Village de St-Félix de Valois, comté de Joliette, et les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Félix de Valois, comté de Joliette, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans les municipalités scolaires du Village et de la Paroisse de St-Félix de Valois, comté de Joliette, une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, marchandises et autres articles de commerce quelconques, et pour toutes autres fins.

Joliette, le 7 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40869-41-4-o C.-E. HETU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Village of St. Félix de Valois, county of Joliette, and the School Commissioners for the School Municipality of the parish of St-Félix de Valois, county of Joliette, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an Act permitting to the said School Commissioners to impose and levy in the School Municipalities of the Village and of the Parish of St. Félix de Valois, county of Joliette, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale price of any movable effects, merchandise and all articles of trade whatsoever, and for all other purposes.

Joliette, October 7th, 1955.

Attorney for Petitioners.
40869-41-4-o C.-E. HETU.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, notaire, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ajoutant à son nom de Weinstein celui de Winston, et autres fins.

Montreal, le 11 octobre 1955.

Le Procureur du requérant,
40870-41-4-o ÉMILIE BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notary, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, requesting the adoption of an Act in order that the name of Winston be added to his name of Weinstein, and for other purposes.

Montreal, October 11th, 1955.

ÉMILIE BRAIS,
40870-41-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes: Augmenter la qualification foncière requise par l'article 124 de la Loi des

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Jacques Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the following purposes: increase the land qualification required by section 124 of the Cities and Towns Act;

Cités et Villes; modifier l'heure de fermeture et d'ouverture des bureaux de votation; modifier la responsabilité des propriétaires et locataires relativement à la taxe d'eau; obliger les propriétaires de machineries fixes et accessoires, d'en communiquer un état aux estimateurs de la cité et d'en spécifier la valeur; remplacer l'article 522 de la Loi des Cités et Villes relatif à l'évaluation des terres en culture; ratifier le règlement d'emprunt N° 113; porter à \$100,000.00 l'autorisation d'emprunt accordé par l'article 4 de la Loi 15-16 Geo. VI 1951-1952, ch. 81; obtenir le droit d'amender une fois sans referendum le règlement de construction N° 99 et le règlement de zonage N° 115; fixer l'évaluation des immeubles et terrains de Pratt & Whitney Aircraft Co. Ltd. (Canadian); autoriser la cité à faire des ententes concernant la construction d'extensions aux systèmes d'aqueduc et d'égouts pour desservir des développements résidentiels ou industriels; augmenter l'indemnité des membres du conseil; autoriser la révision du rôle d'évaluation du 17 mars 1955; et pour toutes autres fins.

Cité de Jacques-Cartier, le 11 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

JEAN-CHARLES DESJARDINS.

40872-41-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Blanka Richter Gyulai, citoyenne canadienne, domiciliée en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat dans la province après les examens du Barreau.

Montréal, le 3ième jour d'octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

40878-41-4-o

ALBERT DUMONTIER.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi Édouard VIII, chapitre 7, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

- 1° Dispense de faire la liste électorale lorsqu'il n'est pas censé y avoir élections, sauf le cas d'élections partielles;
- 2° Enlever de la liste des personnes non éligibles à exercer une fonction municipale, les restaurateurs non licenciés;
- 3° Exiger des locataires un avis de départ;
- 4° Étendre la permission d'adopter et amender un règlement de zonage sans referendum pour un terme additionnel de 5 ans;
- 5° Permission d'effectuer le rôle d'évaluation au moyen de feuilles mobiles;
- 6° Établissement d'un fonds de roulement au montant de \$50,000. pour les fins ordinaires de ces fonds;
- 7° Établir une surcharge de 10% sur les comptes d'eau en souffrance;
- 8° Étendre au secrétaire-trésorier les privilèges de la loi concernant la destitution des officiers municipaux.

Et pour autres fins.

Magog, ce 7 octobre 1955.

Le Procureur de la cité de Magog,

40879-41-4-o

YVES FOREST.

change the hour of the closing and opening of polling-stations; modify the responsibility of owners and tenants regarding water taxes; force owners of stationary machinery and accessories to forward a statement to the city's assessors specifying the value thereof; replace section 522 of the cities and towns Act concerning the valuation of land under cultivation; ratify Loan By-law No. 113; increase to \$100,000.00 the amount which the city is authorized to borrow in accordance with section 4 of Act 15-16 Geo. VI 1951-52, chap. 81; obtain the right to amend once, without a referendum, building by-law No. 99 and zoning By-law No. 115; fix the value of the immoveable property and land of Pratt & Whitney Aircraft Co. Ltd. (Canadian); authorize the city to enter into agreement concerning the building of extensions to the waterworks and sewer systems in order to serve residential or industrial developments; increase the indemnity granted to Council Members; authorise the revising of the valuation roll of March 17th, 1955; and for any other purposes.

City of Jacques Cartier, October 11th, 1955.

JEAN-CHARLES DESJARDINS,

40872-41-4

Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Blanka Richter Gyulai, a Canadian citizen, domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an Act authorising the Bar of the Province of Quebec to admit her to the practice of law in the Province after passing the Bar examinations.

Montreal, the 3rd day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,

40878-41-4

Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an act amending its charter, 1 Édouard VIII, chapter 7, and other statutes amending the same on the following matters:

1. To provide that the electoral list shall be made only in case of a general or a partial election;
2. To take off from the list of the persons not eligible to occupy a municipal function the non-licensed restaurant owners;
3. To oblige the lessees to give a notice of their departure;
4. Permission to adopt or amend a zoning by-law without referendum for an additional term of 5 years;
5. Permission to constitute the valuation roll in loose-leaf form;
6. Establishment of a working-fund of \$50,000. for the ordinary purposes of these funds;
7. To fix a 10% surcharge on arrears due on water bills.
8. Extend to the secretary-treasurer the privileges of the law concerning the dismissal of municipal officers;

And for other purposes.

Magog, that October 7th, 1955.

YVES FOREST,

40879-41-4-o

Attorney for the city of Magog.

AVIS PUBLIC

DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que le Corporation du Village de Villeneuve, Comté de Québec, corporation municipale régie présentement par le Code Municipal de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer la municipalité actuelle du Village de Villeneuve en une municipalité de ville régie par la loi des cités et villes de la Province de Québec, avec certains autres pouvoirs spéciaux qui seront demandés dans le projet de loi.

Quebec, ce 12 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
40890-41-4-o DORION, DORION & DOYON.

PUBLIC NOTICE

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that the corporation of the Village of Villeneuve, County of Quebec, municipal corporation, presently under the supervision of the Municipal Code of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, during the course of the next session, to obtain a draft bill for the purpose of incorporating the present municipality of the Village of Villeneuve into a municipality under the supervision of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec, with certain other special powers which shall be requested in the draft bill.

Quebec, October 12, 1955.

DORION, DONION & DOYON,
40890-41-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Canadian Petrofina Limited", corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant la compagnie à installer et opérer des pipe-lines souterrains sur certaines parties des lots numéros 48, 49, 62, 47-641, 48-683, 49-368 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-est, et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 septembre 1955.

L'Avocat de Canadia Petrofina Limited,
GASTON POULIOT.
Gaston Pouliot, C.R.,
159 ouest, rue Craig,
Montréal. 40906-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Canadian Petrofina Limited", a body politic duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Company to install and operate buried pipe lines on certain parts of the cadastral lots No. 48, 49, 62, 47-641, 48-683, 49,368 of the parish of La Pointe-aux-Trembles located in the town of Montreal-east, and for other purposes.

Montreal, September 29th, 1955.

GASTON POULIOT,
Attorney for Canadian Petrofina Limited.
Gaston Pouliot, Q.C.,
159 Craig St. West,
Montreal. 40906-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Compagnie Québec-Autobus", corporation, ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à se fusionner avec la compagnie de Chemin de fer d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway, Light and Power Company) suivant les dispositions de l'article 18 de la Loi des compagnies de Québec et décrétant que la compagnie qui sera formée par suite de telle fusion sera assujettie aux dispositions de la partie I de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, 11 octobre 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,
40907-42-4-o R. R. MERIFIELD.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Compagnie Québec-Autobus", corporation having its head office in Quebec City, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing its amalgamation with The Quebec Railway, Light and Power Company, in accordance with the provisions of Section 18 of the Quebec Companies' Act, and enacting that the Company to be formed by such amalgamation shall be subject to the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act.

Quebec, October 11th, 1955.

(Seal) R. R. MERIFIELD,
40907-42-4-o Secretary.

AVIS

La Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la Législature, lors de sa prochaine session, pour obtenir un amendement à la Loi adoptée le 28 janvier 1954, 2-3 Elizabeth II, chapitre 149, pour constituer en corporation tous les courtiers en immeubles de la province de Québec.

Montréal, 12 octobre 1955.

L'Aviseur légal,
40886-41-4-o FRS. FAUTEUX.

NOTICE

The Corporation of real estate brokers of the Province of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, to obtain an amendment to the Law adopted on January 28th, 1954, 2-3 Elizabeth II, chapter 149, to constitute in corporation all the real estate brokers of the province of Quebec.

Montreal, October 12th 1955.

FRS. FAUTEUX,
40886-41-4-o Legal advisor.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes: Mgr Origène Grenier, curé de la paroisse de Ste-Victoire, Charles-Deus Jutras, J. Napoléon Paradis et Wilfrid Labbé, marguilliers de Ste-Victoire, Antonio Parenteau, curé de St-Gabriel-Lalemant, François Allard, Germain Lacourcière et Alphonse Côté, marguilliers de St-Gabriel-Lalemant, Philippe Poulet, curé de Ste-Famille, Raoul Fortier, Émile Hamel et Henri Dumas, marguilliers de Ste-Famille, s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Corporation du Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville."

Victoriaville, le 14 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

40910-42-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the following persons: Mgr. Origène Grenier, curate of the parish of St. Victoire, Charles Deus Jutras, J. Napoléon Paradis and Wilfrid Labbé, churchwardens of St. Victoire, Antonio Parenteau, curate of St. Gabriel-Lalemant, François Allard, Germain Lacourcière and Alphonse Côté, churchwardens of St. Gabriel-Lalemant, Philippe Poulet, curate of St. Famille, Raoul Fortier, Émile Hamel and Henri Dumas, churchwardens of St. Famille, shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act constituting them as a corporation under the name of "Corporation du Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville."

Victoriaville, October 14th, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
Attorneys for the petitioners.

40910-42-4

AVIS LÉGAL

Avis est par la présente donné que Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas, de la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi permettant de changer le nom de Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas en celui de Jacques-Antonio-Joseph-André Gélinas-Desaulniers, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Le Requérant,

JACQUES-ANTONIO-JOSEPH-

40917-42-4-o

ANDRÉ GÉLINAS.

Notice is hereby given that Jacques Antonio Joseph André Gélinas, of the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change the name of Jacques Antonio Joseph André Gélinas to that of Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers, with all the rights and obligations which he has acquired in the past and all rights, privileges and obligations which the law may confer upon him hereafter.

JACQUES ANTONIO JOSEPH
ANDRÉ GÉLINAS,

40917-42-4-o

Petitioner.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de refondre sa Charte, de même que les dispositions des divers Actes de la Législature de la Province de Québec concernant la Cité de Montréal.

Le Greffier de la Cité,

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de ville,

Montréal, 22 octobre 1955.

40918-42-4-o

PUBLIC NOTICE

CITY OF MONTREAL

Notice is hereby given that the city of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill revising its Charter, as well as the provisions of the various Acts of the Legislature of the Province of Quebec concerning the city of Montreal.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,

City Clerk.

City Hall,

Montreal, October 22nd, 1955. 40918-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre l'établissement, par Canadian International Paper Company, d'une manufacture de papier et carton ondulés et de boîtes d'emballage, dans le territoire de cette ville, et de fixer le montant de l'évaluation de ladite manufacture pour fins municipales et celui des taxes exigibles sur cette établissement pendant une période de dix années.

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

40919-42-4-o

JEAN FILION, c.r.,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the passing of a special act giving permission to the Canadian International Paper Company to build, within the territory of the town, a plant for the manufacturing of corrugated paper and board and packing boxes, and to fix, for a period of ten years, the amount of the valuation of said plant for municipal and school taxes, and also the amount of taxes to be payable on said plant.

Montreal, October the 17th, 1955.

JEAN FILION, Q.C.,

40919-42-4-o

Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, sa prochaine session, par Me Eugène Poirier, Notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur et fidei-commissaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, en son vivant de la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, pour les fins suivantes:

a) Déclarer les héritiers propriétaires immédiats du capital de la succession;

b) L'autoriser, en sa dite qualité, à distribuer aux héritiers une partie des revenus de la succession en plus des rentes viagères, en attendant le partage;

c) Percevoir telle rémunération qui pourra être fixée d'un commun accord avec les héritiers;

d) Augmenter ses pouvoirs;

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Les Avocats du requérant,
CHARLES J. GÉLINAS et
GASTON POULIOT.

40921-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr Eugène Poirier, Notary Public, of the city and district of Montreal, in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the estate of the late Joseph-Aimé Massue, in his lifetime, of the parish of Saint-Aimé, county of Richelieu, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order that:

a) the heirs be declared immediate owners of the capital of the estate;

b) he be authorized, in his said quality, to distribute between the heirs, part of the revenues of the estate, aside from life annuities, until the partition;

c) he receive, as remuneration, such amount as may be fixed, by consent, between him and the heirs of the estate;

d) his powers be increased.

Montreal, October the 17th, 1955;

CHARLES J. GÉLINAS and
GASTON POULIOT,

40921-42-4-o

Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les héritiers et légataires universels de la succession de feu James McCready s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec et présenteront un bill privé pour qu'instruction soit donnée aux exécuteurs et fiduciaires de cette succession de liquider puis de leur distribuer une partie du capital de ladite succession.

Montréal, 14 octobre 1955.

Le Procureur pour les héritiers
et légataires universels,

40922-42-4-o

THOMAS J. COONAN jr.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the heirs and Universal Legatees of the estate of the late James McCready will apply to the forthcoming Session of the Legislature of the Province of Quebec for a Private Bill to instruct the Executors and trustees of this estate to liquidate and distribute to them a portion of the capital of the said estate.

Montreal, October 14th, 1955.

THOMAS J. COONAN, jr.,
Attorney for the heirs

40922-42-4-o

and Universal Legatees.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le docteur Paul Marchildon, médecin, de la cité d'Outremont, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu. Cécile Marchildon, en son vivant fille majeure, de ladite cité, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour interpréter et préciser le sens du testament de ladite demoiselle Cécile Marchildon, en date du deux janvier 1952, homologué par la Cour supérieure du district de Montréal le deux février 1953.

Montréal, le 17 octobre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
POTHIER FERLAND.

40923-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Doctor Paul Marchildon, physician, of the city of Outremont, in his capacity of executor of the late Cecile Marchildon, in her lifetime, fille majeure, of the said city, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of an Act to expound and define more accurately the text of the will of the said spinster Cecile Marchildon, dated the second day of January 1952, the probate of which was granted by the Superior Court of the District of Montreal, on the second day of February 1953.

Montreal, October 17th, 1955.

POTHIER FERLAND,
Attorney for the petitioner.

40923-42-4

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Trois Pistoles, numéro 1, village, corporation ayant son siège social à Trois Pistoles, district de Kamouraska, demandera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session l'adoption d'une loi spéciale pour avoir le droit d'imposer une taxe de vente n'exécédant pas 1%.

Le Procureur de la requérante,
JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

40924-42-4-o

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the School commissioners for the school municipality of Trois Pistoles, number 1, village, a corporation having its head office at Trois Pistoles, district of Kamouraska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special law in order to have the right to impose a sales tax of not more than 1%.

JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
Attorney for the petitioner.

40924-42-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Brigit Solveig Nordstrom", de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire après examen.

Mont-Laurier, Québec, le 10 octobre 1955.
Le Procureur du pétitionnaire,
40908-42-4-o HENRI COURTEMANCHE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Brigit Solveig Nordstrom", of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, praying for the adoption of an act authorizing the College of dental surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of dental surgery after examination.

Mont-Laurier, Quebec, October 10th, 1955.
HENRI COURTEMANCHE,
40908-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Michel Boissinot, de la cité de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à assesser ses examens universitaires et à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire.

Québec, le 17 octobre 1955.
Le Procureur du requérant,
40916-42-4-o ROGER GOSSELIN.

NOTICE

Notice is hereby given that Michel Boissinot, of the city of Quebec, will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to assess his university examinations and to grant him his license for the practice of dental surgery.

Québec, this 17th day of October 1955.
ROGER GOSSELIN,
40916-42-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Château d'Eau, dans le comté de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs et décrétant que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, dans le comté de Québec, savoir, la concession de Saint-Raphaël, et une partie de la concession de Saint-Gabriel, et que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Loretteville, savoir, la partie de la première concession Saint-Bernard, située au nord de la voie ferrée, la deuxième concession Saint-Barthélémy, la concession des 27 arpents, la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et la partie de la première concession du rang Saint-Antoine, située au nord-est de la voie ferrée, sont détachées du territoire desdites commissions scolaires et annexées pour fins scolaires au territoire de la Commission Scolaire Catholique de Château d'Eau.

Québec, le 20 octobre 1955.
Le Procureur des pétitionnaires,
40963-42-4-o ROGER GOSSELIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commissioners for the Municipality of Château d'Eau, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a law extending their powers and enacting that the following part of the territory of the School Commission of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, in the county of Quebec, to wit, the concession of Saint Raphaël, and a part of the concession of Saint Gabriel, and that the following part of the territory of the School Commission of Loretteville, to wit, a part of the first concession of Saint Bernard, situated north of the railroad, the second concession of St. Barthélémy, the concession of 27 arpents, the concession north of Jeune-Lorette road and that part of the first concession of Range St. Antoine, situated northeast of the railroad, are detached from the territory of the said School Commissions and annexed, for school purposes, to the territory of the Catholic School Commission of Château d'Eau.

Québec, October 20th, 1955
ROGER GOSSELIN,
40963-42-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que dame Rose-Anna Bélanger, en religion Révérende mère Sainte-Angèle, vicaria de la Supérieure Générale de l'Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer en corporation l'Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule, sous certaines conditions.

Québec, ce 12 octobre 1955.
Les Procureurs de la requérante,
40889-41-4-o DORION, DORION & DOYON.

PUBLIC NOTICE

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given by these presents that dame Rose-Anna Bélanger, in religion, Reverend Mother Sainte-Angèle, vicar of the Superior General of the "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule", will apply to the Legislature of Quebec, during the course of its next session, to obtain a draft bill for the purpose of incorporating into a corporation the "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule", under certain conditions.

Québec, October 12, 1955.
DORION, DORION & DOYON,
40889-41-4 Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Révérend Père Paul Gay, de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit, supérieur, domicilié au Collège Saint-Alexandre de la Gatineau, Limbour via Hull, comté de Gatineau, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander la modification de la loi constituant en corporation le Collège Apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau, dans le but d'augmenter les pouvoirs de cette corporation, afin de mieux atteindre les fins pour lesquelles cette corporation a été constituée.

Hull, le 19 octobre 1955.
Le Procureur du pétitionnaire,
40937-42-4-o Me PHILIPPE MALTAIS, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que St. Lawrence Cement Co., corporation ayant son siège social en la municipalité du village de Villeneuve, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à construire et opérer des cimenteries, à tout endroit quelconque, et à exercer ses pouvoirs d'hypothéquer, nantir, mettre ou donner en gage ses biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futur, situés en dehors de la Province de Québec, nonobstant l'article 22, chapitre 280 des Statuts refondus, 1941.

Villeneuve, le 11 octobre 1951.
Le Secrétaire-trésorier,
40938-42-4-o PAUL CHAPDELAIN, C.A.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles pour la Cité de Sorel", dans le comté de Richelieu, s'adresseront à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle de huit cents dollars à chacun de ses commissaires et, en outre, une somme additionnelle de sept cents dollars au président de ladite commission, à compter du 1er janvier 1956.

Sorel, le 18 octobre 1955.
Les Pétitionnaires,
Le Président,
PAUL A. PÉLOQUIN.
Le Secrétaire,
THÉODORE BARDIER.
40943-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'écoles de la municipalité Scolaire de St-Joseph de Sorel et Tracy" dans le comté de Richelieu, s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle n'excédant pas douze cents dollars pour le président, et six cents dollars pour chacun des commissaires, à compter du 1er janvier 1956.

Sorel, le 18 octobre 1955.
Les Pétitionnaires,
Le Président,
BERNARD GARIÉPY.
Le Secrétaire,
FÉLIX VÉZINA.
40944-42-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend Father Paul Gay, of the "Congrégation des Pères du Saint-Esprit", Superior, domiciled at the College of Saint Alexandre de la Gatineau, Limbour via Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, requesting an amendment to the Act constituting as a corporation the Apostolic College of Saint Alexandre de la Gatineau with the object of increasing the powers of said corporation, in order to further the purposes for which said corporation has been constituted.

Hull, October 19th, 1955.
Me PHILIPPE MALTAIS, Advocate,
40937-42-4 Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that St. Lawrence Cement Co., a corporation having its head office in the municipality of the village of Villeneuve in the Province of Quebec, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next sittings, for the purpose of securing the adoption of an act to authorize the construction and operation of cement works, at any place in and out of Canada and to exercise its powers to hypothecate, mortgage, pledge its moveable or immoveable properties, present or future, situate outside the Province of Quebec, notwithstanding the provisions of Article 22, chapter 280 of the Revised statutes, 1941.

Villeneuve, this 11th day of October 1955.
PAUL CHAPDELAIN, C.A.,
40938-42-4-o Secretary-Treasurer.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles pour la Cité de Sorel", in the county of Richelieu, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment, from and after the 1st of January 1956, of an allowance of eight hundred dollars yearly to each commissioner of the Commission, and also an additional sum of seven hundred dollars to the chairman of the said commissioners.

Sorel, October 18th, 1955.
PAUL A. PÉLOQUIN,
Chairman.
THÉODORE BARDIER,
Secretary.
40943-42-4-o Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles for the Municipalité Scolaire de St-Joseph de Sorel et Tracy" in the county of Richelieu, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment, from and after the 1st of January 1956, of an allowance not exceeding the sum of twelve hundred dollars to the Chairman, and an allowance of six hundred dollars yearly to each commissioner of the said board.

Sorel, October 18th, 1955.
BERNARD GARIÉPY,
Chairman.
FÉLIX VÉZINA,
Secretary.
40944-42-4-o Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hubert, dans le comté de Chambly, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre le paiement d'une indemnité aux commissaires et autres fins accessoires.

Montréal, le 14 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40939-42-4-0 ÉMILIE BRAIS.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville d'Asbestos s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte pour lui accorder les pouvoirs suivants, savoir: octroyer une pension à M. Alexandre L'Archevêque, payer des frais de représentation au maire et aux échevins, subventionner des associations ou groupements sportifs, obliger les locataires ou occupants à prévenir le secrétaire de la ville lorsqu'ils quittent les lieux loués ou occupés, etc.

Asbestos, 19 octobre 1955.

L'Avocat de la ville d'Asbestos,
40946-42-4-0 (signé) LOUIS LANGLAIS.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Mélanie Desjardins, ménagère, de la paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de Rosaire Alarie, cultivateur, du même lieu, et ledit Rosaire Alarie, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi autorisant Dame Mélanie Desjardins, épouse dudit Rosaire Alarie, à vendre ou à faire donation, en tout ou en partie, avec bons et valables titres, et libre de toute substitution, l'immeuble suivant: savoir: "Une terre située en la paroisse de Ste-Mélanie d'Ailleboust, connue et désignée sous les numéros cent dix et cent dix A (110 et 110A) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de ladite paroisse de Ste-Mélanie d'Ailleboust, contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites" ledit immeuble étant grevé de substitution.

Joliette, le 18 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40947-42-4-0 CLAUDE-ÉDOUARD HETU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Drummondville s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires d'écoles et au président, et un amendement à l'article 233 de la Loi de l'Instruction Publique.

Drummondville, ce 19 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
- M^{tres} RINGUET & SAINT-PIERRE.
40956-42-4-0

Public notice is hereby given that the School commission for the school municipality of the parish of St. Hubert, in the county of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of a special law in order to authorize the granting of an indemnity to the commissioners and other purposes pertaining thereto.

Montreal, October 14th, 1955.

ÉMILIE BRAIS,
40939-42-4 Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Asbestos will request the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to adopt a law amending its charter and empowering it to grant a pension in favour of Mr. Alexandre L'Archevêque, to authorize an allowance for the mayor and the aldermen, to give annual grants to sports associations or clubs, to force tenants and occupants to notify the Secretary-Treasurer when they leave their place, etc.

Asbestos, October 19th, 1955.

(signed) LOUIS LANGLAIS,
40946-42-4-0 Attorney for the town of Asbestos.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Mélanie Desjardins, housewife, of the parish of Ste. Mélanie, county of Joliette, wife separate as to property of Rosaire Alarie, farmer, of the said parish of Ste. Mélanie, and the said Rosaire Alarie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorizing said Dame Mélanie Desjardins, wife of the said Rosaire Alarie, to sell or give, in whole or in part, with good and valid titles and free of all substitution, the following immovable, to wit: "A farm situate in the parish of Ste. Mélanie d'Ailleboust, known and designated as numbers one hundred and ten and one hundred and ten A (110 & 110A) on the official plan and in the book of reference for the said parish of Ste. Mélanie d'Ailleboust, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, which a dwelling house and other buildings thereon erected" the said immovable being encumbered by a substitution.

Joliette, October 18th, 1955.

CLAUDE-ÉDOUARD HETU,
40947-42-4-0 Attorney for the Petitioners

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School commissioners of the municipality of the city of Drummondville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorizing the payment of an annual allocation to each of the school commissioners and to the president, and an amendment to section 233 of the Education Act.

Drummondville, October 19th, 1955.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
40956-42-4-0 Attorneys for the petitioners.

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Dame Lucie Lacombe, Dame Isabelle Delisle, toutes deux infirmières licenciées et Dame Reine Aimée Welsh, demeurant toutes trois à Cap de la Madeleine, comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session, au Parlement, à Québec, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale constituant en corporation civile, l'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée, avec les pouvoirs requis, plus particulièrement ceux de posséder et aliéner des biens mobiliers et immobiliers sous certaines restrictions, d'adopter des règlements pour la régie interne de ladite institution, de faire des emprunts sur le crédit de la corporation, d'établir des cimetières sur les propriétés de l'Institut en se conformant aux lois et règlements de la Province de Québec en cette matière, de déterminer le mode d'exercice des pouvoirs de ladite corporation, le tout dans un but charitable, éducatif et religieux, et pour autres fins.

Donné au Cap de la Madeleine, le 18 octobre 1955.

POUR L'INSTITUT DES OBLATES
MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE,
40948-42-4-o REINE AIMÉE WELSH.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Mark Farrell, homme d'affaires des cité et district de Montréal, P.Q., et Henri Toussaint, industriel des cité et district de Québec, P.Q., étant tous les deux seuls exécuteurs testamentaires à la succession de Feu John Skillman O'Meara, de son vivant industriel des cité et district de Québec, P.Q., qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, ils demanderont l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles de la succession et l'emploi du produit d'icelle.

Québec, le 5 octobre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.
40957-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Joseph de Beauce s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 2-3 Elisabeth II, chapitre 135 (Loi autorisant les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St. Joseph de Beauce à lever une taxe d'éducation) à l'effet d'étendre le territoire décrit dans la dite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de St. Joseph de Beauce et de pourvoir au partage de la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires du village de St. Joseph et de la paroisse de St. Joseph, en proportion du nombre des enfants dans chacune de ces deux municipalités scolaires, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction Publique.

St-Joseph de Beauce, 19 octobre 1955.

Le Procureur des Pétitionnaires,
40960-42-4-o ANTOINE LACOURCIÈRE, c.r.

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Lucie Lacombe, Dame Isabelle Delisle, both registered nurses, and Dame Reine Aimée Welsh, all of Cap de la Madeleine, county of Champlain, will apply to the Legislature at the Parliament House at Quebec, at its forthcoming session, in order to obtain the adoption of a special act incorporating as a civil corporation l'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée, with all necessary powers, more particularly those of acquiring possessing and alienating its moveable and immoveable property under certain restrictions, of adopting by-laws for the internal government of the said institution, of borrowing money on the credit of the Corporation, of establishing cemeteries on its properties in conformity with the laws and regulations in force in the Province of Quebec in such matters, of determining the method of exercising the powers of the corporation, the whole in an exclusively charitable, educational and religious purpose, and for other objects.

Given at Cap de la Madeleine on October 18th, 1955.

for L'INSTITUT DES OBLATES
MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE,
40948-42-4-o (Signed) REINE AIMÉE WELSH.

PUBLIC NOTICE

Public notice is given by these presents by Mark Farrell, business man, of the city and district of Montreal, P.Q., and Henri Toussaint, industrialist, of the city and district of Quebec, being the two sole testamentary executors of the estate of the late John Skillman O'Meara, in his lifetime industrialist of the city and district of Quebec, P.Q., that at the next session of the legislature of Quebec, they will demand the adoption of a law defining the powers of the testamentary executors, in so far as the alienation of the moveable and immoveable property of the estate and the investment of the proceeds are concerned.

Quebec, 5th. October 1955.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.
Attorneys for petitioners.
40957-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Parish Municipality of St. Joseph de Beauce will apply to the Legislature, at its next Session, to request the adoption of a law modifying Act 2-3 Elizabeth II, chapter 135 (Act authorizing the School Commissioners of the Village Municipality of St. Joseph de Beauce to levy an education tax) for the purpose of extending the territory described in the said Act by adding thereto the territory of the School Municipality of the Parish of St. Joseph de Beauce, and provide for the sharing of the education tax between the School Municipalities of the Village of St. Joseph and the Parish of St. Joseph, proportionately to the number of children in each of these two School Municipalities, according to the census provided therefor in section 285 of the Education Act.

St. Joseph de Beauce, October 19, 1955.

ANTOINE LACOURCIÈRE, Q.C.,
Attorney for Petitioners.
40960-42-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lauzon s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une loi spéciale aux fins suivantes: — Autoriser la cité à dépenser annuellement une somme totale de \$10,000.00 pour aider dans la cité ou ailleurs à toutes sociétés, institutions, associations poursuivant un but scientifique, artistique, littéraire, sportif ou de bien-être, pour promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement d'industries et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité; augmenter à la somme de \$2,000.00 pour le maire et de \$800.00 pour chaque échevin leurs frais annuels de représentation, à compter du premier mai 1955, et leur assurer le remboursement de dépenses réelles de voyages faits dans l'intérêt de la cité; augmenter la qualification requise par l'article 128 de la Loi des cités et villes; fixer au troisième lundi du mois de mai la votation pour l'élection du maire et des échevins, et prolonger leur présent terme d'office au troisième lundi du mois de mai 1958; requérir de tout candidat à une élection une déclaration concernant sa qualification, ainsi qu'un certificat du greffier établissant la valeur de ses biens immobiliers, ainsi qu'un certificat de recherches concernant les dits biens, émis par le registraire de la division d'enregistrement de Lévis; obtenir le droit de modifier ou abroger tout règlement de construction ou de zonage par un autre règlement approuvé par le Ministre des Affaires Municipales et le Service Provincial de l'Urbanisme sans référendum; pour défendre toutes constructions sur un terrain qui ne forme pas un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan en subdivision fait et déposé conformément à la loi ou en bordure des rues où il n'existe aucune conduite d'eau et d'égout; réglementer la présence des enfants âgés de moins de 14 ans dans les rues et places publiques après neuf heures du soir; autoriser la cité à construire des trottoirs et à en réclamer le coût aux propriétaires qui auront refusé de les construire eux-mêmes, et à cette fin, obtenir un pouboir d'emprunt n'excédant pas \$15,000.00; interrompre la circulation dans les rues de la cité pour l'accomplissement de certains travaux, et à cette fin, enlever et remorquer tout véhicule stationné aux frais du propriétaire; tenir le propriétaire de tout véhicule-automobile responsable au même titre que le conducteur du véhicule pour toute contravention aux règlements de circulation; imposer la taxe d'eau sur tout lot non bâti dès que les maîtres-tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout sont établis dans la rue en front de tel lot; permettre l'évaluation de toute construction comme si elle avait été complétée après une année d'occupation; fixer l'évaluation des lignes de transmission d'énergie électrique ou de services téléphoniques; permettre aux estimateurs de pénétrer dans toute construction pour fins d'évaluation; porter à \$100,000.00 l'autorisation d'emprunt accordée par l'article 28 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82; et pour toutes autres fins.

Lauzon, le 17ième jour d'octobre 1955:

Le Procureur de la Pétitionnaire,
40959-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jean s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, relativement à la cour municipale, au

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Lauzon will apply to the Legislature of Quebec at its next session to obtain a special Act for the following purposes: — To authorize the city to spend annually a total sum of \$10,000.00 for aid within the city or elsewhere to all societies, institutions, associations following the purposes of science, art, literature, sports or welfare, to promote the tourist trade, to favor the establishment of industries and to contribute to the tourist trade, to favor the establishment of industries and to contribute to the maintenance of winter roads outside of the city; to increase to the amount of \$2,000.00 for the Mayor and to \$800.00 for each alderman their annual costs of representation, from and after the first of May, 1955, and to assure them the reimbursement of all real expenses of trips made in the interest of the city; to increase the qualification required by Article 128 of the Cities and Towns Act; to fix votation for the third Monday of the month of May for the election of the mayor and aldermen and to prolong their present term of office to the third Monday of the month of May, 1958; that any candidate for election be required to give a declaration concerning his qualifications, as well as a certificate of the clerk establishing the value of his immoveable property, as well as a certificate of inquiry concerning the said immoveables, issued by the Registrar of the Registry Division of Lévis; to obtain the right to modify or rescind any by-law for building or zoning by another by-law approved by the Minister of Municipal Affairs and the Provincial Service of Urbanism, without referendum; to forbid any building upon a lot of land which does not form a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited pursuant to Law or bordering streets where there is no water or sewer conduct; to regulate the presence of children of under 14 years of age in the streets and in public places after nine o'clock at night; to authorize the city to build sidewalks and to lay claim for the cost of same against proprietors who refused to build said sidewalks themselves, and for this purpose, to obtain the right to borrow a sum not exceeding \$15,000.00; to interrupt traffic in the city streets for the accomplishment of certain work, and for this purpose, to withdraw and haul away any stationed vehicle at the proprietor's cost; to hold the proprietor, as well as the conductor, responsible for the vehicle for any contravention against traffic regulations; to impose a water tax upon any lot of land without building as soon as the main waterworks and sewer systems are established in the street in front of such a lot; to allow the valuation of any building as if it had been completed, after one year of occupancy; to fix the valuation of electrical power or telephone lines; to allow appraisors to enter into any building for purposes of valuation; to carry to \$100,000.00 the authorization to borrow granted by Article 28 of the Act 15-16 George VI, chapter 82; and for all other purposes.

Lauzon, the 17th day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
40959-42-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that La Cité de Saint-Jean will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec at its next session to vote a law amending its charter, concerning the Municipal Court, the right to pay an annual allow-

droit de payer une allocation annuelle au maire et aux conseillers; pour faire ratifier les lettres patentes accordées le 15 décembre, 1951, déclarant applicables à la cité, les dispositions de l'article 123 de la Loi des cités et villes, au lieu de celles de l'article 109 de sa charte relatives aux personnes inhabiles aux charges municipales; pour permettre l'emploi, dans l'intérêt public, du solde des emprunts municipaux non utilisés; pour décréter que les dispositions de la Loi des cités et villes relatives à l'urbanisme au zonage s'appliquent à la cité; pour amender, en outre, ladite charte en ce qui concerne l'assignation sommaire des délinquants, au cas de violation des règlements municipaux de circulation; pour réglementer, prohiber ou limiter les restaurants ambulants et pour indiquer les frontières actuelles de la cité, à la suite des récentes annexions.

Saint-Jean, 20 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
40949-42-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Trinity Church (Église de la Trinité) à Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à aliéner les biens-fonds de son église, et pour autres fins.

Québec, le 19 octobre, 1955.

Les Procureurs de la requérante,
40958-42-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Granby s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte, la Loi 7, George V, chapitre 70 et amendements, aux fins suivantes:

- 1° Modifier ses pouvoirs concernant la taxe d'affaire et la taxe professionnelle;
- 2° Augmenter à un maximum de \$150,000.00 son pouvoir d'emprunt annuel pour les améliorations locales;
- 3° Augmenter ses pouvoirs relativement à la réglementation de la construction;
- 4° Amender la loi concernant la préparation des listes électorales;
- 5° Amender sa charte concernant les frais de représentation du maire et des échevins;
- 6° Amender la loi concernant la préparation du rôle d'évaluation;

Granby: 24 août 1955.

Le Procureur et agent de la requérante,
40945-42-4-o GÉRARD NORMANDIN, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-Joseph de Mont-Royal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels et pour autres fins.

Montréal, ce 17 octobre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
40920-42-4-o BADEAUX, FILION & BADEAUX.

ance to the mayor and the counsellors, to ratify the letters patent granted on December 15th, 1951, stating that the dispositions of section 123 of the Cities and Town Act apply to the City, instead of the dispositions of section 109 of the charter, concerning the persons who are not eligible to municipal charges, to authorize the use, in the public interest, of the unemployed balance of municipal borrowings, to state that the dispositions of the Cities and Towns Act concerning urbanism and zoning apply to the City, to amend also the charter concerning the summons of persons violating the municipal traffic by-laws, to regulate, prohibit or limit the itinerant restaurants and to indicate the actual boundaries of the city following the recent annexion.

Saint-Jean, October 20th., 1955.

JACQUES CARTIER, Q.C.,
40949-42-4-o Attorney for the Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Trinity Church, of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to enable it to alienate its church property, and for other purposes.

Quebec, 19th October, 1955.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
40958-42-4-o Attorneys for applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the obtaining of an Act to amend its charter, Act 7, George V, chapter 70 and amendments, for the following purposes:

1. Modify its powers concerning the business and professional taxes;
2. Increase to a maximum sum of \$150,000.00 its annual borrowing power for local improvements;
3. Increase its powers concerning building regulations;
4. Amend the Act concerning the preparation of electoral lists;
5. Amend its charter concerning official entertainment costs of mayor and aldermen;
6. Amend the Act concerning the preparation of the valuation roll;

Granby, August 24th, 1955.

GÉRARD NORMANDIN, Q.C.,
40945-42-4 Attorney and agent for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Trustees of the parish of Saint Joseph of Mount Royal, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next-session, to obtain the passing of an act authorizing the said Trustees to prepare annual assessment rolls and for other purposes.

Montreal, October the 17th, 1955.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
40920-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

"Avis public est donné que Michel Koplewicz-Capelle s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à assésier ses examens universitaires et à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire."

Le Procureur du requérant,
40871-41-4-o DOLLARD DANSEREAU.

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Granby, le 28 septembre 1955.
40909-42-4-o THOMAS TOTH.

Avis public est présentement donné que la Ville de Dorval, dans la circonscription électorale de Jacques-Cartier, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant la ville en cité, autorisant la création d'un bureau de révision des évaluations, accordant le pouvoir d'obliger les propriétaires de transports en commun à assurer, ratifiant un règlement de zonage, modifiant les cas de permis de construction, réglant la garde des animaux, augmentant le fonds de roulement, constituant un rôle d'évaluation supplémentaire, autorisant le remboursement aux maire et conseillers de leurs frais de représentation, autorisant la réglementation des maisons insalubres, annexant la municipalité de la Côte-de-Liesse et abrogeant les règlements antérieurs de St-Joachim-de-Pointe-Claire.

Montréal, 19 octobre 1955.
L'Avocat de la pétitionnaire,
40971-43-4-o GUY PAGER.

Avis public est par les présentes donné que MM. Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, c.r., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, Oscar Rubinstein et autres, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir membres, en corporation sous le nom de "Jewish Convalescent Centre", avec les droits et pouvoirs d'établir et opérer une ou des maisons de convalescence pour y recevoir et traiter les convalescents sans distinction de race ou de croyance, d'établir et organiser un dispensaire, de solliciter et recevoir des fonds, acquérir des meubles et immeubles, les administrer et les vendre, les hypothéquer, les aliéner ou en disposer, et exercer les pouvoirs ordinairement exercés par les corporations semblables, et pour toutes autres fins.

L'Avocat des pétitionnaires,
41048-43-4-o FRANCIS FAUTEUX, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Sarre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire les lots 28, 29 et 30, rang V, dans le canton La Sarre et leurs sub-

"Public notice is hereby given that Michel Koplewicz-Capelle will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to assess his university examinations and to grant him his licence for the practice of the dental profession."

DOLLARD DANSEREAU,
40871-41-4 Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Granby September, the 28th, 1955.
40909-42-4-o THOMAS TOTH.

Public notice is hereby given that the Town of Dorval, in the constituency of Jacques-Cartier, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act erecting the town to a city, authorizing a Board of Revision of Valuations, empowering the municipality to oblige the taxi owners to take insurance, ratifying a zoning by-law, amending the cases of building permits, regulating the keeping of animals, increasing the working fund, creating an supplementary valuation roll, authorizing the payment to the mayor and councillors of their travelling expenses, authorizing the regulation of insalubrious houses, annexing the municipality of Cote-de-Liesse and repealing all by-laws of St. Joachim-de-Pointe-Claire.

Montreal, October 19th, 1955.
GUY PAGER,
40971-43-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that Messrs Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, Q.C., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, and Oscar Rubinstein, and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, for the passing on an Act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a corporation under the name of "Jewish Convalescent Centre" with the right and power to establish and operate a convalescent home or homes for the reception and treatment of convalescents without distinction as to race or creed, to establish and conduct a dispensary, to solicit and receive funds, to acquire real and personal property, administer same and sell, hypothecate, alienate and dispose of same, exercise the powers ordinarily exercised by such corporations, and for other purposes.

FRANCIS FAUTEUX, Q.C.,
41048-43-4-o Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Sarre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. Annex to its territory lots 28, 29 and 30, range V, La Sarre township and the sub-divisions

divisions ainsi que les lots 26 et 29C, rang VI, canton La Sarre.

2° Obtenir certains pouvoirs spéciaux de réglementation concernant l'enlèvement des vidanges, la réglementation des nuisances, la circulation durant les travaux et la sécurité publique.

3° Autoriser la ville de La Sarre à imposer une taxe de vente de 2% et la Commission Scolaire du village de La Sarre à imposer une taxe de vente de 1%, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'Impôt sur les ventes en détail, lesdites taxes devant être imposées dans les limites de la ville de La Sarre.

4° Adjoindre des experts aux estimateurs.

5° Permettre, à compter de l'élection générale de 1957, au maire et aux échevins d'être élus pour un terme de trois ans, diviser la ville en trois quartiers représentés chacun par deux échevins.

6° Autoriser la ville de La Sarre à accorder une exemption ou une réduction de taxes foncières à l'Association Sportive de La Sarre Enrg. et à l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, ce 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de La Sarre,
**FORTIN, GRIMARD,
 RYAN & MIGNAULT.**

40972-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour ratifier le règlement municipal numéro 397, concernant l'évaluation future de St-Maurice Power Corporation, pour ratifier le règlement de zonage, pour réglementer la construction, les véhicules-taxis, pour fixer la date des élections municipales, prolonger le terme d'office des membres du conseil, et autres considérations.

La Tuque, 21 octobre 1955.

Le Maire,
ONÉSIME DALLAIRE.
 Le Greffier,
A.A. DUPONT.

40973-43-4-o

Canada — Province de Québec
 District de Québec

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Corporation du Village de Pont Rouge s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale de 2% sur la vente au détail de tout bien mobilier vendu pour usage ou consommation dans les limites de la municipalité du Village de Pont Rouge.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi les commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de Pont Rouge demandent l'autorisation d'imposer et prélever dans leur territoire une taxe d'éducation de 1% sur la vente au détail, dans ledit territoire, de tout bien mobilier pour usage ou consommation dans les limites de ladite municipalité scolaire.

Québec, le 21 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
ALBERT DUMONTIER.

40975-43-4-o

thereof as well as lots 26 and 29C, range VI, La Sarre township.

2. Obtain certain special powers for the regulation of garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety.

3. Authorize the town of La Sarre to levy a 2% sales tax and the School Commission of the village of La Sarre to levy a 1% sales tax subject to the exemptions provided by the Provincial Retail Sales Tax Act, the said taxes to be levied within the limits of the town of La Sarre.

4. Appoint experts to assist the assessors.

5. Beginning with the general election of 1957, permit the mayor and the aldermen to be elected for terms of three years, divide the town into three wards, each represented by two aldermen.

6. Authorize the town of La Sarre and the School Commission of the village of La Sarre to grant an exemption from or reduction in real estate assessment to the Association Sportive de La Sarre Enrg. and to l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, October 24th, 1955.

**FORTIN, GRIMARD,
 RYAN & MIGNAULT,**
 Solicitors for the town of La Sarre.

40972-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next Session, to ratify municipal by-law No. 397, concerning the future valuation of The St. Maurice Power Corporation, to ratify a zoning by-law, to rule the construction, the taxis, to fix the date of municipal elections, to extend the term of office of the members of the council, and other considerations.

La Tuque, October the 21st 1955.

ONÉSIME DALLAIRE,
 Mayor.
A.A. DUPONT,
 Clerk.

40973-43-4-o

Canada — Province of Quebec
 District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the Village of Pont Rouge shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing it to impose and levy a municipal sales tax of 2% on the retail sales of any moveable property sold for use or consumption within the limits of the municipality of the Village of Pont Rouge.

Notice is also given hereby that by the same act the School Commissioners for the School Municipality of Pont Rouge shall demand the authorization to impose and levy within their territory an education tax of 1% upon the retail sales, in the said territory, of any moveable property for use or consumption within the limits of the said school municipality.

Quebec, October 21st, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
 Attorney for the petitioners.

40975-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec pour demander une loi aux fins de ratifier une résolution adoptée par lesdits Commissaires le 22 octobre 1955, ladite résolution pourvoyant à ce que l'évaluation des biens immobiliers de St-Maurice Power Corporation dans leur municipalité soit haussée pour tenir compte de la pose d'une nouvelle unité à l'usine hydro-électrique de ladite Compagnie et à ce que ladite évaluation soit en force jusqu'au 1er juillet 1960.

La Tuque, le 24 octobre 1955.

Le Président,
LUCIEN RINGUET.
Le Secrétaire,
ALPHONDOR ROY.

40974-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of La Tuque, in the county of Laviolette, will apply to the Quebec Legislature, requesting a law in order to ratify a resolution adopted by the said Commissioners, dated October 22nd 1955, the said resolution to provide a raise in the appraisal of real estate of the St. Maurice Power Corporation in their municipality, due to the installation of a new unit at their hydro-electric plant, and that this said appraisal be in force until July 1st 1960.

La Tuque, October 24th, 1955.

LUCIEN RINGUET,
President.
ALPHONDOR ROY,
Secretary.

40974-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Prévile s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa Charte aux fins suivantes:

a) décréter l'annexion à la Ville de certains lots de terre faisant partie de la Municipalité de la Paroisse de Laprairie de la Madeleine;

b) autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infractions aux règlements de la circulation;

c) autoriser certaines modifications au règlement de zonage par simple règlement; et autres fins accessoires.

Montréal, le 19 octobre 1955.

Le Procureur de la Ville de Prévile,
ÉMILIEN BRAIS.

40976-43-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Prévile will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain amendments to its Charter for the following purposes:

a) to enact the annexation to the Town of certain lots of land forming part of the Municipality of the Parish of Laprairie de la Madeleine;

b) to authorize the collection of fines on somation tickets in the case of infractions against traffic regulations;

c) to authorize certain modifications to the zoning by-law by a simple by-law; and other accessory purposes.

Montreal, October 19, 1955.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the Town of Prévile.

40976-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que Pierrette Dufresne, fille majeure des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, la passation d'une loi relative au testament de feu Romulus Dufresne, de son vivant industriel des cité et district de Montréal à fin d'augmenter la pension mensuelle à laquelle elle a droit en vertu de ce testament.

Montréal, le 19 octobre, 1955.

Le Procureur de la requérante,
GASTON POULIOT, C.R.

40977-43-4-o

Public notice is hereby given that Pierrette Dufresne, spinster of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act concerning the will of the late Romulus Dufresne, in his lifetime industrialist of the City and District of Montreal, for the purpose of increasing the monthly alimony to which she is entitled in virtue of such will.

Montreal, October 19, 1955.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

40977-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Claude Vézina, médecin, de la cité et du district de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Claude Paradis.

Québec, le 26 septembre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
MICHEL LEMIEUX.

40978-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the petitioner, Joseph Claude Vézina, physician of the city and district of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing his name to that of Joseph Claude Paradis.

Quebec, September 26th, 1955.

MICHEL LEMIEUX,
Attorney for the Petitioner.

40978-43-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of a law on the following matters:

1° Acquérir des immeubles pour fins industrielles, jusqu'à un maximum total de \$200,000.00; et vendre ou louer en tout ou en partie lesdits immeubles;

2° Contracter par règlement un emprunt au total de \$150,000.00 pour installation d'une conduite d'eau spéciale et la construction d'un canal d'égout pour desservir Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited et les propriétaires environnants;

3° Fixer le domicile des échevins en tout temps dans le quartier où ils désirent se faire élire ou qu'ils représentent;

4° Établir de 1957 à 1962, à 50% de l'évaluation municipale le montant des taxes payables par Davison Chemical Company Ltd. et National Silicates Limited et à 75% de l'évaluation municipale, de 1962 à 1967, pour fins municipales et scolaires;

5° Exempter du paiement des répartitions, pour trois ans, les propriétaires d'une rue projetée traversant les lots Nos. 75, 78 et 79 du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile, partie des limites de la cité;

6° Valider à toutes fins que de droit le règlement N° 491 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

7° Accorder, par résolution du conseil, des frais annuels de représentation de \$600.00 aux échevins et de \$3,000.00 au maire, à compter du 1er janvier 1956;

8° Décider la possession préalable des immeubles expropriés, à certaines conditions;

9° Décréter la propriété à la cité, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public, dans les limites de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

10° Réglementer l'exploitation de cours de triage de camions;

11° Emprunter annuellement pour le coût total des travaux d'aqueduc, d'égouts, pavages ou trottoirs, exécutés en vertu du système de répartitions;

12° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

40979-43-4-o MAURICE PERRON.

1. Acquire immoveables for industrial purposes up to a total maximum of \$200,000.00; and sell or rent, in whole or in part, the said immoveables;

2. Contract by regulation a loan in the total amount of \$150,000.00, for the installation of a special water pipe-line, sewer drain-pipe to service Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited and neighbouring proprietors;

3. Fix, at all times, the domicile of aldermen in the ward where they wish to be elected or wish to represent;

4. Establish, from 1957 to 1962, at 50% of the municipal valuation, the amount of taxes payable by Davison Chemical Company Ltd., and National Silicates Limited, and at 75% of the municipal valuation, from 1962 to 1967, for municipal and schooling purposes;

5. Exempt from paying apportionments, for three years, the proprietors of a proposed street crossing lots Nos. 75, 78 and 79 of the cadastre of the parish of St. Cecile, part of the city limits;

6. Validate for all legal purposes, by-law No. 491 of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

7. Grant, per resolution of the Council, annual representation costs in the amount of \$600.00 to the aldermen and \$3,000.00 to the mayor, from and after January 1st., 1956;

8. Establish previous possession of expropriated immoveables, on certain conditions;

9. Enact as the property of the city, on certain conditions, the streets, lanes, public roads, places and sidewalks presently open to the public, within the limits of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

10. Bring under regulation the operating of truck terminals;

11. Borrow annually for the total cost of operations re waterworks, sewers, paving or sidewalks, carried out in accordance with an apportioning system;

12. And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, October 21st, 1955.

MAURICE PERRON,

40979-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes:

1) Pour modifier la date de la mise en nomination des candidats à une élection;

2) Pour obliger les propriétaires de maisons ou logements à placer deux portes de sortie extérieure;

3) Pour défendre la construction de maisons si les services municipaux ne sont pas installés;

4) Pour interrompre la circulation dans les rues, et enlever les véhicules stationnés;

5) Pour défendre la garde d'animaux dans les limites de la Ville;

6) Pour autoriser le paiement de délégations et réceptions;

7) Pour modifier le taux des permis ou taxes de commerce;

Victoriaville, le 22 octobre 1955.

Les Procureurs de la Réquérante,

40980-43-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending its charter for the following purposes:

1) Modify the date of nomination of candidates in an election;

2) Oblige proprietors of houses or tenements to place two exit doors, outside;

3) Forbid the building of houses if municipal utilities are not installed;

4) To suspend traffic in streets and remove vehicles stationed thereon;

5) Forbid the keeping of animals within the limits of the Town;

6) Authorize disbursements for delegations and receptions;

7) Modify the rate of business permits or taxes;

Victoriaville, October 22nd, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,

40980-43-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, un corps politique municipal incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté

Public notice is hereby given that the City of Saint Jérôme, a municipal body politic incorporated in accordance with the law, having its head office in the City of Saint Jérôme, in the

de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir des pouvoirs additionnels: pour que la publication des avis publics soit en français ou en français et en anglais, ainsi que les bulletins de vote pour les élections et pour les référendums, pour changer par règlement approuvé par le Ministre des Affaires Municipales les arrondissements ou zones d'un règlement de construction, pour fixer l'endroit, le temps pour la construction des égouts privés, pour réglementer ou défendre les jeux de boules (pin-ball machines), pour fixer l'endroit où les trottoirs doivent être construits, pour décréter la fermeture des endroits de commerce une demi-journée par semaine et certains jours, pour exempter la taxation des machineries dans les usines, pour faire payer la taxe de vente sur l'huile à chauffage, pour réglementer, limiter les restaurants, buffets, comptoirs, pour accorder une pension aux échevins qui auront été en fonctions pendant au moins 12 ans, pour assimiler aux taxes tout montant payé par la cité et par le gouvernement pour fins d'assistance publique, pour permettre à un membre du conseil de retirer une commission sur prime d'assurance payée par la cité sans encourir déqualification."

Saint-Jérôme, ce 21 octobre 1955.

Les Avocats de la cité de Saint-Jérôme,

DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT.

40981-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Luc Prud'Homme sénior, gentilhomme, du village de Côte St-Luc, Luc Prud'Homme junior, cultivateur, du même lieu, Dame Juliette Prud'Homme, de la cité de Montréal, veuve d'Alphonse Cardinal en son vivant gentilhomme de la cité de Montréal, Dame Marie Prud'Homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien de Repentigny, jardinier, de la ville de Montreal-West, de ce dernier dûment autorisée, Dame Antoinette Prud'Homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel de Repentigny, employé civil de la Ville de St-Laurent, de ce dernier dûment autorisée, Hector Prud'Homme, médecin, de la cité de Montréal, et ledit Lucien de Repentigny en sa qualité d'administrateur et d'exécuteur testamentaire de la succession de Joseph Prud'Homme, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, la passation d'une loi spéciale aux fins de faire confirmer leur droit de vendre et autrement aliéner la propriété immobilière composée de diverses parties du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-quinze (95) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal avec les bâtisses dessus érigées, ladite propriété immobilière plus amplement décrite dans l'acte de vente consenti à Saul Kaplan et Norman Holdings Corporation par les requérants devant Me Barnet Buckman, notaire, le 29 décembre 1952, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le N° 992,430, de faire disparaître tous doutes qui pourraient exister quant au droit des requérants de vendre et aliéner définitivement le susdite propriété immobilière, de confirmer, ratifier, valider et déclarer définitive l'aliénation de la susdite propriété immobilière par les requérants par et en vertu de l'acte de vente précité et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, 24 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,

40986-43-4-o JACQUES DUSSAULT, C.R.

County of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain additional powers: so that the publication of public notices shall be in French or in French and English, including ballots for elections and referendums, to change by means of a by-law, approved by the Minister of Municipal Affairs, the wards or zones of a building regulation, fix the locality and time for the building of private sewers, to bring under regulation or forbid pin-ball games (pin-ball machines), to fix the locality where sidewalks shall be built, to enact the closing of places of business one half day a week and on certain days, to exempt from taxation the machinery in plants, to enforce the payment of the sales tax on heating fuel, to bring under regulation and limit restaurants, buffets, lunch-counters, to grant a pension to aldermen who have been in office at least 12 years, to include in the taxes any amount paid out by the City and Government for public welfare purposes, to allow a member of the Council to draw a commission on an insurance policy paid by the City without being disqualified."

Saint Jérôme, this October 21st., 1955.

DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT.

40981-43-4 Attorneys for the City of Saint Jérôme

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Luc Prud'Homme senior, gentleman of the village of Cote St. Luc, Luc Prud'Homme junior, farmer, of the same place, Dame Juliette Prud'Homme, of the city of Montreal, widow of Alphonse Cardinal in his lifetime gentleman of the city of Montreal, Dame Marie Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lucien de Repentigny, gardener of the town of Montreal-West, by the latter duly authorized, Dame Antoinette Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lionel de Repentigny, civil employee, of the town of St. Laurent, by the latter duly authorized, Hector Prud'Homme, physician, of the city of Montreal and the said Lucien de Repentigny, in his quality of administrator and testamentary executor of the estate of Joseph Prud'Homme, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of a Special Act for the purpose of confirming their right to sell and otherwise alienate the immovable property composed of several parts of the lot of land known and designated as number ninety-five (95) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal with the buildings thereon erected, the said immovable property being more fully described in the deed of sale from the petitioners to Saul Kaplan and Norman Holdings Corporation, passed before Mre Barnet Buckman, notary, on December 29th 1952, registered in the Registry Office for the registration division of Montreal under No. 992,430, to resolve any doubts as to the right of the petitioners to sell and alienate definitively the said immovable property, to confirm, ratify, validate and declare definitive the alienation of the said immovable property by and in virtue of the aforesaid deed of sale, and other necessary or useful purposes.

Montreal, October 24th., 1955.

JACQUES DUSSAULT, Q.C.,

40986-43-4-o Attorney for the petitioners.

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour augmenter la rémunération des échevins; pour que lors de la mise en nomination, le candidat indique sur quel immeuble il se qualifie; pour changer la procédure du relevé du scrutin; pour diminuer le nombre d'électeurs pour polls; pour permettre au greffier de présider à l'assermentation du maire et des échevins; pour annuler la liste électorale pour la mairie; pour changer la préparation des listes électorales; pour diminuer le quorum des séances du conseil; pour amender le délai relatif à la convocation d'assemblées spéciales; pour permettre l'amendement du règlement de construction et de zonage; pour la création d'une commission d'urbanisme; pour réglementer la vente de produits alimentaires dans les rues; pour augmenter le montant des dépenses urgentes; pour étendre le délai des conventions collectives; pour modifier la taxe d'entretien des rues; pour modifier les dispositions relatives aux améliorations locales; pour réglementer la subdivision de lots; pour modifier la taxe d'enlèvement de la neige; pour réglementer l'émission de licences aux propriétaires d'auto-taxis; pour modifier le mode de signification des procédures de la Cour Municipale; pour modifier la confection du rôle d'évaluation; pour modifier la composition du bureau de revision; pour permettre au greffier d'assermenter les vérificateurs; pour changer le délai de la publication du rapport financier; pour permettre la construction d'une usine de filtration; pour clarifier les dispositions relatives aux emprunts pour fins industrielles; pour modifier le budget; pour permettre la signification d'avis par huissier de la Cour Supérieure; pour abroger les dispositions relatives à l'intérêt sur taxes; pour permettre la construction de centres sportifs; pour fixer l'évaluation de la Compagnie Primeco Limitée; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Ste-Marie; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Berri; pour changer le montant de l'amende dans les cas d'infraction à la circulation; pour statuer sur la vente des véhicules-automobiles abandonnés; et pour d'autres fins.

Hull, le 20 octobre 1955.
(Scéau)

Le Maire,
THOMAS MONCION,
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la Cité de Hull.
40984-43-4-o **ROY FOURNIER.**

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant:

- 1° à accorder annuellement des frais de représentation au maire et aux échevins;
- 2° à imposer une taxe de vente de 2%, dans les limites de son territoire;
- 3° à réglementer l'émission des permis de construction;
- 4° à décréter l'entretien aux frais de la ville, de tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques;
- 5° à confectionner un rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles;

Notice is hereby given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: to increase the aldermen's remuneration; to have the candidate for nomination indicate on what immovable he is qualified; to change the procedure for election returns; to decrease the number of electors for each polling station; to have the clerk swear in the members of Council; to cancel the elector's list for mayoralty; to change the preparation of the electoral list; to decrease the quorum required for Council meeting; to amend the delay for notice of special meetings; to permit the amendment of the construction and zoning by-laws; to create a town-planning commission; to regulate the sale of food on the streets; to increase the amount of pressing expenses; to extend the time limit for labor relations agreements; to modify the dispositions relating to the upkeep streets and sidewalks, and local improvement works; to regulate the subdivision of lots; to regulate taxis licenses; to modify service of Municipal Court proceedings; to modify the valuation roll; to modify the revision board; to have the clerk swear in the auditors; to change the delay for publication of the financial report; to permit the construction of a filtration plant; to clarify the dispositions relating to money by-laws for industrial purposes; to modify the budget; to permit the service of notices by bailiff; to abolish the dispositions relating to interest on taxes; to permit the construction of sport centers; to have a set assessment for Primeco Company Limited; to cancel the allocation of taxes on part of Ste-Marie and Berry Streets; to change the amount of the fine for certain offenses relating to circulation; to enact on abandoned motor-vehicles; and for other purposes.

Hull, October 20th, 1955.
(Seal)

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contersigned:

ROY FOURNIER,
40984-43-4-o Attorney for the City of Hull.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Nicolet, in the county of Nicolet, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it:

1. to grant annually entertainment for the mayor and the alderman;
2. to impose a tax of 2% for educational purposes;
3. to regulate the emission of permits of construction;
4. to decree the maintenance at expense of the town all or some of its sidewalks, streets or public places;
5. to decree the confection of the valuation roll on index-cards or loose leaves;

6° à obtenir la création d'un fonds de roulement;

7° à faire ratifier et valider certains actes de vente;

8° pour toutes autres fins;

Nicolet, le 12 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40985-43-4-o ARMAND PROULX.

6. to obtain the creation of working fund;

7. to declare valid, legal and binding the following sales;

8. and for all others purposes;

Nicolet, October 12th, 1955.

ARMAND PROULX,
40985-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Abroger l'article 30 de la charte de la cité et le remplacer par l'article 30 de la loi des cités et villes, concernant la division de la cité de Saint-Hyacinthe, en quartiers pour fins électorales;

Modifier les articles 48 et 173 de la charte de la cité de façon à ce que le maire et les dix échevins soient élus pour un mandat de trois ans au lieu de deux ans;

Modifier les articles 175, 179 et 181 de la charte de la cité de façon à ce que la mise en nomination ait lieu le deuxième mardi d'octobre et l'élection, si nécessaire, le troisième mardi d'octobre de chaque année;

Accorder à la cité de Saint-Hyacinthe, la permission d'emprunter une somme de \$130,000.00 sans référendum, mais avec l'autorisation de la Commission municipale et du Ministre des affaires municipales, pour le paiement d'un terrain acquis, par la Cité de Saint Hyacinthe, de Sa Majesté aux droits du Canada, dans les limites de ladite cité;

Abroger l'article 525b de la charte de la cité de Saint Hyacinthe, et pour d'autres fins.

Saint Hyacinthe, ce 24 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
40987-43-4-o MAURICE ROUSSEAU.

Notice is hereby given that the City of Saint Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To repeal the article 30 of the City of Saint Hyacinthe and replace it by the article 30 of the law of the Cities and Towns, concerning the division of said city in wards for electoral purposes;

To modify the articles 48 and 173 of its charter, in order that the mayor and the ten aldermen be elected for a term of three years instead of two years;

To modify the articles 175, 179 and 181 of its charter, in order that the mayor or the aldermen be nominated on the second Thursday of October and, the voting by ballot, if it takes place, be held on the third Thursday of October of each year;

To give authorization of the City of Saint Hyacinthe to borrow the amount of \$130,000.00 without referendum, but with the approval of the Minister of municipal affairs, for the payment of a piece of land, bought by the said city, from Her Majesty to the rights of Canada, and located inside the city limits;

To repeal the article 525b of the charter of the city of Saint Hyacinthe, and for other purposes.

Saint Hyacinthe, this 24th October, 1955.

MAURICE ROUSSEAU,
40987-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que "Beauharnois Light, Heat and Power Company," ayant son bureau-chef à Montréal, demandera aux Corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi tendant à valider l'acte de vente entre Dame Eliza Quintal, veuve de feu François Xavier Pineault et Pierre Gauthier, concernant le lot numéro 265 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, fait et passé devant Me Claver Trudeau, notaire, le 6 mars 1903 et enregistré sous le numéro 34,125 du bureau de la division d'enregistrement de Beauharnois.

Montréal, le 24 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
JEAN ARCHAMBAULT, C.R.

370 ouest, rue Craig,
Montréal, P. Qué. 40988-43-4-o

Public notice is hereby given that "Beauharnois Light, Heat and Power Company," having its head office in Montreal, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec at their next-session, for an Act, purporting to validate a deed of sale between Dame Eliza Quintal, widow of the late François Xavier Pineault and Pierre Gauthier, concerning a lot of land, number 265 of the official plan and book of reference of the parish of St-Clément de Beauharnois, past and done before J. Claver Trudeau, notary, March 6th, 1903, and registered under number 34,125 in the office of the Registration Division of Beauharnois.

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

370 Craig Street West,
Montreal, P. Que. 40988-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village Ste-Marie, comté de Beauce, s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer dans les limites de ladite municipalité une taxe dite "taxe de vente" en tous points semblable à celle prévue par le chapitre 88 S.R.Q.

Le Procureur de la requérante.

40989-43-4-o LOUIS-ALFRED FERLAND.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Ste-Marie, county of Beauce, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain the power to impose, within the limits of the said municipality, a tax called "Sales Tax", identical in every way to that provided for by chapter 88. R.S.Q.

LOUIS ALFRED FERLAND,

40989-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Cité, aux fins suivantes:

1° Pour que l'élection des membres du conseil se tienne le 21^{ème} lundi de novembre, à compter de 1957, et à cette fin prolonger le terme actuel des membres.

2° Pour porter de 7 à 9 les membres de la Commission Sportive et autoriser la Commission à créer un comité de boxe et de lutte et régler les spectacles.

3. Pour fixer à 25 le nombre d'électeurs habiles à voter pour qu'un referendum soit tenu lors d'un règlement d'emprunt (article 593 Loi des Cités et Villes.

4° Pour autoriser la cité à dépenser annuellement pendant 5 ans pour fins de travaux publics et permanents une somme annuelle n'excédant pas \$200,000.00 lorsque les travaux sont demandés par 75% des propriétaires intéressés dans ces travaux; le tout avec l'approbation de la Commission Municipale.

5° Pour ratifier et autoriser la pension de retraite de \$50.00 par mois à Monsieur Alphonse Goulet, ancien employé de la cité.

6° Pour autoriser la cité à exiger des personnes obtenant une franchise exclusive dans les rues de la cité pour l'exploitation d'un service urbain d'autobus à verser à la cité un montant annuel pour ce privilège.

7° Pour fixer pendant une durée de 15 ans au rôle d'évaluation la valeur des lots 461 et 560 du Canton d'Irlande, la propriété de la compagnie Johnson's Co. Ltd., en autant que la compagnie reste en possession des lots.

8° Pour créer une commission des journées agricoles avec pouvoir de tenir une exposition annuelle, et à cette fin dépenser une somme annuelle n'excédant pas \$10,000.00.

9° Pour exempter la cité des dispositions du chapitre 252 des Statuts refondus de Québec 1941 au sujet de la fabrication du pain.

10° Pour modifier l'article 539 de la Loi des Cités et Villes lorsque la cité perçoit les taxes scolaires, quant aux copies du rôle d'évaluation et de perception et quant à la liste électorale de la Commission Scolaire.

11° Pour annexer à la cité de Thetford Mines, la parcelle de terrain comprise dans le territoire de la paroisse de St-Joseph de Coleraine et formant partie de la rue Mooney Sud à Thetford Mines de même que la parcelle de terrain adjacente à ladite rue près de la limite de la cité. Thetford Mines, 22 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
40990-43-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending the charter of the said City, for the following purposes:

1. To have the election of members of council held on the second Monday of November, as from 1957, and to this end extend the actual term of office of members.

2. Increase from 7 to 9 the members of the Sports Commission and authorize the Commission to appoint a boxing and wrestling committee and bring the entertainment under regulation.

3. To fix at 25 the number of electors qualified to vote so that a referendum shall be held at the time of the loan by-law (section 593, Cities and Towns Act).

4. To authorize the city to spend annually during a period of 5 years, for public and permanent works, an annual sum not exceeding \$200,000.00 when said works are requested by 75% of the proprietors interested in said works; all of which with the approval of the Municipal Commission.

5. To ratify and authorize the retiring pension of \$50.00 per month to Mr. Alphonse Goulet, former city employee.

6. To authorize the City to exact from persons obtaining an exclusive franchise in the streets of the City for the operating of a town autobus service to pay an annual amount to the City for said privilege.

7. To fix on the valuation, roll, for a period of 15 years, the value of lots 461 and 560 of the Township of Ireland, the property of Johnson's Co. Ltd., insofar as the Company remains the holder of said lots.

8. To appoint a commission of agricultural days with the power to hold an annual exhibition, and for said purposes expend an annual amount not exceeding \$10,000.00

9. To exempt the City from the provisions of chapter 252 of the Revised Statutes of Quebec 1941 respecting the manufacturing of bread.

10. To amend article 539 of the Cities and Towns Act, when the City collects school taxes, as to copies of valuation and collection roll, and as to the electoral list of the School Commission.

11. To annex to the City of Thetford Mines, that parcel of land comprised in the territory of the Parish of St. Joseph de Coleraine and forming part of Mooney Street, South, at Thetford Mines as well as that parcel of land adjacent to the said Street near the City limits. Thetford Mines, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
40990-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Fédération de l'Industrie de la Construction de la Province de Québec Inc. s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins de l'autoriser à former un comité ayant les pouvoirs nécessaires d'obliger tout entrepreneur en construction, non déjà assujetti à une loi spéciale et non sujet aux exemptions, à détenir une licence pour exercer sa profession dans la province de Québec, dans les villes d'au moins 5000 âmes, le tout en tenant compte des droits acquis.

Québec, le 24 octobre 1955.
Les Procureurs des Pétitionnaires,
41009-43-4-o RICHARD RIOUX, Avocat
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that La Fédération de l'Industrie de la Construction de la Province de Québec Inc. shall apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act to amend its charter for the purposes of authorizing it to form a committee having the powers necessary to oblige any building contractor, not already subject to a special act and not subject to exemptions, to be the holder of licence or permit to carry on his profession in the Province of Quebec, in towns of less 5000 souls, the whole subjects to acquired rights.

Québec, October 24th, 1955.
RICHARD RIOUX, Barrister,
41009-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.
Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour les fins suivantes:

1° Pour demander l'adoption d'une loi modifiant la loi 14-15 Georges VI chapitre 115 (loi autorisant les Commissaires d'école de la cité de Thetford Mines, à imposer une taxe d'éducation), à l'effet d'étendre le territoire décrit dans ladite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Black Lake, et de pourvoir à partager la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires de la cité de Thetford Mines et la ville de Black Lake. Ladite proportion devant être de 90% pour la municipalité scolaire de Thetford Mines, et de 10% pour la municipalité scolaire de la ville de Black Lake.

2° Pour autoriser les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake à recevoir annuellement une somme n'excédant pas \$200.00 à titre d'allocation pour dépenses occasionnées dans l'exercice de leurs fonctions; le président pourra recevoir en outre, pour les mêmes fins, annuellement, une somme additionnelle de \$300.00.

Black Lake, 22 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40991-43-4-0 LUCIEN DROLET, C.R.

CITÉ DE WESTMOUNT

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Westmount demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la cité afin de l'autoriser à acquérir des propriétés immobilières, aux fins d'aménager des artères de circulation adéquates et développer et améliorer les lieux y adjacents.

Montréal, 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
40992-43-4 DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT.

Avis public est présentement donné que la Ville Montréal-Nord, dans la circonscription électorale de Laval, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi dégageant la pétitionnaire de l'application de l'article 11 de la loi 12 George V, chapitre 123 et des articles 5, 7, 9a et 12 de la loi 14 George V, chapitre 107; autorisant le Conseil à rembourser les frais de représentation du maire et des échevins; prévoyant l'adoption sans référendum d'un règlement de construction et de zonage; biffant, quant à la pétitionnaire, la dernière phrase du second alinéa du sous-article 33° de l'article 429 de la Loi des cités et villes; pourvoyant à un fonds de roulement; et demandant divers pouvoirs de réglementation d'intérêt municipal.

Montreal, 25 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
41007-43-4-0 LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.

Avis public est donné que Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adaption d'une loi amendant l'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95 de la section 16 de la loi 13 George VI, chapitre 72.

Le Procureur des Pétitionnaires,
41011-43-4-0 GABRIEL-M. PELLETIER.

Public notice is hereby given by the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake, in the county of Megantic, that they will apply to the Legislature at its next session for the following purposes:

1. To request the adoption of a law amending Act 14-15 George VI, chapter 115 (Act authorizing the School Commissioners of the city of Thetford Mines to impose an education tax), in order to extend the territory described in said Act by adding thereto, the territory of the School Municipality of the town of Black Lake, to provide for the sharing of the education tax between the school municipalities of the city of Thetford Mines and the town of Black Lake. The said proportion to be 90% for the School Municipality of Thetford Mines, and of 10% for the School Municipality of the town of Black Lake.

2. To authorize the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake to receive annually an amount not exceeding \$200.00 as an allowance for expenditures incurred while carrying out their duties; the President shall, moreover, receive for the same purposes, annually, an additional sum of \$300.00.

Black Lake, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.
40991-43-4 Attorney for the petitioner.

CITY OF WESTMOUNT

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to amend the charter of the city to authorize it to acquire immovable properties for the purposes of providing adequate traffic arteries and of developing and improving the areas adjacent thereto.

Montreal, October 24th, 1955.

DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT,
40992-43-4-0 Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the town of Montreal North, in the constituency of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at their next session, for the passing of an act relieving the petitioner from the application of section 11 of the Statute 12 George V, chapter 123 and of sections 5, 7, 9a and 12 of the Statute 14 George V, chapter 107; authorizing the Council to reimburse the travelling expenses of the Mayor and the aldermen; bearing the adoption without referendum of a building and zoning by-law; striking as to petitioner the last sentence of the second paragraph of sub-section 33° of section 429 of the Cities and Towns Act; organizing a working fund; and asking several powers to pass by-law of municipal interest.

Montreal, October 25th, 1955.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
41007-43-4-0 The Attorney of petitioner.

Public notice is hereby given that, Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici shall require the Legislature of Quebec, at its next session to adopt a private bill amending the section 541 of the act 19 George V, chapter 95 and section 16 of the act 13 George VI chapter 72.

GABRIEL-M. PELLETIER,
41011-43-4-0 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Dame Reina Sauriol de la ville de Beauport, veuve, non remariée de M. J. Ulysse Ste-Marie en son vivant du même endroit, industriel, Guy Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie et Paul Ste-Marie, tous industriels et résidant à Beauport, Dame Léonne Ste-Marie, aussi de Beauport, épouse séparée de biens d'Armand Leroux et de lui dûment autorisée aux fins ci-après, demoiselle Laurette Ste-Marie et demoiselle Paulette Ste-Marie, ces deux dernières filles majeures et demeurant aussi à Beauport, étant tous héritiers légaux majeures dudit feu J. Ulysse Ste-Marie décédé le 26 février 1955, et Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de tutrice aux biens de Jean-Charles et Gérard Ste-Marie héritiers légaux et enfants mineurs dudit J. Ulysse Ste-Marie, ainsi que Joseph-Édouard Gagnon en sa qualité de subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, au Parlement, à Québec, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale visant d'une manière générale à obvier aux inconvénients résultant du fait que ledit J. Ulysse Ste-Marie est décédé intestat, et d'une manière plus particulière à déclarer que les biens de la succession dudit J. Ulysse Ste-Marie devront demeurer dans l'indivision pendant une certaine période, pourvoir à la nomination de personnes, sociétés ou corporations pour tenir lieu d'exécuteurs-testamentaires, déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs à être conférés à ces personnes, pourvoir à la constitution d'un conseil de famille et déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs dudit conseil de famille, dispenser des formalités légales de l'inventaire, ratifier certains actes posés depuis le décès dudit J. Ulysse Ste-Marie par les héritiers majeurs et par le tuteur et le subrogé-tuteur aux héritiers mineurs, déterminer dans quel cas et sujet à quelle formalités les biens de la succession pourront être vendus ou autrement aliénés, pourvoir au remplacement des personnes nommées à titre d'exécuteur le cas échéant, et pour autres fins.

Donné à Québec, le 22 octobre 1955.
Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de mandataire des héritiers majeurs de feu J. Ulysse Ste-Marie et de tutrice aux biens des héritiers mineurs.

Par le Directeur général adjoint,
41008-43-4-o HENRI De CAZES.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du Village de St-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire.

Québec, le 25 octobre 1955.
Le Procureur de la pétitionnaire,
41010-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Avis est par les présentes donné que les pétitionnaires John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois et François Nobert, tous de Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir une loi constituant une corporation, sans capital actions, sous le nom de "Corporation du Pont

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Dame Reina Sauriol of the town of Beauport, widow of J. Ulysse Ste-Marie, in his lifetime of the same place, industrialist, Guy Ste-Marie, Arthur Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie and Paul Ste-Marie, all industrialists and residing at Beauport, Dame Léonne Ste-Marie of the same place, wife separate as to property of Armand Leroux and by him duly authorized for the purposes hereinafter set forth, Miss Laurette Ste-Marie and Miss Paulette Ste-Marie, both spinners residing also at Beauport, being all the legal heirs having attained the age of majority of the late J. Ulysse Ste-Marie who died on February 26, 1955, and Administration and Trust Company, in its capacity as tutors to the property of Jean-Charles Ste-Marie and Gérard Ste-Marie, legal heirs and minor children of the said J. Ulysse Ste-Marie, as well as Joseph Édouard Gagnon in his capacity as subrogate-tutor to the said minor children, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, at the Parliament at, Quebec, for the purpose of obtaining the adoption of a Special Act to provide remedies for the disadvantages resulting from the fact that the said J. Ulysse Ste-Marie died intestate, and more particularly to declare that the property forming his estate shall remain undivided during a certain period, to provide for the appointment of persons or corporations in lieu of testamentary executors, to determine the nature, the extent and the duration of the powers to be conferred upon such executors, to provide for a family council and to determine the nature, the extent and the duration of the powers of the said family council, to dispense with the legal formalities of inventory, to ratify certain acts and deeds executed by the major heirs of the said J. Ulysse Ste-Marie since his death as well as by the tutor and subrogate-tutor for the minor children, to determine in what cases under what formalities the property of the estate may be sold or otherwise disposed of, to provide for the replacement of the persons appointed as executors and for other purposes.

Given at Quebec on October 22nd, 1955.
Administration and Trust Company, in its capacity as agent for the major heirs of the late J. Ulysse Ste-Marie and as tutor to the property of his minor heirs.

by: HENRI De CAZES,
41008-43-4-o Associate General Director.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of St-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it to impose a municipal sales tax within the limits of its territory.

Quebec, October 25th, 1955.
VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
41010-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that petitioners John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois and François Nobert, all of Trois Rivières, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain a law constituting a corporation, without share capital, under the name of "Corporation du Pont de Trois-Rivières", with the

de Trois-Rivières", pour construire et opérer un pont à péage sur le Fleuve St-Laurent, dans la région de Trois-Rivières, avec tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, y compris le droit d'expropriation, le droit exclusif pour traverse de véhicules-automobiles dans un rayon de vingt-cinq milles, sous réserve cependant des droits de la Corporation de la Cité de Trois-Rivières, et le bénéfice d'une exemption de taxes.

Ces péages devront pourvoir au paiement des dépenses d'opération, des intérêts et du remboursement du capital emprunté; le tarif devant être soumis à l'approbation de la Régie Provinciale des Transports.

Ce pont deviendra la propriété absolue du Gouvernement de la Province de Québec dès que la dette de la Corporation sera complètement éteinte, ce qui mettra en même temps fin à l'existence légale de la Corporation.

La hauteur libre du niveau du chenal au-dessous de l'arche principale sera de 162 pieds sur une largeur de 810 pieds, et le tablier ne sera pas mobile. Les plans et devis dudit pont devront être soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Le Procureur des pétitionnaires,
41012-43-4-o FRANÇOIS NOBERT.

object of building and operating a toll-bridge over St. Lawrence, in the region of Trois-Rivières, with all the required powers for said purpose, including the right of expropriation, the exclusive right to cross motor-vehicles within a radius of twenty-five miles, subject however, to the rights of the Corporation of the City of Trois-Rivières, and the advantage of being exempted from taxation.

Said toll shall provide for the payment of operating expenditures, interest and the reimbursement of the capital borrowed; the tariff shall be submitted to the Provincial Transportation Board for approval.

The said bridge shall become the absolute property of the Government of the Province of Quebec as soon as the debt of the Corporation is completely extinguished, which will, at the same time, terminate the legal existence of the Corporation.

The headroom of the channel-level underneath the principal arch shall be of 162 feet and 810 feet wide, and the roadway shall not be mobile. The Plans and specifications of said bridge shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

FRANÇOIS NOBERT,
Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi 53 Victoria chapitre 79 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Afin que chaque Bureau des Commissaires des Écoles, portessant et catholique, fixe individuellement le taux de la taxe scolaire ordinaire à un maximum de 15 millins;

2° Afin d'étendre le délai du 1er août au 1er septembre de l'avis à donner par les Bureaux des Commissaires à la cité de Magog du taux de la taxe;

3° Afin de déterminer que le Conseil de la cité de Magog devra fixer par règlement avant le 31 décembre, la taxe scolaire à prélever;

4° Afin que le copie du rôle d'évaluation remis au Bureau des Commissaires par le secrétaire-trésorier de la ville, dans les 30 jours de son homologation, serve pour toutes fins scolaires;

5° Afin de spécifier ce que ce rôle doit indiquer;

6° Afin qu'un copie de ce rôle soit affichée et qu'avis public en soit donné;

7° Afin que le taux de la taxe de la colonne N° 3 dans ce rôle (taxe des neutres) soit fixé à 15 millins à moins d'entente entre les deux Bureaux de Commissaires;

8° Afin que les Bureaux des Commissaires puissent se servir du recensement officiel de la cité pour fins scolaires;

9° Afin que des frais de représentation et de voyage soient payés aux membres du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques au montant de \$700.00 pour le président et \$500.00 pour les autres membres.

Et pour autres fins;
Magog, ce 6 octobre, 1955.

Le Procureur du Bureau des
Commissaires des Écoles Catholiques
de la cité de Magog.
41013-43-4-o YVES FOREST.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Catholic School Commissioners of the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending its charter, 53 Victoria chapter 79 and the different statutes amending same, on the following matters:

1. So that each Board of School Commissioners, Protestant and Catholics, shall individually fix the rate of the ordinary school tax to a maximum of 15 mills;

2. To extend the delay from August 1st to September 1st, the notice to be given by the Board of School Commissioners, to the city of Magog for the rate of tax;

3. To determine that the Council of the city of Magog shall fix, by by-law, before December 31st, the tax to be imposed;

4. That the copy of the valuation roll remitted to the Board of School Commissioners by the Secretary-Treasurer of the town, within 30 days of its homologation, serve for all school purposes;

5. To specify what this roll may contain;

6. That a copy of this roll be posted and public notice be given;

7. That the rate of tax in column No. 3 in this roll (neutral tax) be fixed to 15 mills unless a joint understanding between both Boards of School Commissioners decide otherwise;

8. That both Boards of School Commissioners may use the official city census for school purposes;

9. That travelling and representation expenses be paid to members of the Board of the Catholic School Commissioners to the amount of \$700.00 for the President and \$500.00 for other members.

And for other purposes;
Magog, this 6th day of October, 1955.

YVES FOREST,
Attorney for the Board of
Catholic School Commissioners
for the city of Magog.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres et pour autres fins.

Verdun, 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

41023-43-4-o

PAUL ROY.

Public notice is hereby given that the Verdun Catholic School Board Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a law dealing with the appointment and nomination of its members, and for other purposes.

Verdun, October 26th 1955.

PAUL ROY,

41023-43-4-o

Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Déclarer non avenues et éteintes les clauses de rétrocession contenues dans les actes par lesquels la commission scolaire et ses auteurs ont acquis les lots P-501, P-201, lot 202 et P-203 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent.

2° Annexer le territoire qui composait autrefois la commission scolaire Côte Saint-François.

3° Modifier la Loi de l'Instruction publique en ce qui a trait au changement d'écoles ou de classes d'institutrices ou d'instituteurs sans affecter leur salaire, au recensement scolaire et à la convocation des commissaires d'écoles (articles 233, 285 et 302).

4° Rectifier les bornes des limites de la municipalité.

5° Prévoir la perception des taxes scolaires dans les territoires annexés.

St-Laurent, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,

41024-43-4-o

MAURICE SAUVÉ.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of St. Laurent shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act for the following purposes:

1. Declare obsolete and extinct the retrocession clauses contained in the deeds by which the school commission and its authors have acquired lots P-501, P-201, lot 202 and P-203 of the cadastre of the parish of St. Laurent.

2. Annex the territory which formerly composed the school commission of the Côte St. François.

3. Amend the Education Act respecting the changing the schools or classes of teachers without affecting their remuneration; the school census and the calling up the school commissioners. (Art: 233, 285 and 302).

4. To rectify the boundaries of the limits of the municipality.

5. Provide for the collection of school taxes in the annexed territories.

St. Laurent, October 26th, 1955.

MAURICE SAUVÉ,

41024-43-4-o

Attorney for the applicant.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité d'Arvida s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, (16 Geo. V, chap. 78, telle que modifiée par 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 et 15-16 Geo. VI, chap. 85) afin de rétribuer plus équitablement le maire pour ses frais de représentation et établir une pension à ce dernier après vingt-cinq années de service ainsi que pour obtenir certains pouvoirs contingents et nécessaires.

Les Procureurs de la requérante,

T. McNICOLL et P. MIQUELON.

41025-43-4-o

Public notice is hereby given, that the city of Arvida will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of an Act amending its charter (16 Geo. V, chap. 78, as amended by 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 and 15-16 Geo. VI, chap. 85), in order to remunerate with justice the mayor by increasing his entertainment expenses and by the payment of a pension to the latter after twenty five years of public service and also for obtaining additional, contingent and necessary powers.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,

Attorneys for the petitioner.

41025-43-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin de lui octroyer une Charte de Cité et certains pouvoirs-additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la loi des cités et villes.

Les Procureurs de la requérante,

T. McNICOLL et P. MIQUELON.

41026-43-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Jonquière will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it a charter of city and other additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the Cities and Towns Act.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,

Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that Messrs. Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Papierre, L. Laverdierre, J. Martineau, of the city of Montreal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrière, G. Létourneau, F. Thibeault, of the city of Quebec; Marc Boucher, J. Power, of the city of Three Rivers; Lucien Gagnon, R. Saintonge, of the city of Shawinigan Falls; H. Lavallée, Savary, of the city of Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, of the city of Salaberry de Valleyfield; J. Malo, of the city of Drummondville; J.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Lapierre, L. Laverdierre, J. Martineau, de la cité de Montréal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrière, G. Létourneau, F. Thibeault, de la cité de Québec; Marc Boucher, J. Power, de la cité des Trois-Rivières; Lucien Gagnon, R. Saintonge, de la cité de Shawinigan Falls; H. Lavallée, Savary, de la cité de Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield; J. Malo, de la cité de

Drummondville; J. Steward, de la ville de Kénogami; R. Tremblay, de la ville de Dolbeau; A. Joyce, de la cité d'Arvida; Lionel Séguin, de la ville de Gatineau; E. P. Vinet, de la cité de Hull, tous mécaniciens de machines fixes, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour lui demander de les constituer en corporation sous le nom français de "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", et sous le nom anglais de "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", avec tous les pouvoirs de faire, abroger et modifier les règlements concernant l'administration de la corporation, la réalisation de ses objets, la conduite et la gestion de ses affaires, les conditions d'exercice du métier, la discipline de ses membres, et autres pouvoirs du même genre.

Québec, le 26 octobre 1955.

L'Un des pétitionnaires,

41027-43-4-o

H. RHÉAUME.

Steward, of the city of Kénogami; R. Tremblay, of the city of Dolbeau; A. Joyce of the city of Arvida; Lionel Seguin, of the city of Gatineau; E. P. Vinet, of the city of Hull, all stationary enginemen, will make application to the Legislature of Quebec at its next session, to incorporate them under the english name of "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", and under the french name of "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", with all powers necessary to attain its end, and the power to make, repeal and modify by-laws concerning the administration of the corporation, the carrying out of its purpose, the direction and management of its affairs, the carrying on of the trade and its conditions, the discipline of its members, and other similar powers.

Quebec, October 26th, 1955.

H. RHÉAUME,

41027-43-4-o

One of the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser l'emploi d'une balance de vingt-deux mille cent quarante-neuf dollars et vingt-sept cents (\$22,149.27) appropriés par le règlement 174 à la construction d'un abri au parc Pie XII, à la construction d'un abri et autres améliorations au terrain de jeux de la paroisse Ste-Marguerite, pour augmenter le montant alloué en rémunération et en frais de représentation, au maire et aux échevins, pour autoriser le paiement de pensions de retraite à certains employés.

Trois-Rivières, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la cité des Trois-Rivières,

LÉOPOLD PINSONNAULT.

41028-43-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the city of Trois Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize the making use of a balance of twenty-two thousand one hundred and forty-nine dollars and twenty-seven cents (\$22,149.27) appropriated by by-law 174 to the building of a shelter in Park Pie XII, the building of a shelter, and other improvements at the playgrounds of the Parish of St. Marguerite, to increase the amount granted to the mayor and aldermen for services rendered and entertainment expenditures, and authorize the payment of a retiring pension to certain employees.

Trois Rivières, October 26th, 1955.

LÉOPOLD PINSONNAULT,

Attorney for the City of Trois-Rivières.

41028-43-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Bedford s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi dont l'objet sera d'amender la charte de la Ville de Bedford, pour lui accorder, entre autres, les pouvoirs additionnels suivants nécessaires à la bonne administration de ses affaires: porter de cent cinquante mille dollars à deux cent cinquante mille dollars ses pouvoirs d'acquisition et d'emprunt relatifs à des immeubles pour fins municipales ou industrielles; exécuter des travaux permanents de trottoirs, d'égouts, de pavages et d'aqueduc sur requête des deux tiers des intéressés, cotiser ces derniers pour le défraiement du coût, emprunter à ce sujet par règlement, sans l'approbation des électeurs-propriétaires, au moyen d'une émission d'obligations, sur certificat attesté sous serment d'office d'un ingénieur quant au coût et à l'exécution des travaux, constituer un fonds d'amortissement des cotisations reçues, emprunter à la banque durant l'exécution des travaux et rembourser la banque avec le produit des obligations vendues, le tout avec l'approbation du Ministre des affaires municipales et/ou de la Commission municipale de Québec; constituer par un emprunt initial un fonds de roulement de dix mille dollars, sur lequel le conseil pourra emprunter par résolution, pour une période d'un an, s'il s'agit de dépenses ordinaires, et de cinq ans, s'il s'agit de travaux publics ou d'achats spéciaux, par règlement devant être soumis aux approbations ordinaires, sauf celle des propriétaires-électeurs; acquérir par voie d'expropriation, au besoin, les

Public notice is hereby given that the Town of Bedford shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act the object whereof will be to amend the Charter of the Town of Bedford, in order to grant the Town, amongst others, the following additional powers necessary to its proper administration; to increase from one hundred and fifty thousand dollars to two hundred and fifty thousand dollars its power of acquiring and borrowing money relating to immovable properties for municipal and industrial purposes; to do permanent works like sidewalks, sewers, paving and water works at the petition of two thirds of the interested ones, to levy on those interested ones the necessary special taxes for the payment of the said works, to borrow money by by-law without the approval of the electors proprietors, by means of debentures, upon the sworn statement of an engineer as to the cost and to the execution of the works, to establish a sinking fund with the special taxes received, to borrow from a bank during the execution of the works and repay the bank with the proceeds of the debentures sold, the whole with the approval of the Minister of Municipal Affairs and/or the Municipal Commission of Quebec; to constitute by means of a ten thousand dollar initial loan a working fund, on which the Council shall borrow money by resolution, for a period of one year, if ordinary expenses have been made, and for five years, if it relates to public works or special purchases, the by-law creating the working fund being subject to all ordinary approvals, except the approval of the

terrains nécessaires aux fins municipales et industrielles ci-haut mentionnées; déclarer valides certains actes et transactions du conseil en matière immobilière; accorder à la Ville et au conseil tous autres pouvoirs ou prérogatives jugés de son intérêt et nécessaires à la bonne administration de la Ville de Bedford.

Donné à Farnham, district de Bedford, ce 25 octobre 1955.

Procureur de la pétitionnaire,
La Ville de Bedford.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.

41042-43-4-o

electors proprietors; to acquire by expropriation, if necessary, the required lands or lots for municipal or industrial purposes herein mentioned; to declare valid certain deeds and conventions made by the Council relating to immovable properties; to grant the Town and the Council all other powers of interest to them and necessary to the good and proper administration of the Town of Bedford.

Given at Farnham, district of Bedford, this 25th day of October 1955.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,

Attorney for the petitioner.

The Town of Bedford.

41042-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Tunnel Champlain Inc.", corporation légalement constituée par lettres patentes émises sous le sceau de la province de Québec, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes de:

1° Confirmer et ratifier la charte de la Compagnie et les franchises qu'elle détient de la cité de Québec et de la corporation municipale de St-David de L'Auberivière, pour la construction et le maintien d'un tunnel sous le fleuve St-Laurent entre ces deux municipalités pour la circulation des véhicules-moteurs;

2° Et autoriser la Compagnie à:
augmenter le capital-actions de la Compagnie, de cinq mille actions sans valeur au pair à un million d'actions d'une valeur au pair de \$5.00; construire, maintenir et opérer un tunnel pour la circulation des véhicules-automobiles sous le fleuve St-Laurent, entre la cité de Québec et la municipalité de St-David de L'Auberivière, et à cette fin, acquérir tous les terrains nécessaires par vente de gré à gré ou par expropriations: le tout sous certaines conditions;

emprunter au Canada ou ailleurs, une somme n'excédant pas \$50,000,000.00, et à cette fin, hypothéquer, gager les immeubles et même les biens meubles de la Compagnie;

3° Fixer, d'après la catégorie des véhicules employés, l'échelle des taux maxima pouvant être exigés des usagers par la Compagnie;

4° Exempter de toutes taxes générales ou spéciales pour fins municipales et scolaires, pendant la durée de la franchise, le tunnel lui-même et ses facilités d'approche.

Et autres fins.

Québec, le 26ième jour d'octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire.

ALBERT DUMONTIER.

41041-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Régina Lussier, de Varennes, veuve de feu Gaspard Bousquet, en sa qualité de seule grevée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre les immeubles substitués des successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue, pourvoir au paiement et au placement du prix de vente et pour toutes autres fins.

Varennes, le 26 octobre, 1955.

Le Procureur de la Pétitionnaire,

41043-43-4-o

JEAN BRUNEAU.

Public notice is hereby given that "Tunne Champlain Inc.", corporation legally constituted by letters patent issued under the seal of the Province of Quebec, and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to adopt an Act for the following purposes:

1. To confirm and ratify the charter of the Company and the franchises which it holds from the city of Quebec and the municipal corporation of St. David of L'Auberivière, for the building and maintenance of a tunnel under the St. Lawrence River between these two municipalities for motor-vehicle traffic;

2. And to authorize the Company to:
increase the capital stock of the Company from five thousand shares of no par value to a million shares of a par value of \$5.00;

to build, maintain and operate a tunnel for motor-vehicle traffic under the St. Lawrence River, between the city of Quebec and the municipality of St. David of L'Auberivière, and for this purpose, acquire all the necessary land by sale of mutual agreement or by expropriation: the whole under certain conditions;

to borrow in Canada or elsewhere an amount not exceeding \$50,000,000.00 and for this purpose, to mortgage, hypothec the immovables and even moveable property of the Company;

3. To fix, according to the category of vehicles employed, a maximum scale of rates as may be required by the Company of those who use the tunnel road;

4. To exempt from all taxes, general or special, for municipal and school purposes, for the duration of the franchise, the tunnel itself and its means of approach.

And other purposes.

Quebec, the 26th day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER.

Advocate for the petitioner.

41041-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Régina Lussier, of Varennes, widow of the late Gaspard Bousquet, in her quality as sole Institutee, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to obtain authorization to sell the substituted immovables of the Estates of Felix Lussier and Angélique Deschamps, and of Albert Lussier and Marie-Louise Massue, provide to the payment and the investment of the sale price, and for all other purposes.

Varennes, October 26th, 1955.

JEAN BRUNEAU,

Attorney for the Petitioner.

41043-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Aldéa Thibault, veuve de Paul-Émile Bourret, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire.

Montréal, ce 26 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire.

BADEAUX FILION & BADEAUX.

41047-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de Gaz Naturel du Québec, constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution de gaz dans la Province.

Montréal, ce 27 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

JEAN FILION, c.r.

41060-44-4-o

Avis est par les présentes, donné, que la Corporation de la ville de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire originaire, tel que décrit à l'article 2 de la Loi 14, George VI, chapitre 124, le territoire décrit comme suit:

"Un territoire situé en partie dans le Canton de Laffèche, en partie dans le Canton de Manicouagan et en partie dans le Canton de Eudes, comprenant:

Le lot E, le lot F, une partie du bloc 6, une partie du bloc 1, les blocs G, B' D, M, bloc 8, et les lots 38b à 33b de même que les rangs 1 et 2. Le rang 1 comprenant les lots 1 à 13 et le rang 2 comprenant les lots 1 à 15."

Baie Comeau, 26 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.

41061-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la "corporation municipale du village de Bernierville", dans le comté de Mégantic s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour instituer par règlement une commission d'urbanisme.

2° Pour que les permis de construction ne soient accordés que sur un terrain cadastré, à l'exception des constructions sur les terrains agricoles ou les terres en culture.

3° Pour autoriser l'officier de police à émettre un billet sommaire pour infraction à la loi de circulation, et pour permettre au délinquant de payer une somme de \$2.00 et dans le cas d'infraction au règlement de vitesse, une somme de \$15.00.

4° Pour construire des immeubles pour fins industrielles et affecter à cette fin une somme de \$75,000.00 sur l'approbation au préalable de la Commission Municipale de Québec.

St-Ferdinand d'Halifax, 27 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,

LUCIEN DROLET, C.R.

41063-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Aldéa Thibault, widow of the late Paul-Émile Bourret, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec to obtain the passing of an act authorizing the Trustees of the Estate of the late Paul-Émile Bourret to increase the amount of the pension payable to the Petitioner.

Montreal, October the 26th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,

Attorneys for the petitioner.

41047-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Quebec Natural Gas Corporation, incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the adoption of an act granting to it certain powers for the purposes of transport, sale and distribution of gas in the Province.

Montreal, October the 27th, 1955.

JEAN FILION, Q.C.,

Attorney for the petitioner.

41060-44-4-o

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Hauterive, in the county of Saguenay, shall apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a Bill for the following purposes:

1. Annex to its original territory, such as described in Section 2, Act 14, George VI, chapter 124, the territory hereinafter described:

"A territory situated partly in the township of Laffèche, partly in the township of Manicouagan and partly in the township of Eudes, including:

Lot E, lot F, a part of block 6, part of block 1, blocks G, B' D, M, block 8, and lots 38b to 33b as well as ranges 1 and 2. Range 1 comprising lots 1 to 13 and range 2 comprising lots 1 to 15."

Baie Comeau, October 26, 1955.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,

Attorneys for the petitioners.

41061-44-4

Public notice is hereby given by these presents that the "municipal corporation of the village of Bernierville", in the county of Mégantic will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to obtain the following special powers:

1. To institute, by by-law, a Town-planning Commission.

2. That permits for building purposes be only granted on cadastral ground, with the exception of constructions on farm lands or land under cultivation.

3° To authorize a police officer to issue a summons ticket for any infraction against a traffic law and to allow the delinquent to pay an amount of \$2.00 and in the case of an infraction against a speed by-law, an amount of \$15.00.

4. To build immovables for industrial purposes and to assign, for this purpose, an amount of \$75,000.00, prior approval to be obtained from the Quebec Municipal Commission.

St. Ferdinand d'Halifax, October 27th, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.,

Attorney for the petitioner.

41063-44-4

Avis est par les présentes donné que la Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 4, Édouard VII, chapitre 106, en vue d'accroître la capacité juridique de ladite Corporation d'acquiescer et de posséder des biens immobiliers.

Québec, le 25 octobre 1955.

Les Procureurs,
41062-44-4-o DÉSILETS & LETARTE.

Notice is hereby given that the Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" will apply to the Legislature of Quebec at its next session for permission to adopt an Act, modifying Act, 4, Edward VII, chapter 106, with a view of increasing the juridical capacity of the said Corporation to acquire and to own immoveable property.

Quebec, October 25th, 1955.

DÉSILETS & LETARTE,
41062-44-4 Attorneys.

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Châteauguay", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 3 George V, chapitre 74 et amendements, sur les matières suivantes: établir les frais de représentation pour les membres du conseil; augmenter le nombre des échevins par règlement; demander un recomptage judiciaire par l'officier-rapporteur en cas d'égalité des votes; modifier le cens d'éligibilité; modifier la procédure des amendements au règlement de zonage; réglementer les permis de construction; réglementer les fossés et les cours d'eau; réglementer les plages et la location des embarcations; réglementer l'ouverture des rues et la construction des trottoirs; réglementer la subdivision des lots; droit d'émettre des billets pour infraction au règlement de la circulation; amender les articles 439 et 440 pour permettre l'imposition en front; décréter les nuisances; changer l'année financière; autoriser la confection d'un rôle spécial; fixer le taux des licences d'affaires; imposer une taxe de 2% pour fins municipales; autoriser les travaux sur requêtes; autoriser les travaux avec paiements différés; création d'un fonds de roulement; valider l'imposition d'une taxe en front en vertu du règlement 111, et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1955.

Les procureurs de la ville de Châteauguay,
41064-44-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the "Town of Châteauguay", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 3 George V, chapter 74, and amendments, for the following purposes: to fix the representation fees for the members of the Council; to increase the number of aldermen by by-law; to request a judiciary recount by returning-officer in case of equality; to modify the required qualifications for the members of the Council; to modify the procedures concerning amendments to the zoning by-law; to regulate the building permits; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and renting of boats; to regulate the opening of streets and construction of sidewalks; to regulate the subdivision of lots; right to issue tickets in connection of infractions to the traffic by-law; to amend articles 439 and 440, to allow the levying of tax to the frontage; to decree nuisances; to change the financial year; to authorize the preparation of a special roll; to fix the rate of business taxes; to impose a 2% tax for municipal purposes; to authorize works under petitions; to authorize works with differed taxes; to create a working funds; to make valid the imposition of frontage tax, according to By-law number 111, and for other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
41064-44-4-o Attorneys for the town of Châteauguay.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 1, Geo. VI, ch. 105, aux fins suivantes:

1. Amender les articles 17 et 18 de la Loi I Geo. VI, ch. 105;
2. Amender l'article 50 pour garantir certaines obligations avec les revenus du réseau hydro-électrique;
3. Abroger l'article 57;
4. Amender l'article 59;
5. Amender l'article 64;
6. Amender l'article 100 aux fins d'autoriser la cité à vendre son barrage de Bromptonville;
7. Amender l'article 488 de la loi des Cités et Villes;
8. Abroger les articles 15, 18 et 19 de la Loi 2-3 Elizabeth II, ch. 67;

Et autres demandes;
Sherbrooke, le 28 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41066-44-4-o ALBERT RIVARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1, Geo. VI, ch. 105, for the following purposes:

1. To amend articles 17 and 18 of the Act I Geo. VI, ch. 105;
2. To amend article 50 for granting authorization to the city to guarantee certain obligations with the revenues of the city's electrical system;
3. To abrogate article 57;
4. To amend article 59;
5. To amend article 64;
6. To amend article 100 in order to authorize the sale of the city dam at Bromptonville;
7. To amend articles 488 of the Cities & Town Act;
8. To abrogate articles 15, 18 and 19 of the Act 2-3 Elizabeth II, ch. 67;

And for other purposes.
Sherbrooke, this 28th day of October, 1955.

ALBERT RIVARD,
41066-44-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-St-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors un projet de loi pour les autoriser à pourvoir à une pension de retraite à monsieur Émile Daoust; à adopter un règlement pour établir un fonds de pension de retraite pour les officiers ou employés de la commission; à verser une indemnité aux commissaires d'écoles, et pour autres fins.

Montréal, le 18 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41065-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The School Commissioners of the Municipality of Très-St-Sacrement, in the County of Jacques Cartier, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session and then and there shall present a bill to be authorized to provide a retiring pension to Mr. Émile Daoust; to adopt a by-law establishing a funds of retiring pension for the officers and employees of the Commission; to pay an indemnity to the Commissioners, and for other purposes.

Montreal, October 18th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for Petitioners.

41065-44-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité aux fins d'augmenter le nombre des quartiers de la municipalité et le nombre des échevins; de changer la date de l'élection générale des membres du conseil et la date de la confection de la liste électorale; de pourvoir à la nomination et à la destitution des officiers du conseil et des autres employés de la corporation; et d'obtenir l'abrogation de dispositions désuètes de la charte.

Grand'Mère, le 25 octobre 1955.

Les Procureurs de la cité de Grand'Mère,
41075-44-4-o DESILETS ET DESHAIES.

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'Mère for the purposes: of increasing the number of the wards of the municipality and of the aldermen; of changing the date of the general election of the members of the Council and the date of the preparation of the electoral list; of providing for the appointment and dismissal of the officers of the Council and of the other employees of the Corporation; and of obtaining the repeal of obsolete clauses of the charter.

Grand'Mère, October 25th 1955.

DESILETS ET DESHAIES,
Attorneys for the City of Grand'Mère.
41075-44-4-o

AVIS PUBLIC

La Cité de Joliette donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session, pour amender sa charte relativement aux frais de représentation du maire et des échevins.

Joliette, ce 31 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41076-44-4-o ARMAND LAVALLÉE, N.P.

PUBLIC NOTICE

The City of Joliette does hereby give notice that it will apply at the Provincial Legislature, at its next session, to amend its charter concerning the representation expenses of the Mayor and Aldermen.

Joliette this 31st, October 1955.

ARMAND LAVALLÉE, N.P.,
41076-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Pierre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 100 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: reviser le cens électoral des locataires; régler les constructions; régler les fossés et cours d'eau; régler la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues, régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; régler les restaurants ambulants; régler les taxis; décréter les nuisances; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; régler les heures de fermeture des magasins; pourvoir retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; clarifier la description du territoire, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les procureurs de la ville Saint-Pierre,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41074-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Saint-Pierre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 8 Edouard VII, chapter 100 and amendments, for the following matters; to revise the tenants' voting rights; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to decree nuisances; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to adjourn the exigibility of some service taxes; to dispose of stolen articles; to clarify the description of the territory, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Saint-Pierre.
41074-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de Ville St-Elzéar et pour l'obtention de certains pouvoirs, dont: fixer la date et les modalités des élections; régler les constructions; régler les groupements; régler les fossés et cours d'eau; régler la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; régler les restaurants ambulants; régler les taxis; faire des dons aux œuvres de charité; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; pourvoir à retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; définir les terres en culture, pourvoir à un emprunt pour certaines fins spéciales, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs du Conseil municipal
de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41073-44-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of St-Elzéar-de-Laval, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law to erect its territory into a town, under the name of Town of St-Elzéar and to obtain some powers, to wit: to determine the date and the formalities of elections; to regulate the buildings; to regulate the public gatherings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction or acquisition of any waterworks and to the levying of a tax to pay the cost of same; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to make grants to charitable organizations; to provide to the modification of the valuation roll; to adjourn the exigibility of some-service taxes; to dispose of stolen articles; to define lands under cultivation; to borrow money for special necessities, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the Parish of St-Elzéar-de-Laval.

41073-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: abroger les articles 2e de la Loi 6 George VI, chapitre 88 et l'article 1 de la Loi 11 George VI, chapitre 96; pourvoir à des indemnités au cas d'annexion; régler les constructions; régler les fossés et cours d'eau; régler les plages et la location des embarcations; régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; régler les heures de fermeture des magasins; pourvoir au droit d'imposition d'une taxe de vente dans les limites de la ville; pourvoir d'emprunter pour fins d'acquisition d'immeubles industriels ou municipaux, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Berthierville,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41070-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Berthierville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 6 George VI, chapter 88 and amendments, for the following matters; to repeal articles 2e of the law 6, George VI, chapter 88 and 1 of the law 11 George VI, chapter 96; to provide for indemnities in case of annexation; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and the renting of boats; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to provide for the right of levying a sale tax in the limits of the town; to borrow in order to acquire industrial or civic immovable properties, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Berthierville.

41070-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la Loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: modifier l'article 12 de la Loi 12 George V, chapitre 123, en augmentant le nombre des électeurs requis; pourvoir à ce que le rôle d'évaluation puisse être constitué par des fiches; créer un bureau d'estimateurs avec pouvoir quant au rôle d'évaluation et à la révision; régler les heures de fermeture des magasins; procéder à la disposition des objets volés; pourvoir à la construction d'un réseau de distribution et de conduite d'eau; et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41072-44-4-o

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters: to modify the section of the law 12 George V, chapter 123, by increasing the required number of electors, to provide to the constitution of the valuation rooll by index cards; to create an office of assessors with power on the valuation roll and on the revision; to regulate the closing hours of stores; to dispose of stolen articles; to provide for the construction of a system of distribution of water; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of LaSalle.

41072-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pour modifier les limites de la ville; pour modifier les frais de représentations des Membres du Conseil; pour établir les qualifications foncières requises aux fins d'élection; pour abroger l'article 9 de la Loi 15-16 George VI et l'article 10 de la Loi 15-16 George VI; pour modifier le montant à être déposé par un candidat; pour régler les constructions; pour réglementer l'entreposage des pièces pyrotechniques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; procéder à la disposition des objets volés, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41071-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to rectify the boundaries of the town; to modify the representations' fees of the members of the Council; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to repeal section 9 of the law 15-16 George VI and section 10 of the law 15-16 George VI; to modify the deposit required from a candidate; to regulate the constructions; to regulate the storage of fireworks; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to dispose of stolen articles; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART.

Attorneys for the town of Côte St. Luc.

41071-44-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Roméo Asselin, cultivateur, de Manneville, Abitibi; Thuriel Belzile, directeur général, de Montréal; Félix Bélanger, cultivateur, de Ste-Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, cultivateur, de St-Sébastien, comté de Frontenac; Arthur Dubé, cultivateur, de St-Octave de Métis; Antoine Grenier, cultivateur, de St-Prime de Roberval; Xavier Hardy, cultivateur, de St-Édouard de Lotbinière; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de St-Robert, comté de Richelieu; Benjamin Manseau, cultivateur, de Ste-Monique, comté de Nicolet; J. Abel Marion, gérant de coopérative, de St-Edwidge, comté de Compton; Paul Mercure, cultivateur, de Cap-Santé, comté de Portneuf, tous administrateurs de La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance sur la personne, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation, et aussi le pouvoir d'acquiescer l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." ou "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cultivateurs".

Montréal, le 24 octobre 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN C.R.,

515, avenue Viger, ch. 401,

41077-44-4-o

Montréal, Quec.

Notice is hereby given that: MM. Roméo Asselin, farmer, of Manneville, Abitibi; Thuriel Belzile, executive, of Montreal; Félix Bélanger, farmer, of Ste. Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, farmer, of St. Sébastien, Frontenac county; Arthur Dubé, farmer, of St. Octave de Métis; Antoine Grenier, farmer, of St. Prime de Roberval; Xavier Hardy, farmer, of St. Édouard de Lotbinière; Jean Baptiste Lemoine, farmer, of St. Robert, Richelieu county; Benjamin Manseau, farmer, of Ste. Monique, Nicolet county; J. Abel Marion, manager, of St. Edwidge, Compton county; Paul Mercure, farmer, of Cap Santé, Portneuf county, administrators of "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." will apply to the Quebec Legislature, at its next ensuing session, for the incorporation of a mutual life insurance company with powers to carry out operations of life insurance and reinsurance, to offer and sell annuities, rents and contracts of capitalisation, and will also apply for the added power of acquiring the assets and of assuming the liabilities and obligations of the said corporation, and that the new corporation be granted the corporate name of "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C."

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN, Q.C.,

515 Viger Avenue, Room 401,

41077-44-4-o

Montreal, Quec.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de L'Assomption, comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi, aux fins de valider des travaux effectués et des cotisations spéciales perçues et porter qu'à l'avenir lesdites taxes spéciales pourront être imposées sur simple résolution du Conseil sans besoin d'un règlement et pour toutes autres fins.

Joliette, ce 25 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,

41078-44-4-o

J.-R. PIETTE.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of L'Assomption, county of l'Assomption, will apply to the Legislature, at its next Session, for the adoption of an Act to valid realized works and collected special taxes and to enact that in future, the said special taxes can be imposed by resolution, and not by by-law and for all other purposes.

Joliette, October the 25th, 1955.

J.-R. PIETTE,

41078-44-4-o

Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Services de Santé du Québec", société régie par la

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Services de Santé du Québec", an association governed by

Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuels, au sens des dispositions de la Loi des Assurances de Québec, (S.R.Q. 1941, chap. 299) avec les pouvoirs de faire de l'assurance-maladie, de l'assurance contre les accidents à la personne, ainsi que, mais exclusivement sous le système appelé assurance de groupe, de l'assurance-vie.

Québec, le 2 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire.
41091-44-4-o JEAN GRENIER, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la municipalité de Château d'Eau dans le comté de Québec, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs et décrétant que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Loretteville, savoir, une partie de la première concession Saint-Bernard, située au nord de la voie ferrée et une partie de la deuxième concession St-Bernard; une partie de la première concession St-Barthélémy; une partie de la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et une partie de la première concession du Grand St-Antoine, située au nord-est de la voie ferrée, sont détachées du territoire de la dite commission scolaire de Loretteville et annexée pour fins scolaires au territoire de la Commission Scolaire Catholique de Château d'Eau.

Québec, le 21 octobre, 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
41106-44-2-o ROGER GOSSELIN.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de la Charte de la Cité de Montréal 1955 relativement aux matières suivantes: déterminer les limites respectives de la Cité de Montréal et de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu et fixer le montant de la contribution de cette dernière au coût des travaux d'améliorations locales; pouvoir de modifier cette partie du plan général de la Cité concernant le boulevard Guin et la rue Lachapelle; pouvoir de maintenir en vigueur certaines parties du plan général de la Cité; modification à l'indemnité des conseillers; pouvoir d'instituer une Commission permanente appelée "Conseil des Arts de la Cité de Montréal" et de crier, pour les fins pour lesquelles ce conseil est formé, un fond au moyen d'un prélèvement spécial, appelé "le sou des arts"; pouvoir de décider dans tous les cas par qui sera supporté le coût de construction d'un égout; préciser le texte concernant les immeubles imposables pour fins de taxes d'affaires; pouvoir d'imposer une taxe spéciale sur les établissements exempts de la taxe foncière et de la taxe d'affaires qui sont loués, de temps à autre, à des personnes ou à des associations qui y admettent le public moyennant le paiement d'un prix d'entrée; pour limiter à 30 jours la période durant laquelle l'estimateur doit effectuer au rôle d'évaluation qu'il vient de déposer les changements résultant d'un transport d'immeuble; accorder 30 jours aux contribuables

the Quebec Co-operative Syndicates Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of a law changing it into a mutual benefit association, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, (R.S.Q. 1941, chap. 299) with the power to insure against sickness, personal liability, as well as life insurance, but exclusively under the system called group insurance.

Quebec, November 2nd, 1955.

JEAN GRENIER, Q.C.,
41091-44-4-o Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commissioners for the Municipality of Château d'Eau in the County of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a law extending their powers and enacting that the following part of the territory of the School Commission of Loretteville, to wit, a part of the first concession of Saint-Bernard, situated north of the railroad; a part of the second concession of Saint-Bernard; a part of the first concession of St. Barthélémy; a part of the concession north of Jeune-Lorette road and that part of the first concession of Grand St. Antoine, situated northeast of the railroad is detached from the territory of the said School Commission of Loretteville and annexed, for school purposes, to the territory of the Catholic School Commission of Château d'Eau.

Quebec, October 21, 1955.

ROGER GOSSELIN,
41106-44-2-o Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of the Charter of the City of Montreal 1955 on the following matters; determine the respective limits of the City of Montreal and of the Municipality of Saint-Jean-de-Dieu and fix the amount of the latter's contribution to the cost of local improvement works; power to amend that part of the City's general plan concerning Guin Boulevard and Lachapelle Street; power to keep in force certain parts of the City's general plan; modification of the indemnity of the councillors; power to establish a permanent commission to be called "Arts Council of the City of Montreal" and to create, for the purposes for which such council is formed, a fund by means of special levy, called "le sou des arts"; power to decide in all cases by whom shall be born the cost of construction of a sewer; clarify the text concerning taxable immovables for the purposes of the business tax; power to impose a special tax on establishments exempt from the real estate tax and the business tax which are leased, from time to time, to persons or associations which admit the public on payment of an entrance fee; to limit to thirty days the period during which the assessor shall make in the valuation roll which he has just deposited the changes resulting from the transfer of an immovable; grant thirty days to rate payers to file a complaint against a new valuation made after the deposit of the valuation roll; grant a reduc-

pour déposer une plainte contre une nouvelle estimation faite après le dépôt du rôle d'évaluation; accorder une réduction de taxe foncière au propriétaire d'un bâtiment entièrement détruit ou démolé après le dépôt du rôle d'évaluation; estimation des terres en culture, des immeubles appartenant aux compagnies de chemins de fer, et des machines et moteurs employés à des fins industrielles; fixer un court délai pour attaquer la validité du rôle d'évaluation, exiger un dépôt substantiel de la partie qui conteste et la garantie personnelle d'au moins 100 électeurs propriétaires de payer conjointement et solidairement les frais et déboursés; déterminer sur quelle base sera perçue la taxe foncière y compris la taxe scolaire, pendant la durée du litige de même qu'après le jugement final, advenant que le rôle d'évaluation soit cassé ou annulé; pouvoir d'augmenter le nombre des membres du Bureau de Revision des estimations; pouvoir de fermer et d'exproprier les ruelles inutiles pour les subdiviser et revendre aux propriétaires des lots contigus; pouvoir d'exproprier en vue d'un meilleur aménagement les abords de toutes rues et places publiques; obliger tout propriétaire à céder à la Cité, lors de la présentation d'un plan de subdivision, une certaine partie du terrain ainsi subdivisé pour servir à l'ouverture des rues et à l'établissement de parcs et terrains de jeux; pouvoir de faire vendre à l'encan par un employé de la Cité, au lieu d'un huissier de la Cour supérieure, les effets mobiliers non réclamés; pouvoir de faire déplacer les véhicules stationnés à des endroits prohibés et d'en charger le coût aux propriétaires; pouvoir de réglementer les antennes de radio et de télévision à l'extérieur des bâtiments; pouvoir de réglementer l'érection et la construction des clôtures sur les terrains privés; pouvoir de suspendre l'émission de permis de construction ou d'occupation en certaines circonstances; coût des expropriations, égouts, pavages et trottoirs, répartition et mode de paiement; retraite des juges municipaux après deux ans de maladie ou d'absence; augmentation du traitement des juges municipaux suppléants; pouvoir de modifier la résolution du Conseil du 3 novembre 1950 concernant la répartition du coût de l'égout de la rue Tolhurst; corriger la description des terrains dans un acte d'échange entre la Cité et la Ville de Hampstead; autorisation d'abolir le Marché Saint-Jean-Baptiste, de disposer des immeubles qui le constituent ou de les affecter en tout ou en partie à d'autres fins municipales, nonobstant toutes les dispositions contraaires contenues dans l'acte de vente de Côme Séraphin Cherrier à la Corporation du Village de Saint-Jean-Baptiste; autorisation de vendre le lot no 189-867 du cadastre du Village incorporé de la Côte de la Visitation cédé gratuitement à la Cité par Montreal City Estates Limited pour servir à la prolongation de certaines rues; ratification des actes d'échange suivants: a) entre la Cité et Canadian Industries (1954) Limited; b) entre la Cité et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence; c) entre la Cité et la Commission de Transport de Montréal; ratification d'un contrat intervenu entre la Cité et The Montreal Star Company Limited, ainsi que du Règlement no 2240, autorisant cette compagnie à construire et maintenir un édifice audessus et un tunnel en dessous de la ruelle des Fortifications; ratification d'un acte de vente par la Cité à Molson's Brewery Limited, ratification des actes suivants passés à la suite d'adjudication faites par le shérif de Montréal, lors de certaines ventes pour taxes municipales: a) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-108 du cadastre du Village de la Côte de la Visitation enregis-

tion in the real estate tax to the proprietor of a building completely destroyed or demolished after the deposit of the valuation roll; valuation of lands under cultivation, of immovables belonging to railway companies, and of machines and motors used for industrial purposes; fix a short delay to attack the validity of the valuation roll, require a substantial deposit from the contesting party and the personal guarantee of at least one hundred electors proprietors to pay jointly and severally the costs and disbursements; determine on what basis the real estate tax including the school tax shall be collected, during litigation as well as after final judgment, if the valuation roll is voided or annulled; power to increase the number of the members of the Board of Revision of Valuations; power to close and expropriate useless lanes to subdivide and resell them to the proprietors of contiguous lots; power to expropriate in view of a better arrangement of the approaches of all streets and public places; oblige every proprietor to cede to the City, when presenting a subdivision plan, a certain part of the land so subdivided to be used to open streets and establish parks and playgrounds; power to have sold by auction by a City employee, instead of by a bailiff of the Superior Court, unclaimed movable effects; power to have removed vehicles parked in prohibited places and charge the cost thereof to the owners; power to regulate radio and television antennas outside of buildings; power to regulate the erection and construction of fences on private land; power to suspend the issue of building or occupancy permits in certain circumstances; cost of expropriations, sewers, pavings and sidewalks, apportionment and mode of payment; superannuation of municipal judges after two years of illness or absence; increase in the salary of interim municipal judges; power to amend the resolution of Council of November 3rd, 1950 concerning the apportionment of the cost of the Tolhurst Street sewer; correct the description of the lots in a deed of exchange between the City and the Town of Hampstead; authorization to abolish Saint-Jean-Baptiste Market, to dispose of the immovables constituting it or to affect them in whole or in part to other municipal purposes, notwithstanding any provisions to the contrary in the deed of sale by Côme Séraphin Cherrier to the Corporation of the Village of Saint-Jean-Baptiste; authorization to sell lot no 189-867 of the cadastre of the Incorporated Village of Côte de la Visitation ceded gratuitously to the City by Montreal City Estates Limited to be used for the extension of certain streets; ratification of the following deeds of exchange: a) between the City and Canadian Industries 1954 Limited; b) between the City and the Community of the Sisters of Charity of Providence; c) between the City and the Montreal Transportation Commission; ratification of a contract between the City and the Montreal Star Company Limited, as well as of By-law no 2240, authorizing the said company to erect and maintain a building above and a tunnel under Fortifications lane; ratification of a deed of sale by the City to Molson's Brewery Limited; ratification of the following deeds passed following adjudications made by the Sheriff of Montreal, at certain sales for municipal taxes: a) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-108 of the cadastre of the Village of Côte de la Visitation registered on January 13th, 1947 under no 680717; b) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-109 of the same cadastre registered on January 13th, 1947 under no 680718; c) sales to the City of Montreal of lots nos 3634, 3635 and 3636 of the cadastre of the parish of Mont-

tré le 13 janvier 1947 sous le no 680717; b) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-109 du même cadastre enregistré le 13 janvier 1947 sous le no 680718; c) ventes à la Cité de Montréal des lots Nos 3634, 3635 et 3636 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 7 et 13 avril 1949 sous les Nos 779182, 779183 et 779970, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Cléophas Presseau dit Fabien; d) ventes à Samuel Pollock des lots de subdivision no 248, 249 et 250 du lot originaire no 164 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 10, 12 et 13 janvier 1953 sous les numéros 990153, 990154 et 990155, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Narcisse Théophile Gagnon; ratification de l'acquisition par la Cité de certains terrains non requis pour la construction du boulevard Henri Bourassa; autorisation d'annexer, après entente avec les municipalités concernées: a) partie du territoire de la Cité de Verdun; b) partie du territoire de la Ville LaSalle; c) tout ou partie du territoire de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; d) tout ou partie du territoire de la Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; e) certaines parties du territoire de la Ville de la Côte Saint-Luc; f) certaines parties du territoire de la Ville de Hampstead; g) certaines parties du territoire de Ville Saint-Laurent; h) certaines parties du territoire de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu; i) certaines parties du territoire de Ville Saint-Michel

Le Greffier de la Cité,

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville,

Montréal, le 5 novembre 1955. 41105-44-4-0

real and registered on April 7th and 13th, 1949 under Nos 779182, 779183 and 779970, which lots were sold for taxes against the Estate of Cléophas Presseau dit Fabien; d) sales to Samuel Pollock of subdivisions lots Nos 248, 249 and 250 of lot no 164 of the cadastre of the Parish of Montreal, registered on January 10th, 12th and 13th, 1953, under Nos 990153, 990154 and 990155, said lots were sold for taxes against the Estate of Narcisse Théophile Gagnon; ratification of the acquisition by the City of certain lots not required for the construction of Henri Bourassa Boulevard; authorization to annex, after understanding with the municipalities concerned: a) part of the territory of the City of Verdun; b) part of the territory of the Town of LaSalle; c) the whole or part of the territory of the Parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; d) the whole or part of the territory of the Town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; e) certain parts of the territory of the Town of Côte Saint-Luc; f) certain parts of the territory of the Town of Hampstead; g) certain parts of the territory of the Town of Saint-Laurent; h) certain parts of the territory of the municipality of Saint-Jean-de-Dieu; i) certain parts of the territory of the Town of Saint-Michel.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,

City Clerk.

City Hall,

Montreal, November 5th, 1955. 41105-44-4-0

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, dans la Cour Supérieure, N° 10,954, siégeant à Thetford-Mines Dame Thérèse Breton, épouse commune en biens de Paul-Émile Roy, 192 rue Smith Thetford-Mines, demanderesse, vs Ledit Paul-Émile Roy, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-quatrième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-cinq.

Arthabaska, ce 26 octobre, 1955.

Le Procureur de la demanderesse,

41050-0 ROSAIRE BEAUDOIN.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, In the Superior Court, No. 10,954 (Thetford-Mines). Thérèse Breton, wife common as to property to Paul-Émile Roy, 192 Smith Street, Thetford-Mines, plaintiff, vs said Paul-Émile Roy, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 24 of October, 1955.

Arthabaska, 26th of October, 1955.

ROSAIRE BEAUDOIN,

41050-0 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 382,396. Dame Jacqueline Lalonde, demanderesse vs Carmine Antonio Bencivenga, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 382,396. Dame Jacqueline Lalonde, plaintiff vs Carmine Antonio Bencivenga, defendant.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

NOTICE OF ACTION OF SEPARATION AS TO PROPERTY

Dame Jacqueline Lalonde, ménagère, des cité et district judiciaire de Montréal, a intenté une actions en séparation de biens contre son mari.

Dame Jacqueline Lalonde, housewife, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation es to property against her husband.

Montréal, 31 octobre 1955.

Montreal, October 31st, 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
COHEN & LEITHMAN.

41089

41089-0

DOHEN & LEITHMAN,
Attorneys for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
THE EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1066

Number 1066

Québec, le 13 octobre 1955.

Quebec, October 13th, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la chasse.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNANT la Réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia.

CONCERNING the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapédia.

ATTENDU QUE la Réserve de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia a été créée le 28 juin 1945 par l'arrêté ministériel numéro 2461 et agrandie, le 2 mars 1955, par l'arrêté ministériel numéro 240;

WHEREAS the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapédia was created on June 28, 1945, by Order in Council number 2461 and enlarged March 2nd, 1955 by Order in Council number 240.

ATTENDU QUE toute chasse est défendue sur l'étendue de ladite réserve;

WHEREAS hunting is forbidden throughout the area of said Reserve;

ATTENDU QU'À la suite de la protection spéciale accordée au gibier depuis dix ans, sa population a augmenté considérablement dans certaines parties de la réserve et qu'il y a lieu, aujourd'hui, d'y permettre la chasse.

WHEREAS in view of the special protection which has been given game for the past ten years, its population has increased considerably in certain parts of the Reserve and to-day, it is deemed advisable, to permit hunting therein.

VU l'article 65, du chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941.

IN VIEW of section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de la chasse:

IT IS THEREFORE ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

QUE l'arrêté ministériel numéro 2461, du 28 juin 1945, soit amendé et que, dans les cantons de Flahaut et de Robidoux, certaines chasses soient permises par le ministre de la chasse, à certaines conditions déterminées par lui et moyennant un permis spécial émis par le ministre.

THAT Order in Council number 2461, of June 28th, 1945 be amended, and that in the Townships of Flahaut and Robidoux, certain hunting be permitted by the Minister of Game and Fisheries, under certain conditions decided upon by the latter, providing that a special permit is issued by the Minister.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la rivière Port-Daniel.

CONCERNING the Hunting and Fishing Reserve of Port Daniel River,

ATTENDU QUE la Réserve de chasse et de pêche de la rivière Port-Daniel a été créée par l'arrêté ministériel numéro 705, du 19 mai 1948, et agrandie par les arrêtés ministériels numéro 1389, du 23 décembre 1953, et numéro 1253, du 17 décembre 1954;

WHEREAS the Hunting and Fishing Reserve of Port-Daniel River was created by Order in Council number 705, dated May 19th, 1948, and enlarged by Orders in Council number 1389, dated December 23rd, 1953, and number 1253, dated December 17th, 1954;

ATTENDU QUE toute chasse est défendue sur l'étendue de ladite réserve;

WHEREAS hunting is forbidden throughout the area of said Reserve;

ATTENDU QU'À la suite de la protection spéciale accordée au gibier depuis sept ans, sa population a augmenté considérablement, et qu'il y a lieu, aujourd'hui, d'y permettre la chasse.

WHEREAS in view of the special protection which has been given game for the past seven years, its population has increased considerably, and today, it is deemed advisable to permit hunting therein.

VU l'article 65, du chapitre 153, des statuts refondus de Québec, 1941.

IN VIEW of section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de la chasse:

IT IS THEREFORE ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

QUE l'arrêté ministériel numéro 705, du 19 mai 1948, soit amendé et que certaines chasses soient permises par le ministre de la chasse, à certaines conditions déterminées par lui et moyennant un permis spécial émis par le ministre.

THAT Order in Council number 705, dated May 19th, 1948, be amended and that certain hunting be permitted by the Minister of Game and Fisheries, under certain conditions decided upon by the latter, providing that a special permit is issued by the Minister.

L. DÉSILETS,

L. DÉSILETS,

41097-o

Greffier du Conseil Exécutif.

41097

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

(P.G. 12495-55)

GASPÉ METALS LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 11

Qu'il soit décrété comme Règlement N° 11 de la compagnie, comme suit:
Que le nombre de directeurs est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à neuf (9).

Copie certifiée véritable du Règlement N° 11, de la compagnie Gaspé Metals Limited (N.P.L.), décrété par les directeurs à une assemblée tenue le 29 août 1955, et confirmé et ratifié par le vote d'au moins 2/3 en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale et à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie, et tenue à Montréal, le 6 septembre 1955.

(Scéau)
41052-o

Secrétaire,
JEAN MONETTE.

(A.G. 12495-55)

GASPÉ METALS LIMITED
(No Personal Liability)

By-law No. 11

Be it enacted as By-law No. 11 of the company as follows:
That the number of directors is hereby increased from five to nine.

Certified true copy of By-law No. 11 of "Gaspé Metals Limited" (N.P.L.), enacted by the Directors on the 29th of August 1955 and confirmed and ratified by the vote of at least 2/3 in value of the share represented by the shareholders present at a special general meeting and the annual general meeting of the shareholders of the company, duly called for consideration said By-law No. 11, and held at Montreal on the 6th of September, 1955.

(Seal)
41052-o

JEAN MONETTE,
Secretary.

**AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT
DES PLAN ET DEVIS**

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Gaspesia Sulphite Company Ltd." de Chandler, dans le comté de Gaspé se propose de maintenir une dame au Lac des Sept-Isles, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de ce Lac, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation à ses usines.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé à Percé.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La Requérente,

GASPESIA SULPHITE COMPANY LTD.
41053-o

**NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT
OF PLAN AND SPECIFICATIONS**

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that "Gaspesia Sulphite Company Ltd.", of the municipality of Chandler in the county of Gaspé, intends to maintain a dam at the Lac des Sept-Isles, to store at all seasons the waters of that Lake, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to its mills.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Gaspé at Percé.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

GASPESIA SULPHITE COMPANY LTD.,
Petitioner.
41053-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Canadian Lady Corset Company Limited (Quebec)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-sept octobre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
41054-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Canadian Lady Corset Company Limited (Quebec)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October twenty-seventh 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
41054

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de la Gaspésie", en date du 8 juillet 1955, dont le siège social est situé à New-Richmond, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le vingt septembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41051-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis de rachat partiel

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE BURY
(Comté de Compton)

Émission d'obligations au montant de \$118,000 à 4, 4½, 4¾ et 5% datée du 2 janvier 1953 et payable par séries jusqu'au 2 janvier 1973 (résolution d'emprunt datée du 24 novembre 1952).

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Bury, comté de Compton, rachèteront par anticipation, au pair, le 2 janvier 1956, suivant une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes:

Année 1969 — \$1,500: 1 x \$1,000 N° 23 et 1 x \$500 N° 43.

Année 1970 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 24 à 26 inclusivement et 3 x \$500 Nos 44 à 46 inclusivement.

Année 1971 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 27 à 29 inclusivement et 3 x \$500 Nos 47 à 49 inclusivement.

Année 1972 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 30 à 32 inclusivement et 3 x \$500 Nos 50 à 52 inclusivement.

Année 1973 — \$5,000: 3 x \$1,000 Nos 33 à 35 inclusivement et 4 x \$500 Nos 53 à 56 inclusivement.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et seront payées et rachetées, principal et intérêt, à la date indiquée ci-dessus, en monnaie légale du Canada, avec l'intérêt accru jusqu'au 2 janvier 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec ensemble, tous les coupons d'intérêt y attachés échéant après le 2 janvier 1956, au bureau de la Banque de Montréal à Montréal, Québec, Bury ou Toronto, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 2 janvier 1956.

Donné à Bury, comté de Compton, ce 26 septembre 1955.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
41055 D. HOPKINS.

Avis de rachat partiel

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
DE RICHMOND
(Comté de Richmond)

Émission de \$80,000 à 4%, portant la date du 1er juillet 1951 et échéant en séries jusqu'au 1er juillet 1971 (résolution en date du 29 mai 1950).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles catholiques pour la municipi-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de la Gaspésie", under date of July 8th, 1955, whereof the head office is at New-Richmond, county of Bonaventure and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41051 Under Secretary of the Province.

Partial of Redemption Notice

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF BURY
(County of Compton)

Issue of bonds for \$118,000 at 4, 4½, 4¾ and 5%, dated January 2nd, 1953 and payable serially until January 2nd, 1973 (Loan resolution dated November 24th, 1952).

Public notice is hereby given that the Protestant School Commissioners for the Municipality of Bury, county of Compton, will redeem in anticipation, at par, on January 2nd, 1956, in conformity with a redemption clause inserted in the loan resolution and reproduced on the bonds, the following bonds:

Year 1969 — \$1,500: 1 x \$1,000 No. 23 and 1 x \$500 No. 43.

Year 1970 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 24 to 26 inclusively and 3 x \$500 Nos 44 to 46 inclusively.

Year 1971 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 27 to 29 inclusively and 3 x \$500 Nos 47 to 49 inclusively.

Year 1972 — \$4,500: 3 x \$1,000 Nos 30 to 32 inclusively and 3 x \$500 Nos 50 to 52 inclusively.

Year 1973 — \$5,000: 3 x \$1,000 Nos 33 to 35 inclusively and 4 x \$500 Nos 53 to 56 inclusively.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until January 2nd, 1956 upon presentation and surrender of same, together with, thereto attached, all interest coupons maturing after January 2nd, 1956, at the office of the Bank of Montreal, in Montreal, Quebec, or Bury or Toronto, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from January 2nd, 1956.

Given at Bury, county of Compton, this 26th of September 1955.

True certified copy.

D. HOPKINS,
Secretary-Treasurer.

Notice of Partial Redemption

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN
OF RICHMOND
(County of Richmond)

An issue of \$80,000 at 4% dated the first day of July 1951, maturing serially up to July first 1971 (Resolution dated May 29th, 1950).

Public notice is hereby given that the Catholic School Commissioners for the Municipality of

palité de la ville de Richmond, comté de Richmond, rachèteront par anticipation, au pair, le 1er janvier 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt et reproduite sur les obligations, les obligations ci-après désignées:

- 1er juillet 1968 — 2 x \$500 Nos 33 et 34 et 1 x \$1,000 N° 54;
- 1er juillet 1969 — 4 x \$500 Nos 35, 36, 37 et 38 et 1 x \$1,000 N° 55;
- 1er juillet 1970 — 4 x \$500 Nos 39, 40, 41 et 42 et 1 x \$1,000 N° 56;
- 1er juillet 1971 — 4 x \$500 Nos 43, 44, 45 et 46 et 1 x \$1,000 N° 57.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er janvier 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1956 attachés, au bureau de la Banque de Montréal à Montréal, à Québec ou à Richmond, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1956.

Donné à Richmond, ce 5ème jour d'octobre 1955.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) JEAN-PAUL BROUILLETTE,
41056-o

(P.G. 50591-53)
CROUSE-HINDS (QUEBEC) LIMITED

Règlement spécial "D"

Augmentation du nombre des directeurs

Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie que:

1° Le règlement spécial "A" de la compagnie, fixant le nombre des directeurs, soit et il est, par les présentes, amendé en y rayant le mot "cinq" et y substituant le mot "neuf", de manière que ledit règlement se lise comme suit:

"Jusqu'à ce qu'il y ait changement, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le bureau de direction sera composé de neuf directeurs".

Passé ce 11e jour d'août 1955, A.D.
(Sceau) Le Président,
C. G. MCGREEVY,
Le Secrétaire,
C. F. GRAHAM.
41084

(P.G. 11011-55)
LA SOCIÉTÉ DES ÉDITIONS LE RÉVEIL LIMITÉE

Règlement N° 3

(augmentant le nombre des directeurs de trois à sept).

"Il est statué par le Règlement N° 3:
"Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept membres, dont quatre constitueront le quorum requis à toute assemblée des directeurs."

Certifié vraie copie.
Le Secrétaire,
ADRIENNE BOUCHARD.
41087-o

the Town of Richmond, county of Richmond, shall redeem by anticipation, at par, on January 1st., 1956, by virtue of a redemption clause inserted in the loan resolution and reproduced on the bonds, the hereinafter designated bonds:

- July 1st., 1968 — 2 x \$500 Nos 33 and 34 and 1 x \$1,000 No. 54;
- July 1st., 1969 — 4 x \$500 Nos 35, 36, 37 and 38 and 1 x \$1,000 No. 55;
- July 1st., 1970 — 4 x \$500 Nos 39, 40, 41 and 42 and 1 x \$1,000 No. 56;
- July 1st., 1971 — 4 x \$500 Nos 43, 44, 45 and 46 and 1 x \$1,000 No. 57.

The said bonds shall become due and payable and shall be payable and redeemed, capital and interest, on the date mentioned hereinabove, in legal currency of Canada, with accrued interest up to January 1st., 1956, upon presentation and surrender thereof, with all interest coupons maturing after January 1st., 1956 attached thereto, at the office of the Bank of Montreal, in Montreal, Quebec or Richmond, according to the holder's choice.

The said bonds shall cease to bear interest as from January 1st., 1956.

Given at Richmond, this 5th., day of October 1955.

Certified true copy.
(Signed) JEAN-PAUL BROUILLETTE,
Secretary-Treasurer.
41056

(A.G. 50591-53)
CROUSE-HINDS (QUEBEC) LIMITED

Special By-law "D"

Increasing number of Directors

Be it enacted as a by-law of the Company that:

1. Special By-law "A" of the Company fixing the number of the Directors, be and the name is hereby amended by deleting the word "five" therefrom and substituting in lieu thereof the word "nine" so that the said by-law shall read as follows:

"Until changed in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, the Board of Directors shall consist of nine Directors."

Passed this 11th day of August, A.D. 1955.
(Seal) C. G. MCGREEVY,
President,
C. F. GRAHAM,
Secretary.
41084-o

(A.G. 11011-55)
LA SOCIÉTÉ DES ÉDITIONS LE RÉVEIL LIMITÉE

By-law No. 3

(increasing the number of its Directors from three to seven).

"It is enacted by By-law No. 3:
"The affairs of the Company shall be administered by a Board of Directors composed of seven members, four of whom shall constitute the quorum required at any meeting of the Directors."

Certified true copy.
ADRIENNE BOUCHARD,
Secretary.
41087

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National Catholique des Employés en Photographie de la Région des Trois-Rivières", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt octobre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41088-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie", en date du vingt-quatre mai 1955, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41085-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 14389-52)

LA COMPAGNIE F. X. DROLET

Règlement N° 80

"Le nombre des directeurs de la Cie F. X. Drolet est par les présentes augmenté de trois à sept membres."

Québec, le 6 octobre 1955.
Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
41086-o PAUL DROLET.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des Syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le vingt-sept octobre 1955, la fin de l'existence corporative du "Syndicat National Catholique des Employés de Magasin Inc., de St-Hyacinthe", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 13 septembre 1943, avec siège social à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-sept octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41094-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12313-55)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 22 octobre 1955, approuvé les règlements généraux de "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique des Employés en Photographie de la Région des Trois-Rivières", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October twentieth 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
41088 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie", under date May twenty-four, 1955, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41085 Under Secretary of the Province.

(A.G. 14389-52)

LA COMPAGNIE F. X. DROLET

By-law No. 80

"The number of directors of La Compagnie F. X. Drolet is hereby increased from three to seven."

Quebec, October 6th, 1955.
Certified true copy.

41086 PAUL DROLET,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Not ce is given that, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added thereto by Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary enacted on the twenty-seventh day of October 1955, the termination of the corporate existence of "Syndicat National Catholique des Employés de Magasin Inc., de St-Hyacinthe", whereof the constitution as a professional syndicate had been authorized on September 13th, 1943, with head office at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-seventh day of October 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41094 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12313-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-Laws of "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins", as adopted at the meeting held on September 29th, 1955, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on

29e jour de septembre 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 25e jour d'octobre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41095 JEAN BRUCHÉSI.

October 22nd, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41095-o Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le trente et un octobre 1955, le changement de nom de "La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation", dont la constitution en fédération de syndicats professionnels a été autorisée le 4 octobre 1955, avec siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, en celui de "La Fédération du Détail et des Services du Québec — The Quebec Federation of Detail and Service Organization", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, ch. 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le deux novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41096-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on October thirty-first, 1955, the change of name of "La Fédération des Détaillants du Québec — The Province of Quebec Retailers' Federation", whose incorporation into a federation of professional syndicates has been authorized on October 4th, 1955, with head office at Montreal, judicial district of Montreal, into that of "La Fédération du Détail et des Services du Québec — The Quebec Federation of Retail and Service Organizations", and such pursuant to the provisions of section 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, ch. 162).

Given at the office of the Provincial Secretary on November second, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41096 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AMUSEMENTS REALTY CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Amusements Realty Corporation", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'octobre 1955.

Le Secrétaire,
41067 SARAH MILLER.

Charters — Surrender of

AMUSEMENTS REALTY CORPORATION

Notice is hereby given that "Amusements Realty Corporation", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 28th day of October, 1955.

SARAH MILLER,
41067-o Secretary.

GRENON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie Grenon Construction Company Limited demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 27 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
41068-o DESPAROIS & MAILLET.

GRENON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that Grenon Construction Company Limited in conformity with the Quebec Companies' Act will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, October 27th, 1955.

DESPAROIS & MAILLET,
41068-o Attorneys for Petitioner.

Département de l'Instruction Publique

N° 1677-53.

Québec, le 25 octobre, 1955.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lochaber, dans le comté de Papineau, à celui du village de Thurso, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41058-44-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1677-53.

Quebec, October 25th, 1955.

Application has been made to annex, for Catholic ratepayers only, the present territory of the School Municipality of Lochaber, in the county of Papineau, to that of the village of Thurso, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
41058-44-2 Superintendent of Education.

N° 1127-55.

Québec, le 25 octobre, 1955.

Demande est faite de former une nouvelle municipalité scolaire, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de St-Anicet, dans le comté de Huntingdon" qui comprendra le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Anicet N° 1, St-Anicet N° 2, Port-Lewis, Côte St-Charles et Cazaville, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41059-44-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1127-55.

Quebec, October 25th, 1955.

Application is made to form a new school municipality for the Catholic ratepayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of St-Anicet, in the county of Huntingdon", which will be comprised of the present territory in the school municipalities of St-Anicet, No. 1, St-Anicet No. 2, Port Lewis, Côte St. Charles and Cazaville, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 6-1 à 6-85 rang XI, S.O.C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

41090-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Chicoutimi registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 6-1 to 6-85 range XI S.W.C.S. are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 25th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

41090-o

AVIS

Cadastre officiel du village de Como division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 60-2 à 60-6, 61-32 à 61-35 et partie du lot 60-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

41090-o

NOTICE

Official cadastre of the village of Como registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 60-2 to 60-6, 61-32 to 61-35 and part of lot 60-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 27th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

41090-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (Cité de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 320-1-23, 320-1-31 et 320-1-32 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

41090-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foye (city of Ste. Foy) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 320-1-23, 320-1-31 and 320-1-32 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 26th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

41090-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 170-1 à 170-159 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

41090-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Hubert registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 170-1 to 170-159 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 26th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

41090-o

Liquidation, avis de:

Winding up Notice:

SYNDICAT DE TRAVAIL D'AUTHIER
(1941, S.R.Q., ch. 290)

SYNDICAT DE TRAVAIL D'AUTHIER
(1941, R.S.Q., chap. 290)

Avis de dissolution

Notice of dissolution

Avis public est par les présentes donné d'une résolution adoptée à l'unanimité, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires du "Syndicat de Travail d'Authier", dûment convoquée selon les règlements et régulièrement tenue à Authier, le 19 juin 1955.

Public notice is hereby given of a resolution unanimously adopted at a special general meeting of members of the "Syndicat de Travail d'Authier", duly called according to regulations and regularly held at Authier, the 19th day of June 1955.

Ladite résolution décrétant:

Said resolution enacting:

1. La dissolution et la liquidation volontaire du "Syndicat de Travail d'Authier," sous le régime de la Loi de la Liquidation volontaire des Compagnies à Fonds social (1941, S.R.Q., ch. 278);

1. The dissolution and winding-up voluntarily of the "Syndicat de Travail d'Authier", under the Winding-up Act (1941, S.R.Q., chap. 278);

2. La nomination de monsieur Antonio Boissonneault, aux fonctions de liquidateur.

2. The appointment of Mr. Antonio Boissonneault as liquidator.

Donné à Authier, district d'Abitibi, ce sixième (6e) jour d'octobre 1955.

Given at Authier, district of Abitibi, this sixth (6th) day of October 1955.

Le Liquidateur,
41069-o ANTONIO BOISSONNEAULT.

ANTONIO BOISSONNEAULT,
41069 Liquidator.

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est donné, par les présentes, que "General Security Assurance Corporation of New York", enregistrée sous le numéro 563, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2394 qui l'autorise, à compter du 23 septembre 1955, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile et accessoirement — accident; Biens immobiliers; Biens mobiliers; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; transport intérieur.

Notice is hereby given that "General Security Assurance Corporation of New York" registered under number 563, has obtained the license and certificate of registry number 2394 authorizing it, as from the 23rd of September 1955, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, wind-storm; Automobile and supplementary thereto — accident; Employers' liability; Inland transportation; Personal property; Public liability; Real property.

Le siège social de la compagnie est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique.

The head office of the company is situated at New York, State of New York, United States of America.

La compagnie a nommé monsieur Anselme Samoisette, O.B.E., 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Anselme Samoisette, O.B.E., 261 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 22 octobre 1955.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 22nd of October 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

40993-43-2-o

40993-43-2-o

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names appear below, to wit:

Québec, le 28 septembre 1955.

MM. Philippe-Ernest Beauchemin et Roland Bergeron, avocats, membres du Barreau de la province de Québec, domiciliés et pratiquant dans la ville de Roberval: conseils en loi de la Reine.

Québec, le 13 octobre 1955.

M. Jean-Paul Cardinal, avocat, membre du Barreau de la province, domicilié et pratiquant dans la cité de Montréal: conseil en loi de la Reine.

41049-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 19 octobre 1955.

M. Gérard LeMay, avocat, conseil en loi de la Reine, de la cité de Québec: nommé en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires, à compter du 1er novembre 1955, juge de district avec juridiction dans toute la province de Québec, mais particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans ladite province, selon l'article 21 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de "magistrat" ou sous celui de "magistrat de district", ledit monsieur Gérard LeMay, vu sa présente nomination par le Lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant en outre autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 1er novembre 1955, la juridiction d'un magistrat sous la Partie XVI de ce Code criminel.

41049-o

Quebec, September 28, 1955.

Messrs. Philippe-Ernest Beauchemin and Roland Bergeron, advocates, members of the Bar of the province of Quebec, domiciled and practicing in the town of Roberval: Queen's Counsel.

Quebec, October 13, 1955-

Mr. Jean-Paul Cardinal, advocate, member of the Bar of the Province of Quebec, domiciled and practicing in the City of Montreal: Queen's Counsel.

41049

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, October 19th, 1955.

Mr. Gérard LeMay, advocate, Queen's Counsel, of the city of Quebec: appointed, under article 267 of the Judicial Courts Act, from and after November 1st, 1955, District Judge with jurisdiction in the whole of the Province of Quebec but especially, and without restriction, in the judicial district of Quebec and to act, in the said Province, according to Article 21 of the Act 1-2 Elizabeth II, Chapter 29, as District Magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the acts of the Parliament of Canada to the District Magistrates, that these jurisdictions be attributed to them under the title of "Magistrate" or under that of "District Magistrate", the said Mr. Gérard LeMay, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as District Judge, being moreover authorized to operate under the authority of paragraph b) of Article 466 of the Criminal Code, from and after November 1st, 1955, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of this Criminal Code.

41049

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great

le grand sceau de la province de Québec.

Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-0 ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Québec

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

SALUT:

GREETING:

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN. } A T E N D U QU'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Egan-Sud, dans le comté municipal de Gatineau, et de l'annexer à la municipalité du village de Maniwaki, dans le même comté municipal;

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } W H E R E A S a petition has been submitted to Us requesting that the territory hereinafter described be detached from the municipality of Egan-south, in the municipal county of Gatineau and to annex it to the municipality of the village of Maniwaki, in the same municipal county;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1955, portant le numéro 1019, et conformément aux dispositions du Code municipal de notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons, par les présentes,

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated September 22nd, 1955, bearing number 1019, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by these presents,

QUE le territoire suivant, à savoir:

THAT the following territory, to wit:

Un territoire situé dans le canton de Egan, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots originaux 1 et 2 du rang A, avec le côté nord-ouest d'un chemin public; de là, passant successivement par les lignes et démarcation suivantes: ledit côté nord ouest du chemin public en allant vers le nord-est sur une distance de mille dix-huit pieds (1018'); une perpendiculaire audit côté nord-ouest du dit chemin public en allant vers le sud-est jusqu'au côté ouest de la route nationale N° 11; une perpendiculaire audit côté

A territory situate in the twosnhip of Egan comprising, with reference to the official cadastre of the said township, all lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water-courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from a point of intersection from the prolongation of the dividing line of the original lots 1 and 2 of range A with the northwest side of a public road; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the said northwest side of the public road going awards the northeast upon a distance of one thousand eighteen feet (1018'); a perpendicular line on the said northwest side of the said public road going toward the southeast to the west side of the national highway No. 11; a perpendicular line

ouest et traversant ladite route jusqu'à son côté est; le lit côté est de ladite route en allant vers le sud sur une distance approximative de deux cent soixante-quinze pieds (275') jusqu'à la ligne nord du lot de subdivision 1-1 du rang I; cette dernière ligne et la ligne nord des lots de subdivision 1-3, 1-4, 1-5, 1-6, 1-7, 1-8, 1-9 et 1-10; la ligne est du lot de subdivision 1-10 prolongée jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I; la ligne est du lot de subdivision 1-53 (une rue) et enfin ladite ligne séparative des lots originaires 1 et 2 du rang A et son prolongement jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Egan-sud, dans le comté municipal de Gatineau, et sera annexé à la municipalité du village de Maniwaki, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne le quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

41049-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada, Province de Québec. [L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN, ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit des municipalités de la paroisse de Sainte-Félicité et de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, dans le comté municipal de Matane, et de l'ériger en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Petite-Matane", dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

of the said west side and crossing the said route to its east side; the said east side of the said route going towards the south upon an approximative distance of two hundred and seventy-five feet (275') to the north line of subdivision lot 1-1 of range I; this latter line and the north line of subdivision lots 1-3, 1-4, 1-5, 1-6, 1-7, 1-8, 1-9 and 1-10; the east line of subdivision lot 1-10 prolonged to the dividing line of ranges A and I; the east line of subdivision lot 1-53 (a street) and finally the said dividing line of original lots 1 and 2 of range A and its prolongation to the starting point;

which territory shall be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of Egan-South, in the municipal county of Gatineau, and shall be annexed to the municipality of the village of Maniwaki in the same municipal county.

THAT the present Proclamation shall enter into force on the first day of January, following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have cause these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

41049 Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Québec. [L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General, WHEREAS a request has been presented to Us for the purpose of detaching the territory hereinafter described from the municipalities of the parish of Saint Félicité and of the parish of Saint-Jérôme of Matane, in the municipal county of Matane and to erect it into a separate municipality, under the name of "Municipality of Petite-Matane", in the same municipal county;

WHEREAS all prescribed legal formalities concerning same have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

ATTENDU QU'EN VERTU DE l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1955, portant le numéro 1092, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Matane comprenant, en référence aux cadastres officiels de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane et de la paroisse de Sainte-Félicité, tous les lots ou partie de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne séparative des lots 10 et 11 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Félicité; de là, successivement, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Félicité, ladite ligne séparative des lots 10 et 11 jusqu'au chemin de front du rang I; l'axe de la route passant entre les lots 11 et 47 d'un côté et les lots 10, 49 et 48 de l'autre côté; l'axe du chemin entre les rangs II et III en front des lots 72, 71, 70, 69, 68, 67 et 66; l'axe d'une route entre les lots 65 et 66 traversant le lot 65 et continuant sur le milieu en largeur du lot 131 jusqu'à la ligne séparant la seigneurie de Matane du canton de Saint-Denis; ladite ligne séparative de la seigneurie de Matane du canton de Saint-Denis en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 593 et 594 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane; puis en référence audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, ladite ligne séparative des lots 593 et 594; la ligne séparative des rangs III et IV en allant vers l'ouest; la ligne séparative des lots 517 et 518; la ligne séparative des rangs II et III en allant vers l'est; la ligne séparative des lots 429 et 430 et des lots 52 et 53 jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent et enfin ladite rive du fleuve Saint-Laurent en la suivant vers l'est jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché des municipalités de la paroisse de Sainte-Félicité et de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, dans le comté municipal de Matane, et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Petite-Matane", dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated October 13th, 1955, bearing number 1092, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact by these presents,

THAT the following territory, to wit:

A territory situate in the Seigneurie of Matane comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Saint Jérôme de Matane and of the parish of Saint Félicité, all the lots or part of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, rivers, water-courses or part thereof, enclosed with the following limits, to wit: starting from the point of intersection from the shore of the Saint-Lawrence with the dividing line of lots 10 and 11 of the official cadastre of the parish of Saint Félicité; thence, successively, with reference to the official cadastre of the parish of Saint Félicité, the said dividing line of lots 10 and 11 to the road fronting range I; the axis of the passing route between lots 11 and 47 on one side and lots 10, 49 and 48 on the other side; the axis of the road between ranges II and III in front of lots 72, 71, 70, 69, 68, 67 and 66; the axis of a route between lots 65 and 66 crossing lot 66 and continuing in the middle of the width of the lot 131 to the line dividing the Seigneurie of Matane from the township of Saint Denis; the said dividing line of the Seigneurie of Matane from the township of Saint Denis going towards the southwest to the dividing line of lots 593 and 594 of the official cadastre of the parish of Saint Jérôme de Matane; then, with reference to the said official cadastre of the parish of St. Jérôme de Matane, the said dividing line of lots 593 and 594; the dividing line of ranges III and IV going toward the west; the dividing line of lots 517 and 518; the dividing line of ranges II and III going towards the east; the dividing line of lots 429 and 430 and of lots 52 and 53 to the shore of the Saint Lawrence River and finally the said shore of the Saint Lawrence River by following it towards the east to the starting point;

which territory shall, as from the first day of January following the date of publication of this publication in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipalities of the parish of Saint Félicité and from the parish of Saint Jérôme de Matane, in the municipal county of Matane, and shall be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Petite-Matane", in the same municipal county.

THAT this Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twen-

Québec, ce vingt-septième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
41049-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, dans le comté municipal de Labelle, et de l'annexer à la municipalité du canton de Joly, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1955, portant le numéro 1019, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons, par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Joly, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, lacs, cours d'eau avec les îles qui s'y trouvent, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs A et N avec la rive sud du Lac Caribou; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la rive sud du lac Caribou et de la passe entre ce lac et le lac Castor; la rive nord et la rive est du lac Castor; la rive est du lac La-Mine jusqu'à la ligne séparative des rangs M et N; cette dernière ligne étant une ligne brisée limitant à l'est les lots 19, 18 et 17 du rang N, séparant le lot 17a rang M du lot 16c rang N et limitant à l'est les lots 16c, 15c, 14b et 13 du rang N; la ligne séparant le lot 12i rang A du lot 13 rang N; et enfin la ligne séparative des rangs A et N en allant vers le nord jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, dans le comté municipal de Labelle,

ty-seventh day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
41049 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS a request has been submitted to Us for the purpose of detaching the territory hereinafter described of the municipality of Lac-Tremblant-Nord, in the municipal county of Labelle, and to annex it to the municipality of the township of Joly, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS, under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January, following the date of this publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated September 22nd, 1955, bearing number 1019, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by these presents,

THAT the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Joly, comprising, with reference to the official cadastre of the said township, all lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, lakes, water-courses, with the islands to be found therein, or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the dividing line of ranges A and N with the south shore of Lake Caribou; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the south shore of Lake Caribou and the pass between this lake and Lake Castor; the north shore and the east shore of Lake Castor; the East shore of Lake La-Mine to the dividing line of ranges M and N; this latter line being a broken line limiting on the east lots 19, 18 and 17 of range N, separating lot 17a range M from lot 16c range N and limiting on the East lots 16c, 15c, 14b and 13 of range N; the line dividing lot 12i range A of lot 13, range N; and finally the dividing line of ranges A and N going towards the North to the starting point;

which the territory shall, from and after the first day of January following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of Lac-Tremblant-Nord, in the muni-

et sera annexé à la municipalité du canton de Joly, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
41049-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec,
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada, et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN. { ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après

décrit de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, dans le comté municipal de Saint-Hyacinthe, et de l'annexer à la municipalité du village de La Providence, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1955, portant le numéro 1092, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec Nous déclarons et décrétons par les présentes; QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, le lot 105 et ses subdivisions présentes et futures, et dont les limites sont: au nord-est, la ligne nord-est du lot 105 (partie non subdivisée); au sud-est, la

municipal county of Labelle, and shall be annexed to the municipality of the township of Joly, in the same municipal county.

THAT the present Proclamation shall enter into force on the first day of January, following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

41049 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec,
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. { WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the Municipality

of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, in the Municipal county of Saint Hyacinthe, in order that it be annexed to the Municipality of the village of La Providence, in the same Municipal County;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated October 13th, 1955, bearing number 1092 and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact.

THAT the following territory, to wit: A territory presently forming part of the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, comprising, with reference to the official cadastre of the said parish, lot 105 and its present and future subdivisions, of which the boundaries are: northeasterly, the northeast line of lot 105 (non-subdivided part); southeast-

ligne sud-est du lot 105 (partie non subdivisée) et des lots de subdivision 105-1 et 105-2; au sud-ouest, la ligne sud-ouest du lot de subdivision 105-2; vers le nord-ouest, la rive sud-est de la rivière Yamaska;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, dans le comté municipal de Saint-Hyacinthe, et sera annexé à la municipalité du village de La Providence, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne le quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

41049-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

SALUT:

L'Assistant-procureur
général,

C. E. CANTIN

crit de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le comté municipale de Napierville, et de l'annexer à la municipalité du village de Napierville dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1955, portant le numéro 1019, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons, par les présentes,

erly, the southeast line of lot 105 (non-subdivided part) and subdivision lots 105-1 and 105-2; southwesterly, the southwest line of subdivision lot 105-2; northwesterly, the southeast bank of the Yamaska River;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the Municipality of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, in the Municipal County of Saint Hyacinthe, and annexed to the Municipality of the village of La Providence, in the same Municipal County.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

41049

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

PROCLAMATION

GREETING:

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory, hereinafter described, of the municipality of the parish of Saint Cyprien-de-Léry, in the municipal county of Napierville, and to annex it to the village municipality of Napierville, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated September 22nd, 1955, bearing number 1019, and pursuant to the provisions of the municipal Code of our Province of Quebec, We hereby declare and enact

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cyprien, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur l'axe de la rivière Montréal dans le prolongement de la ligne nord-est du lot 85; de là, successivement, les ou parties des lignes et démarcations suivantes: ledit prolongement et la dite ligne nord-est du lot 85; la ligne nord-ouest du même lot; la ligne séparative des lots 86 et 92 prolongée à travers la rue Saint-Nicolas ou Chemin-du-Bas-de-la-Rivière-Côté-Nord; le côté nord-ouest de ladite rue Saint-Nicolas en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 89 et 90 à travers ladite rue Saint-Nicolas; ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 89 et 90 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Montréal et enfin ledit axe de la rivière Montréal en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le comté municipal de Napierville, et sera annexé à la municipalité du village de Napierville, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

41049-0 Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

SALUT:

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. { ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après dé-

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Saint Cyprien-de-Léry, comprising with reference to the official cadastre of the parish of Saint Cyprien, lots or parts thereof and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, rivers, water streams or parts thereof, included within the following boundaries, to wit: commencing at a point of the axis of the Montreal River in the prolongation of the northeast line of lot 85; thence, successively, the following lines or parts thereof and demarcations: the said prolongation and the said northeast line of lot 85; the northwest line of the same lot; the dividing line of lots 86 and 92 extended across Saint Nicolas Street or Chemin-du-Bas-de-la-Rivière-Côté-Nord; the northwesterly line of said Nicolas street in northeasterly direction as far as the prolongation of the dividing line of lots 89 and 90 across said Nicolas Street; the said prolongation of the said diving line of lots 89 and 90 extending as far as the axis of the Montreal River and finally the said axis of the Montreal River in a southwesterly direction as far as the point of commencement;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint Cyprien-de-Léry, in the municipal county of Napierville, and shall be annexed to the municipality of the village of Napierville, in the same municipal county.

THAT this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By command,

41049 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland the the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

PROCLAMATION

GREETING:

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that the territory hereinafter described be de-

crit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, dans le comté municipal de Chambly, et de l'annexer à la municipalité du village de Boucherville, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1955, portant le numéro 1092, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes;

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire, situé dans la seigneurie de Boucherville, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne nord-est du lot 1; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne nord-est du lot 1; la ligne sud-est des lots 1 et 2; la ligne séparative des lots 3 et 104; l'axe d'un ruisseau limitant au sud-est les lots 3 et 4; la ligne séparative des lots 4 et 91; la ligne sud-est du lot 10; la ligne séparative des lots 11 et 91; l'axe d'un ruisseau limitant au sud-est les lots 11, 12, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29 et 30; la ligne séparative des lots 31 et 76; l'axe d'un ruisseau séparant le lot 31 du lot 121; la ligne séparative des lots 31 et 75; la ligne sud-est des lots 32 et 34 prolongée à travers un chemin public; le côté sud-ouest dudit chemin public faisant la ligne nord-est du lot 70; la ligne sud-est des lots 35, 36, 37 et 38; la ligne séparative des lots 39 et 66; la ligne sud-est des lots 39 et 40; la ligne séparative des lots 40 et 63; la ligne sud-est des lots 41, 42, 43, 44 et 45; le côté sud-est d'un chemin limitant au nord-ouest les lots 56, 53, 52 et 51; la ligne sud-ouest du lot 50; la rive du fleuve Saint-Laurent en allant vers le nord-est jusqu'au côté nord-est d'un chemin public au nord-est du lot 35 puis suivant les limites actuelles du village de Boucherville; ledit côté nord-est dudit chemin public; la ligne nord-ouest des lots 34, 33, 32, 31 et 30; la ligne sud-ouest du lot 29 jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent puis laissant les limites actuelles du village de Boucherville, la rive du fleuve Saint-Laurent en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, dans le comté municipal de Chambly, et sera annexé à la municipalité du village de Boucherville, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

tached from the municipality of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, in the municipal county of Chambly, and to annex it to the municipality of the village of Boucherville, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 13th, 1955, bearing number 1092 pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact by these presents;

THAT the following territory, to wit:

A territory situate in the seigniory of Boucherville, presently forming part of the municipality of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, comprising, with reference to the official cadastre of the said parish lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, railway right-of-way, rivers, water-courses or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from a point of intersection from the shore of the Saint-Lawrence River, with the northeasterly line of lot 1; thence, passing successively by the following lines and demarcations; the said northeasterly line of lot 1; the southeasterly line of lots 1 and 2; the dividing line of lots 3 and 104; the axis of a brook limiting on the southeast lots 3 and 4; the dividing line of lots 4 and 91; the southeasterly line of lot 10; the dividing line of lots 11 and 91; the axis of a brook limiting on the southeast lots 11, 12, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29 and 30; the dividing line of lots 31 and 76; the axis of a brook dividing lot 31 from lot 121; the dividing line of lots 31 and 75; the southeast line of lots 32 and 34 prolonged through a public road; the southwest side of the said public road forming the northeast line of lot 70; the southeast line of lots 35, 36, 37 and 38; the dividing line of lots 39 and 66; the southeast line of lots 39 and 40; the dividing line of lots 40 and 63; the southeast line of lots 41, 42, 43, 44 and 45; the southeast side of a road limiting on the northwest lots 56, 53, 52 and 51; the southwest line of lot 50; the shore of the St-Lawrence River going towards the northeast as far as the northeast side of a public road on the northeast of lot 35 then following the present limits of the village of Boucherville; the said northeast side of the said public road; the northerly side of lots 34, 33, 32, 31 and 30; the southwesterly line of lot 29 as far as the shore of the St-Lawrence then leaving the present limits of the village of Boucherville, the shore of the Saint-Lawrence River going towards the northeast to the starting point;

which territory shall, from and after January first following the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, in the municipal county of Chambly and shall be annexed to the municipality of the village of Boucherville, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall enter into force as from January first following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

41049-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous à été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, dans le comté municipal de Joliette, et de l'ériger en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare", dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1955, portant le numéro 1092, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Kildare comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Kildare et de Rawdon avec la ligne séparative des rangs XI et XII du canton de Kildare; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la dite ligne séparative des rangs XI et XII prolongée jusqu'à l'axe du lac des Français; ledit

ALL OF WHICH Our loving subject and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-five in fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

41049

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these Presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described of the municipality of the parish of Saint Ambroise-de-Kildare, in the municipal county of Joliette, and to erect it into a separate municipality, under the name of "Municipality of Sainte Marcelline-de-Kildare", in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated October 13th, 1955, bearing number 1092, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact,

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the township of Kildare, comprising with reference to the official cadastre of the parish of Saint Ambroise-de-Kildare, the lots and their present and future subdivisions, as well as roads, rivers, lakes, streams or parts thereof, included within the following limits, to wit: commencing at the point of intersection of the dividing line of the townships of Kildare and Rawdon with the dividing line of ranges XI and XII of the township of Kildare; thence, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of ranges XI and XII extending as far as the axis of Lac des Français; the

axe du lac des Français jusqu'au prolongement de la ligne séparant le rang XII du canton de Kildare du rang I de l'augmentation de Kildare; ce dernier prolongement et cette dernière ligne en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 565; ladite ligne nord-est du lot 565; la ligne séparative des XI et XII jusqu'à la ligne nord-est du lot 568; cette dernière ligne et la ligne nord-est des lots 483, 482 et 481; la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Kildare en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons de Kildare et de Rawdon et enfin cette dernière ligne en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, dans le comté municipal de Joliette; et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare", dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
41049-o JEAN BRUCHÉSI.

Siège social

GEORGES OF DEAUVILLE LTD

Avis de situation du siège social

Avis est donné que "Georges of Deauville Ltd", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 24e jour d'août 1955, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 1538 ouest, rue Sherbrooke.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 9e jour de septembre 1955.

41057 Le Président,
ARTHUR LEUS.

said axis of Lac des Français as far as the prolongation of the line dividing range XII of the township of Kildare from range I of the augmentation of Kildare this latter prolongation and the said line in a northeasterly direction as far as the northeast line of lot 565; the said northeast line of lot 565; the dividing line of ranges XI and XII as far as the northeast line of lot 568; this latter line and the northeast line of lots 483, 482 and 481; the dividing line of ranges VIII and IX of the township of Kildare in a southwesterly direction as far as the dividing line of the townships of Kildare and Rawdon and finally this latter line northwestwards as far as the point of commencement;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint Ambroise-de-Kildare, in the Municipal county of Joliette, and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Sainte Marcelline-de-Kildare", in the same Municipal county.

THAT this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By command,

41049 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Head Office

GEORGES OF DEAUVILLE LTD

Notice of the situation of the head office

Notice is hereby given that "Georges of Deauville Ltd," a company incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 24th day of August 1955, and having its head office in the city of Montreal in the district of Montreal has established its office at No. 1538 Sherbrooke street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of September 1955.

41057-o ARTHUR LEUS,
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

PAROISSE DE STE-BRIGITTE-DE-LAVAL
(Comté de Montmorency No. 1)

PARISH OF ST. BRIGITTE-DE-LAVAL
(County of Montmorency No. 1)

* Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Beaudoin, secrétaire-trésorier, Laval, comté de Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 novembre 1955, pour l'achat de \$120,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Brigitte-de-Laval, comté de Montmorency No. 1, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Beaudoin, Secretary-Treasurer, Laval, county of Montmorency, until 8 o'clock p.m., Monday, November 21st, 1955 for the purchase of an issue of \$120,000.00 of bonds of the parish of St. Brigitte-de-Laval, county of Montmorency No. 1, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements d'emprunt No. 32 — Travaux d'améliorations des chemins de rangs.

Loan By-law No. 32 — Improvement work on range roads.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:
Tableau d'amortissement — \$120,000.00 — 15 ans.

The table of redemption is as follows:
Table of redemption — \$120,000.00 — 15 years.

Année	Capital
1er décembre 1956	\$2,000.00
1er décembre 1957	2,000.00
1er décembre 1958	2,000.00
1er décembre 1959	2,500.00
1er décembre 1960	2,500.00
1er décembre 1961	2,500.00
1er décembre 1962	2,500.00
1er décembre 1963	2,500.00
1er décembre 1964	3,000.00
1er décembre 1965	3,000.00
1er décembre 1966	3,000.00
1er décembre 1967	3,000.00
1er décembre 1968	3,500.00
1er décembre 1969	3,500.00
1er décembre 1970	\$2,500.00

Year	Capital
December 1st, 1956	\$2,000.00
December 1st, 1957	2,000.00
December 1st, 1958	2,000.00
December 1st, 1959	2,500.00
December 1st, 1960	2,500.00
December 1st, 1961	2,500.00
December 1st, 1962	2,500.00
December 1st, 1963	2,500.00
December 1st, 1964	3,000.00
December 1st, 1965	3,000.00
December 1st, 1966	3,000.00
December 1st, 1967	3,000.00
December 1st, 1968	3,500.00
December 1st, 1969	3,500.00
December 1st, 1970	\$2,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or Quebec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Ste-Brigitte-de-Laval, comté de Montmorency No. 1.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 21st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, St. Brigitte-de-Laval, county of Montmorency No. 1.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Brigitte-de-Laval, (Comté de Montmorency No. 1), ce 3 novembre 1955.

St. Brigitte-de-Laval, (County of Montmorency No. 1), this November 3rd, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL BEAUDOIN.

JEAN-PAUL BEAUDOIN,
Secretary-Treasurer.

Laval,
(Comté de Montmorency), P. Q. 41101-o

Laval,
(County of Montmorency), P. Q. 41101

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-STANISLAS-DE-KOSTKA
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Théoret, secrétaire-trésorier, St-Stanislas-de-Kostka, comté de Beauharnois, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 novembre 1955, pour l'achat de \$80,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Stanislas-de-Kostka, comté de Beauharnois, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 31 août 1955 — Construction d'une école de 6 classes dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$80,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er décembre 1956..... x	\$ 9,000.00
1er décembre 1957..... x	9,500.00
1er décembre 1958..... x	10,000.00
1er décembre 1959..... x	10,500.00
1er décembre 1960..... x	11,000.00
1er décembre 1961.....	1,500.00
1er décembre 1962.....	1,500.00
1er décembre 1963.....	1,500.00
1er décembre 1964.....	1,500.00
1er décembre 1965.....	2,000.00
1er décembre 1966.....	2,000.00
1er décembre 1967.....	2,000.00
1er décembre 1968.....	2,000.00
1er décembre 1969.....	2,000.00
1er décembre 1970.....	2,000.00
1er décembre 1971.....	2,000.00
1er décembre 1972.....	2,500.00
1er décembre 1973.....	2,500.00
1er décembre 1974.....	2,500.00
1er décembre 1975.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$49,560, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$9,912 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Stanislas-de-Kostka, comté de Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Valleyfield ou à St-Stanislas-de-Kostka, comté de Beauharnois.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. STANISLAS-DE-KOSTKA
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Théoret, Secretary Treasurer, St. Stanislas de Kostka, county of Beauharnois, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 22nd, 1955, for the purchase of an issue of \$80,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Stanislas-de-Kostka, county of Beauharnois, dated December 1st., 1955, and redeemable serially from December 1st., 1956 to December 1st., 1975, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 31st, 1955 — Erection of a school of 6 classes in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$80,000.00 — 20 years.

Year	Capital
December 1st, 1956..... x	\$ 9,000.00
December 1st, 1957..... x	9,500.00
December 1st, 1958..... x	10,000.00
December 1st, 1959..... x	10,500.00
December 1st, 1960..... x	11,000.00
December 1st, 1961.....	1,500.00
December 1st, 1962.....	1,500.00
December 1st, 1963.....	1,500.00
December 1st, 1964.....	1,500.00
December 1st, 1965.....	2,000.00
December 1st, 1966.....	2,000.00
December 1st, 1967.....	2,000.00
December 1st, 1968.....	2,000.00
December 1st, 1969.....	2,000.00
December 1st, 1970.....	2,000.00
December 1st, 1971.....	2,000.00
December 1st, 1972.....	2,500.00
December 1st, 1973.....	2,500.00
December 1st, 1974.....	2,500.00
December 1st, 1975.....	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$49,560 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$9,912 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Stanislas-de-Kostka, county of Beauharnois.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Valleyfield ou St. Stanislas-de-Kostka, county of Beauharnois.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 novembre 1955, à 8 heures p.m., au sous-sol de l'église, St-Stanislas de-Kostka, comté de Beauharnois.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Stanislas-de-Kostka, (Comté de Beauharnois), ce 3 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND THÉORET.

St-Stanislas-de-Kostka,
(Comté de Beauharnois), P.Q. 41103-0

Province of Québec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Frank Radcliffe, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Montréal-Ouest, Qué. jusqu'à 8 heures p. m., lundi, le 21 novembre 1955 pour l'achat de \$310,000.00 d'obligations de la ville de Montréal-Ouest, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 194 — Travaux publics: d'égouts, d'aqueduc et terrain de jeux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$310,000.00—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1956	\$11,000.00
1er novembre 1957	11,000.00
1er novembre 1958	11,000.00
1er novembre 1959	12,500.00
1er novembre 1960	12,500.00
1er novembre 1961	12,500.00
1er novembre 1962	12,500.00
1er novembre 1963	14,000.00
1er novembre 1964	14,000.00
1er novembre 1965	15,500.00
1er novembre 1966	15,500.00
1er novembre 1967	15,500.00
1er novembre 1968	17,000.00
1er novembre 1969	17,000.00
1er novembre 1970	18,500.00
1er novembre 1971	18,500.00
1er novembre 1972	20,000.00
1er novembre 1973	20,000.00
1er novembre 1974	20,000.00
1er novembre 1975	21,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto ou à Montréal-Ouest.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November, 22nd 1955, at 8 o'clock p.m., in the basement of the Church St. Stanislas-de-Kostka, county of Beauharnois.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Stanislas-de-Kostka, (County of Beauharnois), this November 3rd, 1955.

RAYMOND THÉORET,
Secretary-Treasurer.

St. Stanislas-de-Kostka,
(County of Beauharnois), P.Q. 41103

Province of Québec

TOWN OF MONTREAL WEST

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Frank Radcliffe, Secretary-Treasurer, Town Hall, Montreal West, P.Q., until 8 o'clock p.m., Monday, November 21st, 1955, for the purchase of an issue of \$310,000.00 of bonds of the Town of Montreal West, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-Law No. 194 — Public works: sewers, waterworks, playgrounds.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follows.

Table of redemption — \$310,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1956	\$11,000.00
November 1st, 1957	11,000.00
November 1st, 1958	11,000.00
November 1st, 1959	12,500.00
November 1st, 1960	12,500.00
November 1st, 1961	12,500.00
November 1st, 1962	12,500.00
November 1st, 1963	14,000.00
November 1st, 1964	14,000.00
November 1st, 1965	15,500.00
November 1st, 1966	15,500.00
November 1st, 1967	15,500.00
November 1st, 1968	17,000.00
November 1st, 1969	17,000.00
November 1st, 1970	18,500.00
November 1st, 1971	18,500.00
November 1st, 1972	20,000.00
November 1st, 1973	20,000.00
November 1st, 1974	20,000.00
November 1st, 1975	21,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal West.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Toronto or Montreal West.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, Qué.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Ouest, ce 2 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANK RADCLIFFE.

Hôtel de Ville,
Montréal-Ouest, P.Q. 41098-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
DE GREENFIELD PARK
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, J. C. Savage, secrétaire-trésorier, 314 avenue Mercille, St-Lambert, comté de Chambly, jusqu'à 7.30 heures p.m., jeudi, le 24 novembre 1955, pour l'achat de \$83,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Greenfield Park (Chambly) datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 23 juin 1955 — Construction d'une résidence pour loger les religieuses à l'École St-Edmond et dépenses incidentes.

Pour fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$83,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1956.....	x \$10,000.00
1er septembre 1957.....	x 10,500.00
1er septembre 1958.....	x 11,000.00
1er septembre 1959.....	x 11,500.00
1er septembre 1960.....	2,000.00
1er septembre 1961.....	2,000.00
1er septembre 1962.....	2,000.00
1er septembre 1963.....	2,000.00
1er septembre 1964.....	2,000.00
1er septembre 1965.....	2,000.00
1er septembre 1966.....	2,500.00
1er septembre 1967.....	2,500.00
1er septembre 1968.....	2,500.00
1er septembre 1969.....	2,500.00
1er septembre 1970.....	2,500.00
1er septembre 1971.....	3,000.00
1er septembre 1972.....	3,000.00
1er septembre 1973.....	3,000.00
1er septembre 1974.....	3,000.00
1er septembre 1975.....	3,500.00

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 21st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Montreal West, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal West, this 2nd of November, 1955.

FRANK RADCLIFFE,
The Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Montreal West, P.Q. 41098-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN
OF GREENFIELD PARK
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. C. Savage, Secretary-Treasurer, 314 Mercille Avenue, St. Lambert, county of Chambly, until 7.30 o'clock p.m., Thursday, November 24th, 1955, for the purchase of an issue of \$83,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of Greenfield Park (Chambly), dated September 1st, 1955, and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 23rd, 1955 — Construction of a residence to house the Sisters, at St. Edmond school and incidental expenditures.

For the purposes of warding the issue only, computation of interest will be made as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$83,000.00 — 20 years.

Year	Capital
September 1st, 1956.....	x \$10,000.00
September 1st, 1957.....	x 10,500.00
September 1st, 1958.....	x 11,000.00
September 1st, 1959.....	x 11,500.00
September 1st, 1960.....	2,000.00
September 1st, 1961.....	2,000.00
September 1st, 1962.....	2,000.00
September 1st, 1963.....	2,000.00
September 1st, 1964.....	2,000.00
September 1st, 1965.....	2,000.00
September 1st, 1966.....	2,500.00
September 1st, 1967.....	2,500.00
September 1st, 1968.....	2,500.00
September 1st, 1969.....	2,500.00
September 1st, 1970.....	2,500.00
September 1st, 1971.....	3,000.00
September 1st, 1972.....	3,000.00
September 1st, 1973.....	3,000.00
September 1st, 1974.....	3,000.00
September 1st, 1975.....	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$40,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$10,000, chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou St-Lambert.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 24 novembre 1955, à 7.30 heures p.m., à l'École St-Edmond, rue Hubert, Greenfield Park, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, (Comté de Chambly), ce 2 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J. C. SAVAGE.

314, avenue Mercille,
St-Lambert,
(Comté de Chambly). 41100

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-GABRIEL
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Louis Roussel, secrétaire-trésorier, St-Gabriel, comté de Rimouski, jusqu'à 7 heures p. m., mercredi, le 23 novembre 1955, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gabriel, comté de Rimouski, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 juin 1955, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire de 5 classes dans l'arrondissement N° 6.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1956.....	\$x13,000.00
1er décembre 1957.....	x13,500.00
1er décembre 1958.....	x14,000.00
1er décembre 1959.....	1,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$40,000, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$10,000 each, from 1956 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Lambert.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Lambert.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, November 24th, 1955, at 7.30 o'clock p.m., at St. Edmond School, on Hubert Street, Greenfield Park, county of Chambly.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, (County of Chambly), this 2nd of November, 1955.

J. C. SAVAGE,
Secretary-Treasurer.

314 Mercille Avenue,
St. Lambert,
(County of Chambly), 41100-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-GABRIEL
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Roussel, secretary-Treasurer, St-Gabriel, county of Rimouski, until 7 o'clock p.m., Wednesday, November 23, 1955, for the purchase of an issue of \$60,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Gabriel, county of Rimouski, dated Dec. 1st, 1955, and redeemable serially from Dec. 1st, 1956 to Dec. 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and Dec. 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 17, 1955, as amended — Erection of an elementary school of 5 classrooms in district No. 6.

For purposes of adjudication, interest shall be calculated as from Dec. 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$60,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1956.....	\$x13,000.00
December 1st, 1957.....	x13,500.00
December 1st, 1958.....	x14,000.00
December 1st, 1959.....	1,000.00

1er décembre 1960.....	1,000.00	December 1st, 1960.....	1,000.00
1er décembre 1961.....	1,000.00	December 1st, 1961.....	1,000.00
1er décembre 1962.....	1,000.00	December 1st, 1962.....	1,000.00
1er décembre 1963.....	1,000.00	December 1st, 1963.....	1,000.00
1er décembre 1964.....	1,000.00	December 1st, 1964.....	1,000.00
1er décembre 1965.....	1,000.00	December 1st, 1965.....	1,000.00
1er décembre 1966.....	1,000.00	December 1st, 1966.....	1,000.00
1er décembre 1967.....	1,000.00	December 1st, 1967.....	1,000.00
1er décembre 1968.....	1,000.00	December 1st, 1968.....	1,000.00
1er décembre 1969.....	1,000.00	December 1st, 1969.....	1,000.00
1er décembre 1970.....	1,000.00	December 1st, 1970.....	1,000.00
1er décembre 1971.....	1,500.00	December 1st, 1971.....	1,500.00
1er décembre 1972.....	1,500.00	December 1st, 1972.....	1,500.00
1er décembre 1973.....	1,500.00	December 1st, 1973.....	1,500.00
1er décembre 1974.....	1,500.00	December 1st, 1974.....	1,500.00
1er décembre 1975.....	1,500.00	December 1st, 1975.....	1,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$41,576.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$13,858.68 et les deux autres de \$13,858.66 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Gabriel.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Rimouski ou à St-Gabriel.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 23 novembre 1955, à 7 heures p.m., en l'école du village, St-Gabriel, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gabriel, (Comté de Rimouski), ce 3 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS ROUSSEL.

St-Gabriel,
(Comté de Rimouski), P.Q. 41102-0

Province de Québec

VILLAGE DE POINTE-À-GATINEAU
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Lamarche, secrétaire-trésorier, C.P. 400, Hôtel de Ville, Pointe-Gatineau, comté de Hull, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 novembre 1955, pour l'achat de \$47,000 d'obligations du village de Pointe-à-Gatineau, comté de Hull, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$41,576.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, the first of which is \$13,858.68 and the other two of \$13,858.66 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at, St-Gabriel.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, at Rimouski or at St-Gabriel.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, Nov. 23, 1955, at 7 o'clock p.m., at the village school, St-Gabriel, county of Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Gabriel (County of Rimouski), Nov. 3, 1955.

LOUIS ROUSSEL,
Secretary-Treasurer.

St-Gabriel,
(County of Rimouski), P.Q. 41102

Province of Quebec

VILLAGE OF POINTE-À-GATINEAU
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Lamarche, Secretary-Treasurer, P.O.B. 400, Town Hall, Pointe-à-Gatineau, county of Hull, until 8 o'clock p.m., Monday, November 21st, 1955, for the purchase of an issue of \$47,000 of bonds of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Hull, dated December 1st, 1955, and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1975, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may

taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.
Règlement d'emprunt N° 232 — Travaux d'aqueduc et d'égouts, construction de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$47,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1956	\$1,000.00
1er décembre 1957	1,000.00
1er décembre 1958	2,000.00
1er décembre 1959	2,000.00
1er décembre 1960	2,000.00
1er décembre 1961	2,000.00
1er décembre 1962	2,000.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,000.00
1er décembre 1965	2,000.00
1er décembre 1966	2,000.00
1er décembre 1967	2,000.00
1er décembre 1968	3,000.00
1er décembre 1969	3,000.00
1er décembre 1970	3,000.00
1er décembre 1971	3,000.00
1er décembre 1972	3,000.00
1er décembre 1973	3,000.00
1er décembre 1974	3,500.00
1er décembre 1975	3,500.00

be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 232 — Work on waterworks and sewers, construction of sidewalks, etc.

For purposes of adjudication interest shall be calculated as from December 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$47,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1956	\$1,000.00
December 1st, 1957	1,000.00
December 1st, 1958	2,000.00
December 1st, 1959	2,000.00
December 1st, 1960	2,000.00
December 1st, 1961	2,000.00
December 1st, 1962	2,000.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,000.00
December 1st, 1965	2,000.00
December 1st, 1966	2,000.00
December 1st, 1967	2,000.00
December 1st, 1968	3,000.00
December 1st, 1969	3,000.00
December 1st, 1970	3,000.00
December 1st, 1971	3,000.00
December 1st, 1972	3,000.00
December 1st, 1973	3,000.00
December 1st, 1974	3,500.00
December 1st, 1975	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Hull ou à Pointe-Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 novembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, coin St-Antoine et Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, comté de Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Gatineau, (Comté de Hull), ce 2 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

Hôtel de Ville, C.P. 400,
Pointe-Gatineau,
(Comté de Hull), P.Q. 41099-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau, county of Hull.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Hull or at Pointe-Gatineau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 21st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town-Hall, corner St-Antoine and Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, county of Hull.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Gatineau (County of Hull), November 2nd, 1955.

LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 400,
Pointe-Gatineau,
(County of Hull), P.Q. 41099

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, (En matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Joseph

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the Bankruptcy of:

Guillaume dit Willie d'Amours, Cabano, comté de Témiscouata, débiteur.

Joseph Guillaume dit Willie d'Amours, Cabano, county of Temiscouata, debtors.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: **MARDI, le SIX DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures ET TRENTE p.m.**, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Cabano, comté de Témiscouata, l'immeuble décrit comme suit:

Item a) Un emplacement à Cabano, mesurant cinquante-sept pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise, connu comme étant le lot N° cinq-quarante (5-40) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis du Ha! Ha! Municipalité du village de Cabano, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances quelconques; occupé comme garage.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 2 novembre 1955.

Les Syndics,
**R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE.**

111, Côte de la Montagne, Québec. 41104-44-2-0

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: **TUESDAY, DECEMBER SIXTH, 1955, at TWO AND A HALF o'clock p.m.**, there shall be sold by public auction, at the door of Parochial Church of the Parish of Cabano, county of Temiscouata, the immoveable hereinafter described as follows:

Item a) An emplacement at Cabano, measuring fifty-seven feet in front by seventy-five feet in depth, more or less and English measure, known as being lot No. five-forty (5-40) of the official plan and book of reference of the parish of St. Louis du Ha! Ha! Village Municipality of Cabano, with buildings erected thereon, some circumstances and dependencies; being used as a garage.

This Item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may be attaching thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.
Québec, November 2nd, 1955.

**R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,**

Trustees.

111, Mountain Hill, Québec.

41104-44-2

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5665. Dame Bernadette Grégoire, demanderesse, vs Lorrain Leblanc *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Campbell's Bay, district de Pontiac, rendu par M. Juge H. A. Fortier, le 22 octobre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Bernadette Grégoire, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, veuve non-remariée de feu Adélaré Grégoire, en son vivant du même lieu, employé de chemin de fer, est demanderesse, et Lorrain Leblanc, du canton de l'Île-aux-Allumettes, district de Pontiac, tous deux personnellement et en sa qualité de tuteur de la personne et de la propriété de Peter Leblanc, mineur, du même lieu et comme curateur à la propriété de Dame Marie-Rose Leblanc, de la ville de Pembroke, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Léo Lamarche, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Dame Claire Leblanc, de la ville de Pembroke, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Gilbert Lamarche, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes; Jean-Baptiste Leblanc, fils, dudit canton de l'Île-aux-Allumettes, district de Pontiac, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de la propriété immobilière suivante, à savoir:

"Une certaine île connue comme étant l'Île Leblanc, située dans la rivière Ottawa au sud-

Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 5665. Dame Bernadette Grégoire, plaintiff, vs Lorrain Leblanc *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, rendered by Mr. Justice H. A. Fortier, on the 22nd of October, 1955, in the case where Dame Bernadette Grégoire, of the city of Ottawa, in the county of Carleton, Province of Ontario, unmarried widow of the late Adélaré Grégoire, in his lifetime of the same place, railway man, is plaintiff, and Lorrain Leblanc, of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac, both personally and in his capacity as Tutor to the person and property of Peter Leblanc, minor, of the same place and as Curator to the property of Dame Marie Rose Leblanc, of the town of Pembroke, in the Province of Ontario, wife separate as to property of Leo Lamarche, and this latter to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents; Dame Claire Leblanc, of the town of Pembroke, in the Province of Ontario, wife separate as to property of Gilbert Lamarche, and this latter to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents; Jean-Baptiste Leblanc, jr., of the said township of Allumette Island, district of Pontiac, are the defendants, ordering the licitation of the following immoveable property, namely:

"A certain Island known as Leblanc's Island, situated in the Ottawa River, south east of

est de l'Île Donegan, vis-à-vis les lots soixante-six et soixante-sept (Lots 66 & 67) du 4e rang du canton de l'Île-aux-Allumettes, district de Pontiac, et connue présentement comme étant l'Île numéro quarante (40) suivant les plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de l'Île-aux-Allumettes, district de Pontiac, avec ensemble tous les membres et dépendances y appartenant."

L'immeuble ci-dessus sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE du matin, au Palais de Justice de Campbell's Bay, district de Pontiac, au bureau du Protonotaire, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions indiquées au cahier des charges déposé au bureau du Protonotaire de ladite Cour.

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour ladite vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de cinq cents dollars (\$500.00) sera exigé de tout offrant et enchérisseur.

Campbell's Bay, le 19 octobre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
41014-43-2 PAUL A. MARTINEAU.

Donegan's Island, opposite the lots sixty-six and sixty-seven (lots 66 & 67) of the 4th range of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac, and now known as Island number forty (40) according to the Official Plan and in the book of reference for the said township of Allumette Island, in the district of Pontiac, together with all members and appurtenances thereto belonging;"

The above immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH day of DECEMBER 1955, at HALF PAST TEN in the forenoon, at Campbell's Bay Court House, in the district of Pontiac, at the office of the Prothonotary, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions, mentioned in the list of charges fixed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale and adjudication and any opposition for the payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing;

A deposit of five hundred dollars (\$500.00) shall be exacted from each and every bidder.

Campbell's Bay, October 19th, 1955.

PAUL A. MARTINEAU,
41014-43-2-0 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 370.224, Dame Marie-Jeanne Laliberté Bibaud *et vir*, demanderesse, vs Dame Eugénie Laliberté Robillard *et al*, défendeurs, et Dame Eugénie Laliberté Robillard, mis en cause ès qualités.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 370.224, Dame Marie Jeanne Laliberté Bibaud *et vir*, plaintiff, vs Dame Eugénie Laliberté Robillard *et al*, defendants, and Dame Eugénie Laliberté Robillard, Mise en cause es quality.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Paul Émile Côté, le 23 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Jeanne Laliberté, ménagère, épouse légalement séparée de biens de Jean Bibaud selon les lois de l'état du New Jersey, l'un des États-Unis d'Amérique, est demanderesse, et ledit Jean Bibaud pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux résidant et domiciliés à Fort Lee dans l'état de New-Jersey, l'un des États-Unis d'Amérique; et Dame Eugénie Laliberté, veuve non remariée de Joseph Thomas Robillard, en son vivant bourgeois de la cité et du district de Montréal, résidant et domiciliée en la cité et le district de Montréal; Dame Edna Marie Jane Laliberté, épouse séparée de biens de Rodney Francis Miller selon les lois de la province d'Ontario, et ledit Rodney Francis Miller pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Lawrence Gerald Joseph Laliberté, Andrew Laliberté, Joseph Robert Raoul Laliberté, ces cinq derniers résidant et domiciliés à Midland dans la province d'Ontario; Dame Theresa Loraine Laliberté, épouse séparée de biens de Bernard George McAnneny selon les lois de la province d'Ontario, et ledit Bernard George McAnneny pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux résidant et domiciliés en la cité de Toronto dans la province d'Ontario, et Lucien

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the District of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Paul Émile Côté, on the 23rd day of September 1955, in a case in which Dame Marie Jeanne Laliberté, housekeeper, wife separated as to property of Jean Bibaud, in virtue of the laws of the State of New-Jersey, one of the United States of America, is plaintiff, and the said Jean Bibaud to authorize his wife for the purposes of these presents, both residing and domiciled at Fort Lee in the State of New-Jersey, one of the United States of America; and Dame Eugénie Laliberté, unmarried widow of Joseph Thomas Robillard, in his lifetime Gentleman of the City and District of Montreal, residing and domiciled in the City and District of Montreal; Dame Edna Marie Jane Laliberté, wife separated as to property of Rodney Francis Miller, in virtue of the laws of the Province of Ontario, and the said Rodney Francis Miller to authorize his wife for the purposes of these presents; Lawrence Gerald Joseph Laliberté, Andrew Laliberté, Joseph Robert Raoul Laliberté, these five last residing and domiciled at Midland in the Province of Ontario; Dame Theresa Loraine Laliberté, wife separated as to property of Bernard George McAnneny, in virtue of the laws of the Province of Ontario, and the said Bernard George McAnneny to authorize his said wife for the purposes of these presents.

Thouin, avocat, résidant et domicilié en la cité et le district de Montréal, en sa qualité de curateur aux biens de Joseph George Morris Laliberté, enfant mineur, résidant et domicilié à Midland dans la province d'Ontario, sont défendeurs, et Dame Eugénie Laliberté, veuve non remariée de Joseph Thomas Robillard, en son vivant bourgeois de la cité et du district de Montréal, résidant et domiciliée en la cité et le district de Montréal, en sa qualité d'exécutrice testamentaire à la succession de Dame Anne Lefebvre, veuve de Philadème Laliberté, est mise en cause es qualité, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1) Un emplacement situé dans le Quartier St-Denis ayant front sur l'avenue Laurier, en la cité de Montréal, étant composé du lot numéro deux au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent onze de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-611-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte St-Louis, avec bâtisses susérigées portant les Nos civiques 756, 758 et 760 de ladite avenue Laurier est, avec droit de vue en commun en faveur dudit emplacement et de celui ci-après décrit, suivant servitude créée par acte de donation enregistré à Montréal sous le N° 164625.

2) Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Laurier est, en ladite cité de Montréal, étant composé du lot numéro deux au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent dix au plan de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-610-2) et lot numéro un au plan de la resubdivision officielle du lot numéro six cent onze au plan de la subdivision officielle du lot originaire trois cent vingt-cinq (325-611-1), avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 762, 764, 766 de la rue Laurier est en la cité et le district de Montréal, avec droit de vue en commun dudit emplacement et de celui ci-dessus décrit, suivant servitude créée par le même acte de donation enregistré à Montréal sous le N° 164625.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTE NOVEMBRE 1955, à DIX heures et l'AVANT-MIDI, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à tout autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charger, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille deux cents dollars sera exigé avant la vente, pour chacun des deux emplacements, de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 17 octobre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
LACROIX, VIAU & POUPART.

40982-43-2-o

both residing and domiciled in the City of Toronto in the Province of Ontario, and Lucien Thouin, advocate, residing and domiciled in the City and District of Montreal, in his capacity as curator to the property of Joseph George Morris Laliberté, minor child, residing and domiciled at Midland in the Province of Ontario, are defendants, and Dame Eugénie Laliberté, unmarried widow of Joseph Thomas Robillard, in his lifetime gentleman of the City and District of Montreal, residing and domiciled in the City and District of Montreal, in her capacity as testamentary executrix to the Estate of Dame Anna Lefebvre, widow of Philadème Laliberté is *Mise en cause es quality*, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

1) An emplacement situated in St. Denis Ward, fronting on Laurier Avenue, in the City of Montreal, being composed of lot number two of the official resubdivision plan of lot number six hundred and eleven of the official subdivision of lot number three hundred and twenty-five (325-611-2) on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte St-Louis, with buildings thereon erected bearing civic numbers 756, 758 and 760 of the said Laurier Avenue East, with mutual right of view in favour of the said emplacement and of that hereinafter described, following servitude created by Act of Donation registered under No. 164625.

2) A certain emplacement fronting on Laurier Avenue East, in the said City of Montreal, being composed of lot number two of the official resubdivision plan of lot number six hundred and ten on the official subdivision plan of lot number three hundred and twenty-five (325-610-2) and lot number one of the official resubdivision plan of lot number six hundred and eleven of the official subdivision of original lot number three hundred and twenty-five (325-611-1), with buildings thereon erected bearing civic numbers 762, 764, 766 of Laurier Street East in the City and District of Montreal, with mutual right of view of the said emplacement and of that hereinabove described, following servitude created by the same Act of Donation registered under No. 164625.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of Charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand two hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder, for each of the two emplacements.

Montreal, October 17th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for plaintiff.

40982-43-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 344997. Andrew Kukura demandeur vs Michael Kukura défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 344997. Andrew Kukura plaintiff; vs Michael Kukura, defendant.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 29 septembre 1955, rendu par l'honorable juge André Montpetit, dans une cause où Andrew Kukura, commis, résidant et domicilié à 7963 avenue Birnam, cité et district de Montréal, est demandeur, et Michael Kukura, des cité et district de Montréal, est défendeur, la licitation est ordonnée des immeubles décrit, comme suit, savoir:

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, and rendered by the Honorable Justice André Montpetit on the twenty-ninth day of September 1955 in a case in which Andrew Kukura, Time-Keeper, of the city and district of Montreal, and therein having his place of ordinary residence and domicile at 7963 Birnam Avenue, is plaintiff, and Michael Kukura, of the city and district of Montreal is defendant, ordering the licitation of the following immovable property described as follows:

1° Un emplacement formant la partie nord ouest du lot numéro six cent trente-trois, subdivision numéro quatre cent vingt-trois, du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de St-Laurent; contenant vingt-six pieds en largeur par une profondeur de soixante et un pieds et huit dixièmes dans sa ligne sud est et soixante et un pieds et neuf dixièmes dans sa ligne nord ouest, mesures anglaises, plus ou moins; borné comme suit: en avant par l'avenue Birnam, en arrière par le lot numéro 634-436; d'un côté par le lot numéro 633-424 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 633-423;

1. The north-western part of subdivision number four hundred and twenty-three of original lot number six hundred and thirty-three (633-N.W. pt. 423) of the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent, measuring twenty-six feet in width by sixty-one feet and eight-tenths of a foot in its south-eastern side line and sixty-one feet and nine-tenths of a foot in its north-western side line, English Measure and more or less and bounded as follows: in front, by Birnam Avenue; in back by lot 634-436; on one side, by lot 633-424; on the other side, by the residue of said lot 633-423;

2° Un emplacement formant la partie sud-est du lot numéro six cent trente-trois, subdivision officielle numéro quatre cent vingt-quatre, du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de St-Laurent; contenant deux pieds en largeur par une profondeur de soixante et un pieds et neuf dixièmes, mesures anglaises, plus ou moins et borné comme suit: en avant par l'avenue Birnam; en arrière par le lot numéro 634-437; d'un côté par le lot 633-423; de l'autre côté par le résidu dudit lot 633-424;

2. The south-eastern part of subdivision number four hundred and twenty-four of original lot number six hundred and thirty-three (633-S.E. pt. 424) of the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent, measuring two feet in width by sixty-one and nine-tenths of a foot in depth English Measure and more or less and bounded as follows: in front by Birnam Avenue; in back by lot 634-437; on one side by lot 633-423; on the other side by the residue of said lot 633-424;

Le tout tel qu'il existe actuellement, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 7961-63 avenue Birnam, cité et district de Montréal, les murs latéraux desdites bâtisses étant mitoyens.

As the whole stands now with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7961-7963 of Birnam Avenue in the city of Montreal, the lateral walls of the said buildings being mitoyen.

Les immeubles ci-dessus désignés, tels qu'ils subsistent actuellement, seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures ET TRENTE de l'avant midi (heure normale) par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal ou à toute autre chambre dudit Palais de Justice désignée par le Protonotaire pour ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée audit greffe dans les six jours de l'adjudication; et à défaut, par les opposants, de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos du droit de le faire.

The property above described as it presently subsists will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1955 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House, Montreal or in any other room of the said Superior Court, designated by the Prothonotary for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Un dépôt de quinze cent (\$1500.00) dollars devra être fait par tout enchérisseur, lors de son enchère.

A deposit of fifteen hundred dollars (\$1500.00) shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montréal, le 20 octobre 1955.

Montreal, P.Q. October 20th, 1955.

Le Procureur du demandeur,
(Signé) ROBERT L. JAMIESON.

(Signed) ROBERT L. JAMIESON,
Attorney for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { PAUL KONSEVICH &
N° V-3048 { MAX MSHAR, tous deux
marchands de Val d'Or, dis-
trict d'Abitibi, faisant affaires à Val d'Or, dis-
trict d'Abitibi, sous les nom et raison sociale de
Veterans' Groceteria, demandeur; vs JOHN ATA-
MAN, autrefois fermier domicilié à La
Motte, district d'Abitibi, et maintenant jour-
nalier demeurant à Val d'Or, district d'Abitibi,
défendeur.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur le lot numéro treize (13) du rang trois (3) du canton La Motte avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Luc de La Motte, le JEUDI DIX-SEPT NOVEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif d'Abitibi,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS,
Amos, 5 octobre 1955. 40856-41-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { INDUSTRIAL AC-
District de Terrebonne { CEPTANCE COR-
No. 24,578. { PORATION LIMIT-
ED Corporation légale-
ment constituée, ayant une succursale à St-Jérôme,
district de Terrebonne, demanderesse vs
JOSEPH ROY, demeurant à Ayersville, comté
d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur.

"Une certaine terre avec toutes les bâtisses dessus construites, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro 380 sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Durham, comté de Drummond, étant toute cette partie dudit lot qu'il y a entre le chemin de front et la ligne entre le 5e et le 6e rang et bornée en front au nord-ouest par le chemin de front; du côté sud-est par le lot numéro 378; en profondeur au sud-ouest, par les lots 433, 437 et 438 dudit cadastre et du côté nord-ouest par le lot 381 dudit cadastre; A distraire cependant de la dite terre la partie appartenant à Romuald Chicoine ou ses représentants; mesurant 2¼ arpents en largeur par 10 arpents en profondeur, tel que décrit en un acte de vente par Léon Lanthier et Romuald Chicoine devant Me U. Larivée, notaire, le 3 novembre 1951, enregistré au Bureau d'Enregistrement du Comté de Drummond sous le numéro 116375"

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre de Durham, à l'Avenir, comté de Drummond, JEUDI le DIX-SEPT NOVEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, 5 octobre 1955. 40888-41-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { PAUL KONSEVICH &
No. V-3048 { MAX MSHAR, both mer-
chants of Val d'Or, district
of Abitibi, carrying on business at Val d'Or,
district of Abitibi, under the name and style of
Veteran's Groceteria, plaintiffs, vs JOHN ATA-
MAN, formerly farmer, residing at La Motte,
district of Abitibi, and now laborer, residing at
Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

The acquired rights on lot number thirteen (13) of range three (3), La Motte township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Luc de La Motte, THURSDAY NOVEMBER SEVENTEENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, October 5th, 1955. 40856-41-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { INDUSTRIAL AC-
District of Terrebonne { CEPTANCE COR-
No. 24,578. { PORATION LIMIT-
ED, a corporation legal-
ly incorporated, having a branch office at St.
Jérôme, District of Terrebonne, plaintiff, vs
JOSEPH ROY, residing at Ayersville, County of
Argenteuil, district of Terrebonne, defendant.

"A certain farm with all buildings thereon erected known and designated as being part of lot number 380 on the official plan and book of reference of Durham Township, County of Drummond, being all that part of said lot existing between the front road and the line between the 5th and 6th Ranges and bounded in front northwesterly by the front road; on the southeast side by lot number 378; in depth to the southwest by lots 433, 437 and 438 of said cadastre and on the northwest side by lot 381 of said cadastre; to be deducted, however, from the said farm, that part belonging to Romuald Chicoine or representatives; measuring 2¼ arpents in length by 10 arpents in depth, as described in a deed of sale by Léon Lanthier and Romuald Chicoine before Me U. Larivée, notary, on November 3, 1951, registered at the Registry Office of the County of Drummond under number 116375."

To be sold at the Parochial Church door of St. Pierre de Durham, at l'Avenir, County of Drummond, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER 1955 at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, October 5, 1955. 40888-41-2

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure
N° 9797

FORAND AUTO LIMITEE, compagnie à fonds social, constituée en corporation,

ayant son siège social à Plessisville, district d'Arthabaska, demanderesse, vs **ARTHUR CARRIER**, (fils à Jos.) de St-Jean de Brébeuf, défendeur.

1° Une terre connue comme étant la juste moitié sud-ouest du lot numéro 144 (½ S.O. N° 144) du canton d'Inverness, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins, bornée en front au sud-ouest au chemin public entre les rangs 2 et 3, du côté nord-ouest par le lot numéro 145, du côté sud-est par le lot numéro 143, et en arrière au nord-est par la moitié nord-est du même lot N° 144; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre connue comme étant la juste moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot numéro 83 (½ S.E. de ½ N.O. N° 83), du canton d'Inverness, contenant 50 acres en superficie, plus ou moins, bornée au nord-ouest par la moitié nord-ouest de ladite moitié nord-ouest du même lot, au nord-est par le chemin public les rangs 2 et 3, au sud-est par la moitié sud-est du même lot, et au sud-ouest au cordon entre les rangs 1 et 2.

3° Une terre connue comme étant les 2½ arpents nord-ouest de la ½ sud-est du lot N° 83 (2½ arpts N.O. de la ½ S.E. N° 83), bornée au nord-est par le chemin public entre les rangs 2 et 3; au sud-ouest par le cordon entre les rangs 1 et 2; au sud-est par les 2½ arpents sud-est de la moitié de la moitié sud-est du même lot numéro 83; et au nord-ouest par le demi nord-ouest du même lot numéro 83; avec grange y érigée. Sous la réserve des droits de mines en faveur de qui de droit.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Jean de Brébeuf, comté de Mégantic, **VENDREDI le NEUF DÉCEMBRE 1955 à TROIS heures de l'après-midi.**

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.
Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 2 novembre 1955.
41092-44-2-o

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure,
N° 370310

HÔPITAL VOGHEL INCORPORÉE, corporation légalement constituée,

avec siège social à Montréal, district de Montréal, demandeur, vs **GUILLAUME (WILLIE) DROUIN**, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un lot de terre, désigné au Cadastre officiel de la cité de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro quatre cent soixante-huit (468), partie du lot N° 468, borné au nord-est par la rue St. Pierre, au sud-est par la rue St. Joseph, au sud-ouest par une partie du lot N° 468, et au nord-ouest par une autre partie du lot N° 468, mesurant 56 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur avec bâtisses dessus construites, au N° 76 de la rue St. Joseph."

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Salaberry de Valleyfield, le **MERCREDI SEP-**

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court,
No. 9797

FORAND AUTO LIMITEE, a joint stock company constituted as a corporation,

having its head office at Plessisville, district of Arthabaska, plaintiff vs **ARTHUR CARRIER**, (son of Jos.) of St. Jean de Brébeuf, defendant.

1. A farm known as being the exact southwesterly half of lot number 144, (S. W. ½ No. 144) of the township of Inverness, containing 100 acres in area, more or less, bounded in front, southwesterly, by the public highway between ranges 2 and 3, on the northwesterly side by lot number 145, on the southeasterly side by lot number 143, and in the rear, to the northeast, by the northeasterly half of the same lot No. 144; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm known as being the exact southeast half of the northwest half of lot number 83 (S.E. ½ of N.W. ½ No. 83), of the township of Inverness, containing an area of 50 acres, more or less, bounded northwesterly by the northwesterly half of the said northwesterly half of the same lot, northeasterly public highway between ranges 2 and 3 southeasterly, by the southeasterly half of same lot, and southwesterly by the range-line between ranges 1 and 2.

3. A farm known as being the northwesterly 2½ arpents of the southeasterly ½ of lot No. 83 (N.W. 2½ arps. of the S.E. ½ of No. 83), bounded northeasterly by the public highway between ranges 2 and 3; southwesterly by the range-line between ranges 1 and 2; southeasterly by the southeasterly 2½ arpents of the half of the southeasterly half of same lot number 83; and northeasterly by the northwesterly half of same lot No. 83 with barn erected thereon, subject to mining rights in favour of those having a right thereto.

To be sold at the parochial church door of St. Jean de Brébeuf, county of Mégantic, **FRIDAY, the NINTH day of DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon.**

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 2nd, 1955.

41092-44-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court,
No. 370310

HÔPITAL VOGHEL INCORPORÉE, corporation legally incorporated,

with head office at Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs **GUILLAUME (WILLIE) DROUIN**, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff.

As belonging to the plaintiff:

"A lot of land, designated on the Official Cadastre of the city of Salaberry de Valleyfield, under number four hundred and sixty-eight (468), part of lot No. 468, bounded on the northeast by St-Peter Street, on the southeast by St-Joseph Street, on the southwest by part of lot No. 468 and on the northwest, by another part of lot No. 468, measuring 56 feet in width by 80 feet in depth, with buildings thereon erected, at No. 76 St-Joseph Street."

To be sold at my office in the city of Salaberry de Valleyfield, on **WEDNESDAY, the SEV-**

TIÈME jour de DÉCEMBRE à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER,
Valleyfield, 28 octobre 1955. 41079-44-2-o

ENTH day of DECEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office,
Valleyfield, October 28th, 1955. 41079-44-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { AMÉDÉE FRADET, ga-
N° 77-618. { ragiste, domicilié à Qué-
bec, et y faisant affaires sous
les nom et raison sociale de "Garage Fradet
Enr" demandeur; vs ERNEST SAMSON, domi-
cilié à West Shefford, district de Bedford, défen-
deur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un terrain connu et désigné comme étant les
lots numéros 777, 874 et la moitié de la partie
sud du lot numéro 873 du Canton de Shefford,
avec les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église catholique
St-François Xavier de Shefford, MERCREDI le
SEPT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST. MARTIN.
Sweetsburg, Qué., ce 31 octobre 1955.
41080-44-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, { AMÉDÉE FRADET, gara-
No. 77-618. { ge-keeper, domiciled in
Quebec and carrying on busi-
ness therein under the name and style of "Garage
Fradet Enr", plaintiff; vs ERNEST SAMSON,
domiciled at West Shefford, district of Bedford,
defendant.

As belonging to the defendant:

"A piece of land known and designated as
being lot numbers 777, 874 and half of the south
part of lot number 873 of the township of Shef-
ford, with buildings erected thereon".

To be sold at the door of the Catholic Church of
St. François Xavier de Shefford, WEDNESDAY
the SEVENTH day of DECEMBER, 1955, at
TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., this October 31st, 1955.
41080-44-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Cour Supérieure, { OFFICE DU CRÉDIT A-
N° 19,815 { GRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur; vs JOSEPH BOUDREAU, de St-
Honoré, comté de Chicoutimi, P.Q., défendeur.

Contre le défendeur:

Le lot numéro soixante-cinq (65), rang dix
(10), au cadastre officiel du canton Tremblay,
borné vers le Nord par l'arrière ligne du canton
Tremblay, vers l'est par le lot N° 64, vers le sud
par la ligne entre les rangs 9 et 10, et vers l'ouest
par le lot N° 66. Ayant neuf chaînes et demi
de front sur quatre-vingt de profondeur. Con-
tenant soixante-seize acres en superficie (76),
avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Honoré, VENDREDI, le NEUVIÈME jour
du mois de DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures
de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 31 octobre 1955. 41081-44-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 19,815 { BUREAU, a body politic
and corporate having its head
office at Quebec, plaintiff, vs JOSEPH BOU-
DREAU, of St. Honoré, county of Chicou-
timi, P.Q., defendant.

Against the defendant:

Lot number sixty-five (65), range ten (10),
of the official cadastre of the township of Trem-
blay, bounded northerly by the rear line of the
township of Tremblay, easterly by lot No. 64,
southerly by the line between ranges 9 and 10,
and westerly by lot No. 66. Having a frontage
of nine chains and a half by eighty in depth.
Containing an area of seventy-six acres (76),
with buildings erected thereon, circumstances
and dependencies.

To be sold at the church door of St. Honoré,
FRIDAY, the NINTH day of the month of
DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the
afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, October 31st, 1955. 41081-44-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour de Magistrat { RENÉ ROY, cultivateur,
N° 5105 { de Lacadie, district d'I-
berville, demandeur, vs OLI-
VIER DÉLAND, de Lacadie, district d'Iber-
ville, défendeur et JACQUES CARTIER, C.R.
& JACQUES CARTIER, Jr. procureur-dist-
trayants.

Comme appartenant au demandeur:

"Un lopin de terre de forme irrégulière et
triangulaire sis et situé en la paroisse de Ste-
Marguerite de Blairfindie (Lacadie), au côté
nord du chemin de fer "Central Vermont,"

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Magistrate's Court, { RENÉ ROY, farmer of
No. 5105 { Lacadie, district of
Iberville, plaintiff, vs OLI-
VIER DÉLAND, of Lacadie, district of Iber-
ville, defendant, and JACQUES CARTIER,
Q.C., and JACQUES CARTIER, jr. Seizing
Attorneys.

As belonging to the plaintiff;

"A plot of land of irregular and triangular form
situate in the parish of Ste. Marguerite of Blair-
findie (Lacadie), on the north side of the Central
Vermont Railway, known and designated as

connu et désigné comme étant une partie du lot numéro officiel cent quatre-vingt-seize (P. 196), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Ste-Marguerite de Blairfindie, contenant environ trois arpents en superficie, borné au sud par la ligne du chemin de fer plus haut mentionné, à l'ouest par le terrain d'un nommé Brownrigg et de l'autre côté, au nord-est, partie par le terrain de l'acquéreur et partie par le chemin public, sans bâtisse".

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marguerite de Blairfindie, (Lacadie), VENDREDI le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jean, le 27 octobre, 1955. RICHARD MERCIER. 41082-44-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { **LA COMPAGNIE T. EATON LIMITÉE DE MONTREAL**, corps politique et incorporé ayant son bureau-chef en la cité et district de Montréal, demanderesse; vs P. J. QUINLAN, de la cité et du district de Montréal et faisant affaires dans le district de Joliette, sous le nom et raison de "Club La Barrière" ou "Le Club de pêche et de chasse La Barrière", défendeur.

Les lots Nos 44 et 45 du 1er rang du canton Tracy, dans le comté de Joliette, mesurant cinq acres de largeur par quatorze acres de profondeur, plus ou moins; et aussi les lots Nos 44, 45 et 46 du 1er rang du Canton Courcelles, dans le comté de Berthier. Ces derniers lots sont maintenant les lots Nos 44-A, 44-B, 44-C, 44-D et les lots Nos 45-A, 45-B, 45-C, 45-D, 45-E et les lots Nos 46-A, 46-B, 46-C, et 46-D du 1er rang du Canton Courcelles, au plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'une partie du Canton Courcelles, dans le comté de Berthier, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Zénon, dans le comté de Berthier, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
Joliette, 31 octobre 1955. CAMILLE BONIN. 41083-44-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { **ROLLAND SAMSON**, gageragiste, St-Pierre, comté de Montmagny, demandeur, vs MAURICE BLANCHET, St-Pierre, comté de Montmagny, défendeur.

"Un terrain avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et contenant cent cinquante pieds du sud au nord, par cent pieds de l'est à l'ouest, à la mesure anglaise, et tiré du lot numéro vingt et un (ptie 21) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre du sud, borné au sud au chemin de front, à l'est au terrain d'Amédée Roy, ou représentants, au nord à celui d'Amédée Roy et à l'ouest à celui de Gérard Bouffard."

being a part of the official lot number one hundred and ninety-six (P. 196), on the official plan and in the book of reference of the said parish of Ste-Marguerite of Blairfindie, containing about three arpents in superficial area, bounded on the south by the abode mentioned railway line, on the west by the land of one named Brownrigg and on the other side, on the northeast, partly by the land of the purchaser and partly by the public road, without building".

To be sold at the church door of the parish of Ste. Marguerite of Blairfindie (Lacadie), FRIDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD MERCIER, Sheriff. St-John, October 27th, 1955. 41082-44-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { **THE T. EATON COMPANY LIMITED OF MONTREAL**, a body politic and incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs P. J. QUINLAN, of the city and district of Montreal, and carrying on business in the district of Joliette, under the name and style of "Club La Barrière" or "Le Club de pêche et de chasse La Barrière", defendant.

Lots Nos 44 and 45 of the 1st range of the township Tracy, in the county of Joliette, measuring five acres in width by fourteen acres in depth, more or less; and also lots 44, 45 and 46 of the 1st range of the township of Courcelles, in the county of Berthier. These last lots are now lots Nos 44-A, 44-B, 44-C, 44-D and lots Nos 45-A, 45-B, 45-C, 45-D, 45-E and lots Nos 46-A, 46-B, 46-C, and 46-D of the 1st range of township Courcelles, on the official plan and in the book of reference of the cadastre of one part of the township Courcelles, in the county of Berthier, with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Zenon in the county of Berthier, the SEVENTH day of DECEMBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CAMILLE BONIN, Deputy Sheriff. Joliette, October 31st, 1955. 41083-44-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { **ROLLAND SAMSON**, gagerage-keeper, St. Pierre, county of Montmagny, plaintiff, vs MAURICE BLANCHET, St. Pierre county of Montmagny, defendant.

"A piece of land with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and containing one hundred and fifty feet from south to north by one hundred feet from east to west, English measure, and taken from lot number twenty-one (P. 21) on the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of St. Pierre south, bounded to the south by the front road, easterly by the land of Amédée Roy, or representatives, northerly by that of Amédée Roy and westerly by that of Gérard Bouffard".

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Pierre, comté de Montmagny, le JEUDI, DIX-SEPT NOVEMBRE 1955, à DIX heures et DEMI de l'avant-midi (10½ a.m.).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER,
Montmagny le 11 octobre 1955. 40881-41-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { VATEL SOUS-VÊTE-
N° 79,072. { MENTS LTÉE, corps
politique et incorporé ayant
son siège social à 611, 16ième rue à Québec,
contre LINGERIE CAROLI INC., corps poli-
tique et incorporé ayant son siège social à 10 rue
des Bouleaux, à Québec, et ROMÉO MORIN,
résidant à Montauban-les-Mines, comté de Port-
neuf, à savoir:

1° Un emplacement désigné comme étant une partie du lot N° trente-neuf (39 ptie) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour le premier rang du canton Montauban de la paroisse de St-Ubal, étant situé à St-Éloi des Mines, contenant une largeur de cinquante (50') pieds sur une profondeur d'environ cent (100') pieds; borné en front au sud-est au chemin public, du côté nord-est à la succession Tétréault, du côté sud-ouest au terrain ci-après décrit, et en profondeur au nord-ouest, à la succession Tétréault, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement faisant également partie du lot N° trente-neuf (39 ptie) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour le premier rang du canton Montauban de la paroisse de St-Ubal, situé à St-Éloi des Mines, contenant une largeur de cinquante (50') pieds, par une profondeur d'environ cent (100') pieds; borné en front au sud-est par le chemin public, du côté nord-est par le terrain en premier lieu décrit, du côté sud-ouest à Armand Léveillé et en profondeur au nord-ouest à la succession Tétréault.

A distraire une lisière de dix (10') pieds, vendue à Armand Gosselin par acte enregistré le 9 mars 1955, sous le N° 135-418.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Montauban-les-Mines, comté de Portneuf, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, 31 octobre 1955. 41093-44-2-0
[Première insertion: 5 novembre 1955].
[Deuxième insertion: 19 novembre 1955].

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 602 du 9 juin 1954,

To be sold at the door of the church of St. Pierre, county of Montmagny, THURSDAY the SEVENTEENTH day of NOVEMBER 1955, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (10½ a.m.).

CHS OMER BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, October 11th, 1955. 40881-41-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { VATEL SOUS-VÊTE-
No. 79,072. { MENTS LTÉE, a body
politic and incorporated, having
its head office at 611, 16th Street, at Quebec,
against LINGERIE CAROLI INC., a body
politic and incorporated, having its head office
at 10, des Bouleaux Street, at Quebec and
ROMÉO MORIN, residing at Montauban-les-
Mines, county of Portneuf, to wit:

1. An emplacement designated as being a part of lot thirty-nine (Pt. 39) on the official cadastre of the county of Portneuf for the first range of the township of Montauban of the parish of St. Ubal, being situate at St. Eloi des Mines, containing a width of fifty (50') feet upon a depth of approximately one hundred (100') feet; bounded in front on the southeast by the public road, on the northeast by the Tétréault Estate, on the southwest side by the land herein after described, and in depth on the northwest by Tétréault Estate, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another emplacement also forming part of lot No. thirty-nine (Pt. 39) on the official cadastre of the county of Portneuf for the first range of township Montauban of the parish of St. Ubal, situate at St. Eloi des Mines, containing a width of fifty (50') feet, by a depth of approximately one hundred feet (100') feet; bounded in front on the southeast by the public road, on the northeast side by the land described in the first place, on the southwest side by Armand Léveillé and in depth on the northwest by the Tétréault estate.

To withdraw a strip of ten (10') feet, sold to Armand Gosselin by registered deed on March 9th, 1955, under No. 135-418.

To be sold at the parochial church door of Montauban-les-Mines, county of Portneuf, on the NINTH day of DECEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, October 31st, 1955. 41093-44-2
[First insertion: November 5th, 1955].
[Second insertion: November 19th, 1955].

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Sorel, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 602 of June 9th, 1954, and amendments, relating

et amendements relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

to the construction industry in the region of Sorel.

1° Que la liste des parties contractantes de première part soit modifiée comme suit:

a) En ajoutant les noms des entrepreneurs suivants:

"Bruneau & Chassé, Lucien Péroquin, Origène Labonté, Roger Péroquin, Jean-Paul Jacques, Construction Économique Enr. (Gérard Joly), Albéric Héroux, Marcel Cotnoir, Denis Ducharme, Les Foyers Unis".

b) En remplaçant le nom de "Elzéar Cournoyer" par "Tracy Construction Inc. (L. Cournoyer)".

c) En radiant le nom de "René Challancin".

1. The list of contracting parties of the first part will be amended as follows:

a) By adding the names of the following contractors:

"Bruneau & Chassé, Lucien Péroquin, Origène Labonté, Roger Péroquin, Jean-Paul Jacques, Construction Économique Enr. (Gérard Joly), Albéric Héroux, Marcel Cotnoir, Denis Ducharme, Les Foyers Unis".

b) By replacing the name of "Elzéar Cournoyer" by "Tracy Construction Inc. (L. Cournoyer)".

c) By deleting the name of "René Challancin".

2° L'échelle de salaire apparaissant au paragraphe "a" de l'article III, sera remplacée par la suivante:

2. The wage scale appearing in subsection "a" of section III, will be replaced by the following:

	Salaires horaires	
	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
<i>Métiers — Trades:</i>		
Briqueleur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment — Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher.....	\$ 1.70	\$ 1.60
Tailleur de granit et de pierre — Stone or granite cutter.....	1.70	1.60
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	1.50	1.40
Charpentier-menuisier, et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis — Carpenter-joiner and painter working for a door-window manufacturer.....	1.25	1.15
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman.....	1.30	1.20
Gréeur — Rigger.....	1.40	1.30
Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Truck driver, general transport and towing.....	1.20	1.10
Conducteur d'attelage — Horse driver.....	1.15	1.05
Conducteur de bélier mécanique et tracteur ("Bulldozer and Tractor") — Bulldozer and tractor operator.....	1.35	1.25
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand and asphalt.....	1.50	1.40
Électricien — Electrician:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).....	2.25	2.00
Compagnon — journeyman.....	1.50	1.40
Électricien (Homme de ligne) — Electrician (lineman).....	1.35	1.25
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer.....	1.50	1.40
Forgeron en construction — Blacksmith (construction).....	1.45	1.35
Gardien (72 heures par semaine) — Watchman (72 hours per week).....	0.80	0.70
Journalier (ouvrier non-qualifié) — Labourer (common worker).....	1.15	1.05
Jointoyeur — Joint pointer.....	1.50	1.40
Machiniste-mécanicien — Machinist-mechanic.....	1.35	1.25
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur — Engineman, stationary or portable steam engine.....	1.25	1.15
Machiniste (millwright) — Millwright.....	1.50	1.40
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic.....	1.50	1.40
Opérateur de vibreur de ciment — Cement vibrator operator.....	1.35	1.25
Paysagiste — Landscape worker.....	1.15	1.05
Peintre et poseur de papier peint — Painter and paper hanger.....	1.40	1.30
Peintre-aspergeur — Sprayman.....	1.50	1.40
Vitrier — Glazier.....	1.40	1.30
Plombier et mécanicien en tuyauterie — Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).....	2.25	2.00
Compagnon — Journeyman.....	1.50	1.40
Compagnon junior — Junior journeyman:		
1er semestre — 1st six months.....	1.35	1.25
2ème semestre — 2nd six months.....	1.45	1.35
Porteur d'eau — Water carrier.....	0.85	0.75
Porteur d'oiseau — Hod carrier.....	1.20	1.10
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal).....	1.35	1.25
Poseur de linoléum — Linoleum layer.....	1.40	1.30
Poseur de marbre — Marble layer.....	1.35	1.25
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer.....	1.35	1.25
Poseur de tuile — Tile layer.....	1.40	1.30
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector.....	1.35	1.25
Préposé aux malaxeurs à vapeur et à gazoline — Steam and gasoline mixer operator.....	1.25	1.15
Préposé aux grues à vapeur — Steam crane operator.....	1.30	1.20
Préposé aux grues à gazoline ou à l'électricité — Gasoline or electric crane operator.....	1.30	1.20
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic.....	1.50	1.40

Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.30	1.20
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.55	1.45
Préposé aux pompes de tous genres — Pump operator	1.40	1.30
Poseur de liège (isolation) — Cork insulation layer	1.50	1.40
Sableur de planchers — Floor polisher	1.50	1.40
Soudeur — Welder	1.50	1.40
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.50	1.40
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker:		
Monteur — Erector	1.50	1.40
Aide — Helper	1.25	1.15
Travailleur en fer structural — Structural steel worker	1.90	1.90
Peintre — Painter:		
Clochers d'églises — Church steeples	3.00	3.00
Travaux de peinture exécutés à plus de 40 pieds de hauteur — Painting done at a height exceeding 40 feet	1.75	1.75
Peintre de fer structural — Structural painter	1.90	1.90
		<i>par semaine</i>
		<i>per week</i>
Vérificateur de matériaux — Material checker	\$50.00	\$45.00
Pointer — Time keeper	50.00	45.00

3° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "c" de l'article VII seront remplacés par les suivants:

"VII. e) Taux des apprentis:

1ère année — 1st year	0.80	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.90
3ème année — 3rd year	1.00	1.00
4ème année — 4th year	1.10	1.10

4° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "b" de l'article VIII, seront remplacés par les suivants:

"VIII. b) Salariés permanents (préposés à l'entretien).

Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	\$50.00	\$40.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	40.00	35.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 novembre 1955. 41107-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 5th, 1955. 41107-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "c" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"c) *Préposé à la couture des tissus*: Le terme "préposé à la couture des tissus" désigne tout salarié du sexe masculin ou féminin qui fait en tout ou en partie, la couture de la calotte (crowns), la piqûre des bords, le posage du tissu sur les bords (pulling brims), la couture des cuirs, le montage des chapeaux ou tout autre travail à l'aide des différentes machines à coudre, peu importe le tissu.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's headwear industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree number 142, of January 22nd, 1947, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended as follows:

1. Subsection "c" of section I will be replaced by the following:

"c) *Fabric operator*: The words "fabric operator" shall mean any male or female employee who is engaged in whole or in part in sewing crowns, stitching brims, pulling brims, sewing sweats, setting up hats, or making any operation on the various sewing machines from any material whatsoever.

Cependant, les préposés à la couture des tissus auxquels on confie la couture des cuirs et qui n'ont aucune expérience dans tout autre sorte de travail exécuté dans le département de la couture des tissus "fabric operating" et qui sont embauchés pour l'exécution de ce travail à l'exclusion de tout autre, recevront un taux de salaire déterminé par une entente des deux parties et approuvée avec ou sans modification par le Comité paritaire.

Pour l'arrondissement des chapeaux à la machine, le système d'emploi actuellement en vigueur dans chaque fabrique demeure inchangé, mais l'employeur ou le contremaître ne doivent en aucun temps, faire ce travail au lieu et au détriment des ouvriers qui y sont habituellement affectés".

2° Le paragraphe "a-1" suivant sera ajouté après le paragraphe "a" de l'article III:

"a-1) Les taux suivants déterminés pour les commençants dans les différentes classifications, s'appliquent aux apprentis qui débutent et qui, jusqu'à leur qualification, seront rémunérés selon les taux suivants, exception faite des dispositions suivantes:

Le Comité paritaire doit aviser chaque employeur par écrit au moins deux (2) semaines avant l'entrée en vigueur de chaque augmentation périodique devant être accordée à chaque apprenti pendant la période de son apprentissage. Sur réception de tel avis, l'employeur devra accorder cette augmentation à la date qui correspond à la période mentionnée dans l'échelle de salaires pour les commençants. Toutefois, si l'employeur juge dans des cas spéciaux qu'un apprenti ou un ouvrier handicapé n'a pas augmenté la somme de son travail proportionnellement à sa période d'apprentissage, il peut alors demander un permis spécial qui l'autorise à payer un taux inférieur à celui fixé dans l'échelle de salaires, conformément aux dispositions du paragraphe "d" de l'article III. Dans les circonstances ci-haut énumérées, il est permis à un manufacturier de différer le paiement d'une augmentation jusqu'à ce que le cas ait été apprécié et décidé par le Comité paritaire. Si le Comité décide que tel apprenti a en fait augmenté la somme de son travail selon sa période d'apprentissage et mérite l'augmentation à la date prévue, ladite augmentation doit alors être payée par l'employeur avec effet rétroactif à compter de la date de son entrée en vigueur.

In the case of fabric operators who are employed for sewing sweats and who have no experience in any other type of work in the fabric operating department, and who are employed exclusively for sewing bands on hats, a special rate of wages will be fixed by mutual agreement and approved or finally determined through the Parity Committee.

In the case of rounding hats by power machine, the system of employment presently prevailing in each factory shall continue for the future, but at no time shall the foreman or employers perform this operation and thus deprive the workers generally engaged in it of any portion of their employment."

2. The following subsection "a-1" will be added after subsection "a" of section III:

"a-1) The following starting rate schedules for the various classifications shall apply to apprentices who are beginners and who shall work until graduation on the basis of the following schedules for each classification in which such worker is employed save as hereinafter provided:

The Parity Committee shall advise each employer by written notice at least two (2) weeks prior to the effective date of increase of each periodic increase which has to be made effective with the respect to each apprentice during the term of such worker's apprenticeship. Upon receipt of such notice, the employer shall be obliged to implement the wage increase on its effective date as provided for in the starting rates schedules governing the various classifications. However, if the employer deems, in special cases, that an apprentice or handicapped worker has not increased his or her productivity in accordance with his or her period of training, then the employer may exercise the right to claim a special permit obtaining a lower rate than that fixed in the schedule, all as provided for in subsection "d" of section III. Under the foregoing circumstances, the manufacturer may withhold the increase from its effective date until such time as the case is heard and decided by the Parity Committee. If the Parity Committee finds that such apprentice has increased his or her productivity in accordance with his or her period of training, and is justified in the increase from the effective date thereof, then and in such event such increase shall be paid by the employer retroactively from the effective date of the said periodic increase.

Taux des commençants — Préposée aux garnitures:

Les quatre mois.....	\$0.50
de 4 à 8 mois.....	0.55
de 8 à 12 mois.....	0.60
de 12 à 16 mois.....	0.65
de 16 à 20 mois.....	0.70
de 20 à 24 mois.....	0.75
24 mois et plus.....	0.79 ³ / ₄

Taux des commençants — Drapeuse préposée aux garnitures:

Les quatre mois.....	0.50
de 4 à 8 mois.....	0.55
de 8 à 12 mois.....	0.60
de 12 à 16 mois.....	0.65
de 16 à 20 mois.....	0.70
de 20 à 24 mois.....	0.75
de 24 à 30 mois.....	0.80
30 mois et plus.....	0.87

Taux des commençants — Drapeuse:

Les quatre mois.....	0.50
de 4 à 8 mois.....	0.55
de 8 à 12 mois.....	0.60
de 12 à 16 mois.....	0.65
de 16 à 20 mois.....	0.70

Starting rate schedule for trimmers:

First 4 months.....	\$0.50
4 to 8 months.....	0.55
8 to 12 months.....	0.60
12 to 16 months.....	0.65
16 to 20 months.....	0.70
20 to 24 months.....	0.75
24 months and over.....	0.79 ³ / ₄

Starting rate for trimmer-drapers:

First 4 months.....	0.50
4 to 8 months.....	0.55
8 to 12 months.....	0.60
12 to 16 months.....	0.65
16 to 20 months.....	0.70
20 to 24 months.....	0.75
24 to 30 months.....	0.80
30 months and over.....	0.87

Starting rate schedule for drapers:

First 4 months.....	0.50
4 to 8 months.....	0.55
8 to 12 months.....	0.60
12 to 16 months.....	0.65
16 to 20 months.....	0.70

de 20 à 24 mois	0.75	20 to 24 months	0.75
de 24 à 28 mois	0.80	24 to 28 months	0.80
de 28 à 32 mois	0.90	28 to 32 months	0.90
32 mois et plus	0.97½	32 months and over	0.97½
<i>Taux des commençants — Préposé à la couture des tissus et des pailles:</i>		<i>Starting rate schedule for fabric and straw operators:</i>	
1ers 4 mois	\$0.70	First 4 months	\$0.70
de 4 à 8 mois	0.80	4 to 8 months	0.80
de 8 à 12 mois	0.90	8 to 12 months	0.90
de 12 à 16 mois	1.00	12 to 16 months	1.00
de 16 à 20 mois	1.10	16 to 20 months	1.10
de 20 à 24 mois	1.20	20 to 24 months	1.20
de 24 à 28 mois	1.30	24 to 28 months	1.30
28 mois et plus	1.39¾	28 months and over	1.39¾
<i>Employés généraux:</i>		<i>General hands:</i>	
1ers 3 mois	0.50	First 3 months	0.50
de 3 à 6 mois	0.55	3 to 6 months	0.55
de 6 à 9 mois	0.60	6 to 9 months	0.60
de 9 à 12 mois	0.65	9 to 12 months	0.65
de 12 à 15 mois	0.70	12 to 15 months	0.70
15 mois et plus	0.75	15 months and over	0.75

3° Les mots "au moins six mois" apparaissant au premier alinéa du paragraphe "g" de l'article III seront remplacés par les mots "au mois deux mois".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 novembre 1955. 41107-0

3. The words "at least six months" appearing in the first paragraph of subsection "g" of section III will be replaced by the words "at least two months".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 5th, 1955. 41107-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 44

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Breton vs Roy	3361
Lalonde vs Bencivenga	3361

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1066 — Concernant les réserves de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia et de la rivière Port-Daniel	3362
---	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3299

AVIS DIVERS:

Association d'Études et de Sports Sous-Marins—Underwater Research and Sports Association (règlements)	3366
Bury, Commission Scolaire protestante (rachat d'obligations)	3364
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de la Gaspésie (fondation)	3364
Crouse-Hinds (Quebec) Limited (directeurs)	3365
Gaspé Metals Limited (directeurs)	3363
Gaspesia Sulphite Company Ltd (barage)	3363
L'Association des Employés de Canadian Lady Corset Company Limited (Quebec) (formation)	3363
La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie" (fondation)	3366
La Compagnie F.-X. Drolet (directeurs)	3366
La Fédération du Détail et des Services du Québec — The Quebec Federation of Retail and Service Organizations	

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Breton vs Roy	3361
Lalonde vs Bencivenga	3361

ORDER IN COUNCIL:

1066 — Concerning the hunting and fishing reserves of Little Cascapédia and Port Daniel River	3362
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3299

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association d'Études et de Sports sous-Marins—Underwater Research and Sports Association (by-laws)	3366
Bury, Protestant School Commission (Redemption of bonds)	3364
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de la Gaspésie (fondation)	3364
Crouse-Hinds (Quebec) Limited (directors)	3365
Gaspé Metals Limited (directors)	3363
Gaspesia Sulphite Company Ltd (dam)	3363
L'Association des Employés de Canadian Lady Corset Company Limited (Quebec) (formation)	3363
La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie" (foundation)	3366
La Compagnie F.-X. Drolet (directors)	3366
La Fédération du Détail et des Services du Québec — The Quebec Federation of Retail and Service Organizations	

(nom changé)	3367
La Société des Éditions Le Réveil Limitée (directeurs)	3365
Le Syndicat National Catholique des Employés en Photographie de la Région des Trois-Rivières (formation)	3366
Richmond, Commission Scolaire Catholique (rachat d'obligations)	3364
Syndicat National Catholique des Employés de Magasin Inc., de St-Hyacinthe	3366

(name changed)	3367
La Société des Éditions Le Réveil Limitée (directors)	3365
Le Syndicat National Catholique des Employés en Photographie de la Région des Trois-Rivières (formation)	3366
Richmond, Catholic School Commission (Redemption of bonds)	3364
Syndicat National Catholique des Employés de Magasin Inc. de St-Hyacinthe	3366

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	3328
---	------

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session	3328
--	------

CHARTES — ABANDON DE:

Amusements Realty Corporation	3367
Grenon Construction Company Limited	3367

CHARTERS — SURRENDER OF:

Amusements Realty Corporation	3367
Grenon Construction Company Limited	3367

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité de	3351
Asbestos, ville de	3336
Beauharnois Light, Heat and Power Company	3346
Bedford, ville de	3352
Bernierville, village de	3354
Berthierville, ville de	3357
Black Lake, Commissaires d'écoles	3348
Boissinot, Michel	3334
Canadian Petrofina Limited	3331
Château d'Eau, Commissaires d'écoles catholiques	3359
Châteauguay, ville de	3355
Collège de Rouyn	3329
Collège Apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau	3335
Compagnie Québec-Autobus	3331
Corporation de Gaz Naturel du Québec	3354
Corporation du Cimetière St-Joseph de Victoriaville	3332
Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermique de la Province de Québec	3351
Corporation du Pont de Trois-Rivières	3349
Côte St-Luc, ville de	3358
Desjardins, Dame Mélanie <i>et vir.</i>	3336
Dorval, ville de	3340
Drummondville, commissaires d'écoles de la cité de	3336
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec	3347
Gélinas, Jacques-Antonio-Joseph-André	3332
Granby, cité de	3339
Grand'Mère, cité de	3356
Gyulai, Dame Blanka Richter	3330
Harvey-Jellie, Reginald Culmer	3329
Hauterive, ville de	3354
Hull, cité de	3345
Jacques-Cartier, cité de	3329
Jewish Convalescent Centre	3340
Joliette, cité de	3356
Jonquière, ville de	3351
Koplewicz-Capelle, Michel	3340
La Corporation des Courtiers en Immeubles de la province de Québec	3331
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	3358
LaSalle, ville de	3357
La Sarre, ville de	3340
L'Assomption, paroisse de	3358
La Tuque, Commissaires d'écoles	3342
La Tuque, ville de	3341
Lauzon, cité de	3338
Les Missionnaires du Sacré-Cœur	3355
Les Services de santé du Québec	3358
Les Ursulines de Québec, <i>et al.</i>	3348

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city of	3351
Asbestos, town of	3336
Beauharnois Light, Heat and Power Company	3346
Bedford, town of	3352
Bernierville, village of	3354
Berthierville, town of	3357
Black Lake, School Commissioners	3348
Boissinot, Michel	3334
Canadian Petrofina Limited	3331
Château d'Eau, Catholic School Commission	3359
Châteauguay, town of	3355
Collège de Rouyn	3329
Apostolic College of Saint-Alexandre de la Gatineau	3335
Compagnie Québec-Autobus	3331
Corporation de Gaz Naturel du Québec	3354
Corporation du Cimetière St-Joseph de Victoriaville	3332
Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation	3351
Corporation du Pont de Trois-Rivières	3349
Côte St-Luc, town of	3358
Desjardins, Dame Mélanie <i>et vir.</i>	3336
Dorval, town of	3340
Drummondville, School Commissioners of the city of	3336
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec	3347
Gélinas, Jacques-Antonio-Joseph-André	3332
Granby, city of	3339
Grand'Mère, city of	3356
Gyulai, Dame Blanka Richter	3330
Harvey-Jellie, Reginald Culmer	3329
Hauterive, town of	3354
Hull, city of	3345
Jacques-Cartier, city of	3329
Jewish Convalescent Centre	3340
Joliette, city of	3356
Jonquière, town of	3351
Koplewicz-Capelle, Michel	3340
The Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec	3331
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	3358
La Salle, town of	3357
La Sarre, town of	3340
L'Assomption, parish of	3358
La Tuque, School Commissioners	3342
La Tuque, town of	3341
Lauzon, city of	3338
Les Missionnaires du Sacré-Cœur	3355
Les Services de Santé du Québec	3358
Les Ursulines de Québec, <i>et al.</i>	3348

L'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée.....	3337	L'Institut des Oblates Missionnaires de l'Immaculée.....	3337
Magog, cité de.....	3330	Magog, city of.....	3330
Magog, Commissaires d'écoles.....	3350	Magog, School Commissioners.....	3350
Montréal, cité de.....	3332	Montreal, city of.....	3332
Montréal, cité de.....	3359	Montreal, city of.....	3359
Montréal-Nord, ville de.....	3348	Montreal North, town of.....	3348
Nicolet, ville de.....	3345	Nicolet, town of.....	3345
Nordstrom, Brigit Solveig.....	3334	Nordstrom, Brigit Solveig.....	3334
Pointe-aux-Trembles, ville de.....	3332	Pointe-aux-Trembles, town of.....	3332
Pont-Rouge, village de.....	3341	Pont-Rouge, village of.....	3341
Préville, ville de.....	3342	Préville, town of.....	3342
Prud'homme, Luc sr, et al.....	3344	Prud'homme, Luc sr, et al.....	3344
Salaberry-de-Valleyfield, cité de.....	3342	Salaberry-de-Valleyfield, city of.....	3342
Sorel, commissaires d'écoles de la cité de.....	3335	Sorel, School Commissioners of the city of.....	3335
St-Elzéar, ville de.....	3357	St-Elzéar, town of.....	3357
St-Félix de Valois, commissaires d'écoles du village de.....	3329	St-Félix de Valois, School Commissioners of the village of.....	3329
St-Gabriel de Brandon, village de.....	3349	St-Gabriel de Brandon, village of.....	3349
St-Hyacinthe, cité de.....	3346	St-Hyacinthe, city of.....	3346
St-Hubert, commissaires d'écoles de la paroisse de.....	3336	St-Hubert, School Commissioners of the parish of.....	3336
St-Jean, cité de.....	3338	St-Jean, city of.....	3338
St-Jérôme, cité de.....	3343	St-Jérôme, city of.....	3343
St-Joseph de Beauce, commissaires d'écoles de la paroisse de.....	3337	St-Joseph de Beauce, School Commissioners of the parish of.....	3337
St-Joseph de Mont-Royal, syndics de la paroisse de.....	3339	St-Joseph of Mount Royal, Trustees of the parish of.....	3339
St-Joseph de Sorel et Tracy, commissaires d'écoles de.....	3335	St-Joseph de Sorel et Tracy, School Commissioners of.....	3335
St-Laurent, Commissaires d'écoles.....	3351	St-Laurent, School Commissioners.....	3351
St. Lawrence Cement Co.....	3335	St. Lawrence Cement Co.....	3335
Ste-Marie, village de.....	3346	Ste-Marie, village of.....	3346
St-Pierre, ville de.....	3356	St-Pierre, town of.....	3356
Sherbrooke, cité de.....	3355	Sherbrooke, city of.....	3355
Succession Dame Berthe Beauchemin.....	3328	Estate of Dame Berthe Beauchemin.....	3328
Succession Cécile Marchildon.....	3333	Estate of Cécile Marchildon.....	3333
Succession James McCready.....	3333	Estate of James McCready.....	3333
Succession John Skillman O'Meara.....	3337	Estate of John Skillman O'Meara.....	3337
Succession Joseph-Aimé Massue.....	3333	Estate of Joseph-Aimé Massue.....	3333
Succession Paul-Émile Bourret.....	3354	Estate Paul Bourret.....	3354
Succession Régina Lussier.....	3353	Estate Régina Lussier.....	3353
Succession Romulus Dufresne.....	3342	Estate Romulus Dufresne.....	3342
Succession J. Ulysse Ste-Marie.....	3349	Estate J. Ulysse Ste-Marie.....	3349
Thetford Mines, cité de.....	3347	Thetford Mines, city of.....	3347
Toth, Thomas.....	3340	Toth, Thomas.....	3340
Très Saint-Sacrement, Commission Scolaire.....	3356	Très Saint-Sacrement, School Commission.....	3356
Trinity Church.....	3339	Trinity Church.....	3339
Trois-Pistoles No 1, commissaires d'écoles du village de.....	3333	Trois Pistoles No 1, School Commissioners of the village of.....	3333
Trois-Rivières, cité des.....	3352	Trois-Rivières, city of.....	3352
Tunnel Champlain Inc.....	3353	Tunnel Champlain Inc.....	3353
Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de St-Ursule.....	3334	Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de Ste-Ursule.....	3334
Verdun, Commission des Écoles Catholiques.....	3351	Verdun, Catholic School Board.....	3351
Vézina, Joseph Claude.....	3342	Vézina, Joseph Claude.....	3342
Victoriaville, ville de.....	3343	Victoriaville, town of.....	3343
Villeneuve, village de.....	3331	Villeneuve, village of.....	3331
Weinstein, Milton.....	3329	Weinstein, Milton.....	3329
Westmount, cité de.....	3348	Westmount, city of.....	3348

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Lochaber.....	3367
St-Anicet (catholique).....	3368

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Chicoutimi, paroisse.....	3368
Como, village.....	3368

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Lochaber.....	3367
St-Anicet (catholic).....	3368

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Chicoutimi, parish.....	3368
Como, village.....	3368

Ste-Foye, paroisse..... 3368
 St-Hubert, paroisse..... 3368

Ste-Foye, parish..... 3368
 St-Hubert, parish..... 3368

TRAVAIL :

Industrie ou métiers de :

De la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (modification)..... 3398
 Construction, région de Sorel (modification)..... 3396

LABOUR :

Industry or Trades of :

Women's and children's headwear in the Province of Quebec (Amendment) 3398
 Construction, region of Sorel (amendment)..... 3396

LETTRES PATENTES :

After Dark Incorporated..... 3300
 A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd. . 3301
 Albert Vallée Ltée..... 3301
 Angel China Café Inc..... 3301
 Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères..... 3302
 Au Beu Qui Rit Ltée..... 3302
 Aurèle Hudon Ltée..... 3302
 Better Built Construction Co. Ltd..... 3303
 B. & G. Plâtre Ltée — B. & G. Plastering Ltd..... 3303
 Birer Realty Inc..... 3303
 Bob Landry Incorporé..... 3304
 Canadian British Aluminium Company Limited..... 3304
 Canadian Fabrics Foundation, Inc..... 3304
 Canedil Construction Co. Ltd..... 3305
 C. E. Lavigne Limitée..... 3305
 Château Ste-Rose Limitée..... 3306
 Chez Julienne Ltée..... 3306
 Compagnie Québec-Autobus..... 3306
 Contracteurs Rouyn Limitée — Rouyn Contractors Limited..... 3307
 Côteau Lumber & Woodworking Company..... 3307
 "Dard" Limitée..... 3307
 Deley Construction Inc..... 3308
 Des Ormeaux Automobile Ltd..... 3308
 D. & F. Auto Electric Ltd..... 3308
 Dominion Box Makers Co. Ltd..... 3309
 Eastern Die Casting Inc..... 3309
 Entreprises Pontiac Inc.—Pontiac Enterprises Inc..... 3309
 Fashion Textile Printers Ltd..... 3310
 Fernand Fortin Inc..... 3310
 Ferronnerie Bergevin Limitée..... 3310
 F. X. Ponton Ltée—F. X. Ponton Ltd. 3311
 Gemma Ray Surveys (Quebec) Ltd..... 3311
 Georges of Deauville Ltd..... 3311
 Hôtel Plouffe Inc..... 3312
 Hôtel Sherbrooke Inc..... 3312
 Jay Fur Corporation..... 3312
 Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd..... 3313
 Lacey's Ltd..... 3313
 La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc..... 3313
 Lady Anne Shops Inc..... 3314
 Lafrance Fourrures Inc.—Lafrance Furs Inc..... 3314
 L'Auberge du Roc Inc..... 3314
 Le Club de Hockey Professional des Trois-Rivières Inc..... 3315
 Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée 3315
 Les Entreprises Simard Enterprises Cie Ltée, Co. Ltd..... 3315
 Les Excavations Drummond Ltée..... 3316
 Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd..... 3316
 Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd..... 3316
 L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis..... 3317
 Lux Knitting Mills Co..... 3317

LETTERS PATENT :

After Dark Incorporated..... 3300
 A. J. Alexandor Furs (Montreal) Ltd. . 3301
 Albert Vallée Ltée..... 3301
 Angel China Café Inc..... 3301
 Association des Filles Canadiennes Françaises Inc., Assemblée Madeleine de Verchères..... 3302
 Au Beu Qui Rit Ltée..... 3302
 Aurèle Hudon Ltée..... 3302
 Better Built Construction Co. Ltd..... 3303
 B. & G. Plâtre Ltée — B. & G. Plastering Ltd..... 3303
 Birer Realty Inc..... 3303
 Bob Landry Incorporé..... 3304
 Canadian British Aluminium Company Limited..... 3304
 Canadian Fabrics Foundation, Inc..... 3304
 Canedil Construction Co. Ltd..... 3305
 C. E. Lavigne Limitée..... 3305
 Château Ste-Rose Limitée..... 3306
 Chez Julienne Ltée..... 3306
 Compagnie Québec-Autobus..... 3306
 Contracteurs Rouyn Limitée — Rouyn Contractors Limited..... 3307
 Côteau Lumber & Woodworking Company..... 3307
 "Dard" Limitée..... 3307
 Deley Construction Inc..... 3308
 Des Ormeaux Automobile Ltd..... 3308
 D. & F. Auto Electric Ltd..... 3308
 Dominion Box Makers Co. Ltd..... 3309
 Eastern Die Casting Inc..... 3309
 Entreprises Pontiac Inc.—Pontiac Enterprises Inc..... 3309
 Fashion Textile Printers Ltd..... 3310
 Fernand Fortin Inc..... 3310
 Ferronnerie Bergevin Limitée..... 3310
 F. X. Ponton Ltée—F. X. Ponton Ltd. 3311
 Gemma Ray Surveys (Quebec) Ltd..... 3311
 Georges of Deauville Ltd..... 3311
 Hôtel Plouffe Inc..... 3312
 Hôtel Sherbrooke Inc..... 3312
 Jay Fur Corporation..... 3312
 Kamay-Wicker Fur Mfg. Ltd..... 3313
 Lacey's Ltd..... 3313
 La Clinique de Réhabilitation de Québec, Inc..... 3313
 Lady Anne Shops Inc..... 3314
 Lafrance Fourrures Inc.—Lafrance Furs Inc..... 3314
 L'Auberge du Roc Inc..... 3314
 Le Club de Hockey Professional des Trois-Rivières Inc..... 3315
 Les Entreprises Blanchard-Kunzli Ltée 3315
 Les Entreprises Simard Enterprises Cie Ltée, Co. Ltd..... 3315
 Les Excavations Drummond Ltée..... 3316
 Les Placements Boulevard O'Brien Ltée — Boulevard O'Brien Investments Ltd..... 3316
 Liberty Hosiery Mfg. Co. Ltd..... 3316
 L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Christ-Roi, Lévis..... 3317
 Lux Knitting Mills Co..... 3317

Lynn Realty Corp.....	3317	Lynn-Realty Corp.....	3317
Mineral Land Holdings Corp.....	3318	Mineral Land Holdings Corp.....	3318
Mitchell Leisure Togs Ltd.....	3318	Mitchell Leisure Togs Ltd.....	3318
Molan Land Development Corp.....	3318	Molan Land Development Corp.....	3318
Montreal M. G. Car Club, Inc.....	3319	Montreal M. G. Car Club, Inc.....	3319
Pierre Des Marais, Inc.....	3319	Pierre Des Marais, Inc.....	3319
Plomberie Bourg-Joli Limitée.....	3319	Plomberie Bourg-Joli Limitée.....	3319
Provincial Door Sales Ltd.....	3320	Provincial Door Sales Ltd.....	3320
Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd.....	3320	Quebec Ammonia & Gas Exploration Ltd.....	3320
Quincaillerie Laberge, Inc.....	3321	Quincaillerie Laberge, Inc.....	3321
Radio Laurentides Inc.....	3321	Radio Laurentides Inc.....	3321
Radio Tevox Corporation.....	3321	Radio Tevox Corporation.....	3321
Rainu Ltd.....	3322	Rainu Ltd.....	3322
Rémi Carrier Inc.....	3322	Rémi Carrier Inc.....	3322
Ronald Lebel Ltée — Ltd.....	3322	Ronald Lebel Ltée — Ltd.....	3322
Roux & Boulanger Ltée.....	3323	Roux & Boulanger Ltée.....	3323
Roxboro Entreprises Limitée.....	3323	Roxboro Entreprises Limitée.....	3323
Salons Funéraires Hubert, Inc.....	3323	Salons Funéraires Hubert, Inc.....	3323
Sidney G. Chick & Co. Ltd.....	3324	Sidney G. Chick & Co. Ltd.....	3324
Société St-Jean-Baptiste de Normandin, Inc.....	3324	Société St-Jean-Baptiste de Normandin, Inc.....	3324
Star Brush Ltée — Ltd.....	3324	Star Brush Ltée — Ltd.....	3324
Swift Construction company.....	3325	Swift Construction company.....	3325
Tau Epsilon Phi Inc.....	3325	Tau Epsilon Phi Inc.....	3325
Texan Realty Corporation.....	3325	Texan Realty Corporation.....	3325
The Executive Development Institute.....	3326	The Executive Development Institute.....	3326
Thetford Mining Corporation.....	3326	Thetford Mining Corporation.....	3326
Tovber Investment Corporation.....	3326	Tovber Investment Corporation.....	3326
Town Service Station Ltd.....	3327	Town Service Station Ltd.....	3327
T.V. Tele-Communication (Drummond) Inc.....	3327	T.V. Tele-Communication (Drummond) Inc.....	3327
Westmount Motors Ltd.....	3328	Westmount Motors Ltd.....	3328
LIQUIDATION, AVIS DE :		WINDING UP NOTICES :	
Syndicat de Travail d'Authier.....	3369	Syndicat de Travail d'Authier.....	3369
MINISTÈRE DES FINANCES: <i>Assurances:</i>		DEPARTMENT OF FINANCE: <i>Insurance:</i>	
General Security Assurance Corpora- tion of New York.....	3369	General Security Assurance Corpora- tion of New York.....	3369
NOMINATIONS :		APPOINTMENTS :	
Diverses.....	3369	Miscellaneous.....	3369
PROCLAMATIONS :		PROCLAMATIONS :	
Concernant l'annexion d'un certain terri- toire de la municipalité de Egan-Sud à la municipalité de Maniwaki.....	3371	Concerning the annexation of a certain territory of the municipality of Evan- Sud to the municipality of Maniwaki.....	3371
Concernant l'annexion d'un certain terri- toire de la municipalité de Lac Trem- blant-Nord à la municipalité de can- ton Joly.....	3374	Concerning the annexation of a certain territory of the municipality of Lac- Tremblant-Nord to the municipality of the township of Joly.....	3374
Concernant l'annexion d'un certain terri- toire de la paroisse de Notre-Dame- de-Saint-Hyacinthe à la municipalité du village de la Providence.....	3375	Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Notre-Dame- de-Saint-Hyacinthe to the municipa- lity of the village of La Providence.....	3375
Concernant l'annexion d'un certain terri- toire de la paroisse de Saint-Cy- rien-de-Léry à la municipalité du village de Napierville.....	3376	Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Saint-Cy- rien-de-Léry to the municipality of the village of Napierville.....	3376
Concernant l'annexion d'un certain terri- toire de la paroisse de Sainte-Fa- mille-de-Boucherville à la municipa- lité du village de Boucherville.....	3377	Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Sainte-Fa- mille-de-Boucherville to the municipa- lity of the village of Boucherville.....	3377
Concernant l'érection de la municipalité de Petite-Matane.....	3372	Concerning the erection of the municipa- lity of Petite-Matane.....	3372
Concernant l'érection de la municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare.....	3379	Concerning the erection of the municipa- lity of Sainte-Marcelline-de-Kildare.....	3379
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3370	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	3370
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES :	
Georges of Deauville Ltd.....	3380	Georges of Deauville Ltd.....	3380

SOUSSIONS :

Greenfield Park, commission scolaire..	3384
Montreal West, ville	3383
Pointe-à-Gatineau, village	3386
Ste-Brigitte-de-Laval, paroisse	3381
St-Gabriel, commission scolaire.....	3385
St-Stanislas-de-Kostka Commission scolaire.....	3382

VENTE, LOI DE FAILLITE :

D'Amours, Joseph Guillaume dit Willie.....	3387
--	------

VENTES PAR LICITATION :

Bibaud <i>et vir</i> vs Robillard <i>et al.</i>	3389
Kukura vs Kukura.....	3391
Leblanc vs Leblanc <i>et al.</i>	3388

VENTES PAR SHÉRIFS :

ABITIBI :

Konsevick <i>et al</i> vs Ataman.....	3392
---------------------------------------	------

ARTHABASKA :

Forand Auto Ltée vs Carrier.....	3393
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Roy.....	3392

BEAUHARNOIS :

Hôpital Voghel Inc. vs Drouin.....	3393
------------------------------------	------

BEDFORD :

Fradet vs Samson.....	3394
-----------------------	------

CHICOUTIMI :

Office du Crédit Agricole du Québec vs Boudreault.....	3394
--	------

IBERVILLE :

Roy vs Delang.....	3394
--------------------	------

JOLIETTE :

La Compagnie T. Eaton de Montréal vs Quinlan.....	3395
---	------

MONTMAGNY :

Samson vs Blanchet.....	3395
-------------------------	------

QUÉBEC :

Vatel Sous-vêtements, Itée vs Lingerie Caroli Inc.....	3396
--	------

41049-o

TENDERS :

Greenfield Pak, School Commission...	3384
Montreal West, town.....	3383
Pointe-à-Gatineau, village.....	3386
Ste-Brigitte-de-Laval, parish.....	3381
St-Gabriel, School commission.....	3385
St-Stanislas-de-Kostka, School Commission.....	3382

SALE, BANKRUPTCY ACT:

D'Amours, Joseph Guillaume dit Willie.....	3387
--	------

SALES BY LICITATION:

Bibaud <i>et vir</i> vs Robillard <i>et al.</i>	3389
Kukura vs Kukura.....	3391
Leblanc vs Leblanc <i>et al.</i>	3388

SHERIFFS' SALES :

ABITIBI :

Konsevich <i>et al</i> vs Ataman.....	3392
---------------------------------------	------

ARTHABASKA :

Forand Auto Ltée vs Carrier.....	3393
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Roy.....	3392

BEAUHARNOIS :

Hôpital Voghel Inc. vs Drouin.....	3393
------------------------------------	------

BEDFORD :

Fradet vs Samson.....	3394
-----------------------	------

CHICOUTIMI :

Quebec Farm Credit Bureau vs Boudreault.....	3394
--	------

IBERVILLE :

Roy vs Delang.....	3394
--------------------	------

JOLIETTE :

The T. Eaton Company of Montreal vs Quinlan.....	3395
--	------

MONTMAGNY :

Samson vs Blanchet.....	3395
-------------------------	------

QUÉBEC :

Vatel Sous-vêtements, Itée vs Lingerie Caroli Inc.....	3396
--	------

41049-o

